

Tizi Ouzou : les quatre auteurs d'une attaque à main armée arrêtés

Lire l'article de Nait Ali H. page 4



Le Quotidien
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

IL QUITTE LE GOUVERNEMENT Chaabna refuse de renoncer à la nationalité française

Lire l'article de Ghania Oukazi page 3

COVID-19 Une reprise «effrayante» et un personnel médical au bord de l'asphyxie

Lire l'article de M. Aziza page 4



Entretien téléphonique entre Tebboune et Macron P.2

Le débat en mode «Hirak» P.2

Par Salah Lakoues

OPINION Science et pouvoir en Algérie

Par Djamel Labidi P.6

EVOCATION

Agha des Gharraba Khelifa
Ben Mahmoud, ou la Bataille
de La Macta, 28 juin 1835

Les oubliés de l'Histoire P.18

Par Abdelkader Reguig

LA LISTE ATTEND LA VALIDATION DES MEMBRES DE L'UE L'espace Schengen ouvert aux Algériens à partir du 1^{er} juillet

Lire l'article de Z. Mehdaoui page 4

Le débat en mode «Hirak»

Salah Lakoues

Le livre de A. Bensaâda, «Qui sont ces ténors auto-proclamés du Hirak algérien ?» commence à faire des vagues, certes, mais il interpelle surtout nos consciences. Notre conscience patriotique d'abord, puis celle des citoyens aspirant à une totale liberté individuelle. Le fait de savoir que certaines organisations très impliquées dans les mouvances du Hirak soient financées par l'étranger afin de «remettre de l'ordre» dans notre pays nous est insupportable. Le Hirak n'a pas besoin de tuteurs étrangers -en tout cas cela n'a jamais été une revendication, que je sache. Ce large mouvement consensuel qui a réuni, grands et petits, autour de l'aspiration à une gestion démocratique de la cité et des libertés individuelles et collectives ne peut se laisser dérouter, sans en témoigner son agacement. Et de ce point de vue là, nous sommes tous des Bensaâda.

Notre désir d'émancipation citoyenne a émergé des pores mêmes de la société algérienne, au centre, au nord, au sud, à l'est ou à l'ouest du pays. Cette menace d'un 5e mandat du Président Bouteflika nous a tous poussés au rejet quasiment par réflexe. Mais si la mayonnaise a pu prendre, c'est parce que des signes forts de l'armée sont venus nous réconforter et encourager la lame de fond à s'emballer. Les premières semaines du mouvement ont pu donner au monde entier une image formidable d'une révolution démocratique pacifique ; son impact a fait écho, y compris aux Etats-Unis, ces dernières semaines. Ce qui a fait dérouter cette lame, c'est une sorte de surenchère politique, par trop «algéro-centrée», convoyée par des revendications «pan-berbéristes», d'une part, et par une alliance «contre nature» avec des islamistes qui vivent au crochet de monarchies arabes, d'autre part. Dans le reste du pays un repli de réserve s'est instauré chez les exaltés des premiers soubresauts du Hirak. Des porte-parole de fait se sont imposés - avec le soutien militant d'organes d'information sous contrôle - et de proche en proche se sont octroyés le droit d'imposer leur agenda. A partir de là une dérive idéologique s'est emparée de ce qui restait du Hirak : la seule vision politique qui se dégageait était la mise à l'écart de l'armée et la prise du pouvoir par des procédures non électives, une sorte de «directorat de la transition» avec à sa tête des individualités «acceptables» par le Hirak. De là, tout une attitude de refus hystérique a caractérisé la scène publique : «non» à tout ce que le pouvoir propose- y compris le Covid- 19, lui a été attribué comme prétexte de démobilisation. Du côté du pouvoir,

l'armée a joué son rôle de force assurant la transition politique, jusqu'à l'élection de M. Tebboune. Ce dernier promet de mettre en œuvre les revendications du Hirak initial et comme signe de bonne volonté entreprendre une révision de la Constitution allant dans ce sens, en vue de la faire débattre puis la soumettre à référendum.

Les raidissements politiques d'un Hirak «algéro-centré» sont réitérés, de semaine en semaine, sans qu'une issue politique sérieuse apparaisse. Le Hirak ne pouvant plus être efficace sous sa forme de «rébellion permanente», il fallait parvenir à l'organiser. Les nombreuses tentatives ont quasiment toutes échoué. Un mouvement sans programme et dont la seule vision est le refus de la seule force qui a mis en échec l'une des plus grandes armées au monde afin d'arracher l'indépendance nationale ne peut déboucher sur une forme d'organisation saine. Il y a même lieu de constater que cette impossible organisation sous une forme institutionnelle connue, du moins, arrange les tenants du «tout ou rien» qui deviennent menaçants et qui font prendre des risques forts de déstabilisation au pays. Pourtant le calendrier du pouvoir est simple et il suffit d'un réel engagement pour en prendre le contrôle : débats sur l'enrichissement de la constitution et sa légitimation, préparation des élections des instances représentatives nationales (Assemblée nationale, Sénat) puis les municipales. Voilà de quoi faire pour occuper le terrain sur la base de programmes politiques clairs et mobilisateurs. Les prochaines chambres peuvent réunir une majorité de représentants du peuple issus, pour une large part, du mouvement hirakiste. Pourquoi essayer d'en dissuader les compatriotes ? D'autant plus qu'il n'y a pas de démarche plus démocratique.

C'est à tenter de démêler tout cela que le livre de M. Bensaâda apporte des pistes de réflexion basées sur des faits tangibles et vérifiables par tous. Si ces faits sont avérés, alors l'argument du pouvoir consistant à aiguïser la vigilance patriotique contre les menaces d'immixtion étrangères pesant sur notre destin national deviennent claires et décodables. On conspire contre notre pays et des compatriotes aveuglés par le pouvoir facilitent le travail de nos «anges gardiens». Quel Hirak a demandé cela ?

Une seule voie s'offre à nous, par amour pour notre patrie soyons vigilants et œuvrons pour que l'avenir nous appartienne. Comment y arriver ? Tout simplement, comme tous les pays démocratiques au monde en passant par des élections (à la transparence garantie et surveillée), suivant un calendrier clair et transparent. L'actuel président s'y engage, prenons-le au mot.



ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Confusion autour des prix

Les maquignons affutent leurs armes ou sont-ils déjà fin prêts pour saigner à blanc les citoyens ? Probablement

qu'ils ont déjà concrétisé une grande part de leur stratégie, notamment en effectuant des achats massifs de moutons pour dominer le marché à la veille de la fête du sacrifice et fixer, surtout, les prix qui leur conviennent.

Cependant, il y a lieu de faire remarquer que de nombreux paramètres entrent en jeu cette année et brouillent complètement les prévisions autour du prix du mouton, dont le contexte exceptionnel de la crise sanitaire qui va réduire les déplacements et les surfaces non réglementées destinées à la vente du mouton du sacrifice, chose qui handicaperait les mouvements et augmenterait les risques pour les maquignons. Ainsi que l'autre facteur lié au pouvoir d'achat des citoyens, qui a chuté durant ces derniers mois à cause de l'arrêt de la machine économique et des activités commerciales dans le sillage d'un long confinement dans le cadre de la lutte contre la propagation du Covid-19, et qui va automatiquement provoquer une baisse de la demande dont les effets se répercuteraient sur les prix du mouton du sacrifice, disponible en abondance cette année à cause de la mévente entraînée par la fermeture des marchés de bétail ces derniers mois.

Par contre, d'autres estimations fournies par des membres de la fédération nationale des éleveurs placent haut la barre du prix du mouton du sacrifice. Selon leurs évaluations, une hausse de pas moins 10.000 dinars, devenue traditionnelle au fil des ans, n'est pas à exclure par rapport au prix du

mouton du sacrifice pratiqué l'an dernier. Evidemment qu'ils ont leurs raisons ou arguments pour annoncer la flambée sur les marchés, certaines s'inscrivant dans la logi-

que, comme le grand nombre d'intermédiaires en place et la sécheresse qui pousse les éleveurs à s'approvisionner en aliment de bétail, cher et rare, mais sans tenir compte de données non moins logiques, et qui plaident pour des prix relativement bas, notamment l'indice de la baisse évidente de la demande. La fête de l'Aïd El Adha, tout comme la précédente fête religieuse de l'Aïd El Fitr, sera cette année très particulière.

Après d'un mois de l'Aïd El Adha, donc, la vision du marché du mouton reste très incertaine, accrochée entre deux hypothèses opposées. Et, on n'a pas encore vu la réaction des ministres du Commerce et de l'Agriculture, qui peut également influencer le cours du marché à travers plusieurs dispositions et mécanismes à leur portée. A condition, bien sûr, qu'on tire la leçon de l'échec des prévisions concernant le prix de la viande du Ramadan, annoncé à 800 dinars mais le consommateur en eu droit pratiquement pour le double. D'ailleurs, c'est peut-être cet échec qui pousse les autorités concernées à garder le silence et affiner une stratégie dans la discrétion pour casser toute initiative des intermédiaires et des maquignons en général qui se frottent en ces moments les mains derrière le dos mais qui pourraient y laisser des plumes dans le cas où leur plan serait mis à mal. En tout cas, il est indispensable que les autorités marquent de leur empreinte cette fête religieuse en casant les prix du mouton du sacrifice.

Réunion aujourd'hui du Conseil des ministres Santé, Energie et travaux publics au menu

Le conseil des ministres tiendra, aujourd'hui dans la matinée, sa réunion périodique sous la présidence de monsieur Abdelmadjid Tebboune, Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a indiqué la Présidence de la République hier dans un communiqué.

«Le Conseil des ministres tiendra, dimanche 28 juin 2020 dans la matinée, sa réunion périodique sous la présidence de monsieur Abdelmadjid Tebboune, Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale», lit-on dans le communiqué. Lors de cette réunion, le Conseil «examinera nombre d'exposés relatifs aux secteurs de l'Energie, des Travaux publics et de la Santé», a conclu la même source.



Entretien téléphonique entre Tebboune et Macron

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a eu samedi, une conversation téléphonique avec son homologue français, M. Emmanuel Macron, indique un communiqué de la présidence. «L'entretien s'est déroulé dans une ambiance empreinte de par-

faite cordialité et d'amitié partagée, et a permis aux deux présidents de passer en revue les relations bilatérales, pour convenir de reprendre les contacts au plus haut niveau et de relancer la coopération dans tous les domaines», souligne le communiqué. «L'entretien a per-

mis aux deux présidents d'avoir un échange sur les questions régionales d'intérêt commun, à la lumière des derniers développements, de la situation au Sahel et en Libye, sur lesquelles une concordance sur les points de vue s'est dégagée, précise le communiqué.

Le Quotidien
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E. Quargla: S.I.A.

Diffusion: Quest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax: 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44**Rédaction Constantinoise**
Tél.: 031.92.12.11
Fax: 031.92.12.22

Il quitte le gouvernement Chaabna refuse de renoncer à la nationalité française

Le 1^{er} ministère a rendu public hier un communiqué pour affirmer que Samir Chaabna ne fait plus partie du gouvernement.

Ghania Oukazi

Lors des consultations pour la constitution du gouvernement, M. Samir Chaabna a accepté le portefeuille de ministre délégué chargé de la Communauté nationale à l'étranger sans pour autant déclarer sa double nationalité», écrit le 1^{er} ministère. «Il a été demandé à M. Samir Chaabna de se conformer aux dispositions prévues par la loi n° 17-01 du 10 janvier 2017 fixant la liste des hautes responsabilités de l'Etat et des fonctions politiques dont l'accès requiert la nationalité algérienne exclusive et de renoncer à sa nationalité étrangère», fait-il savoir. «Devant son refus et sur décision de Monsieur le Président de la République, sa nomination en tant que ministre délégué chargé de la Communauté nationale à l'étranger a été annulée et par conséquent, M. Samir Chaabna ne fait plus partie du gouvernement», affirme le 1^{er} ministère. En fait, ce communiqué est venu confirmer ce qui fait le buzz sur les sites électroniques et réseaux sociaux depuis que le nom de Chaabna a été cité dans la composition du gouvernement remanié mardi dernier. Entre autres informations qui ont fait le tour de l'Algérie et d'ailleurs, celle faisant savoir que Samir Chaabna s'était entendu avec Abdelaziz Djerad pour renoncer à son poste gouvernemental. C'est peut-être ce qui a obligé le 1^{er} ministère à réagir hier pour mettre fin officiellement à cette controverse stérile et a mis à nu un manque de vigilance fragrant des plus hautes autorités de l'Etat. «L'affaire» Chaabna rappelle, à un degré moindre, l'aveu officiel qui disait que le consul général marocain à Oran faisait partie des services du renseignement.

QUAND «LA FICHE BLEUE» BRISAIT DES CARRIÈRES

Depuis toujours, les puissants services du DRS établissaient des fiches d'habilitation à tous ceux qui devaient être nommés à des hautes fonctions de l'Etat et comme cadres dans des entreprises publiques. «La fiche bleue» devait absolument «tomber» avant que le choix «politique» n'ait été porté sur qui que ce soit. Au milieu des années 2000, Bouteflika, alors président de la République, avait mis fin à cette pratique d'officines qui n'avait pas que le bon côté du contrôle de qui faisait quoi dans la haute administration. Ceux qui établissaient la fameuse «fiche bleue» avaient un droit de vie ou de mort sur les responsables et les cadres. Nombreux d'entre ces derniers ont été sacrifiés sur l'autel de la suspicion, les fausses déclarations des services ou alors leur décision de briser de brillantes carrières professionnelles. Le rattachement des services du renseignement à la présidence de la République ou leur renvoi dans leurs casernes à cette époque devait inclure leur retrait des administrations publiques (ministères, institutions, entreprises et autres structures de l'Etat). Dernière action en date décrétée par le président Bouteflika, la mise de fin de fonction des «colonels» à la retraite qui avaient été placés à tous ces niveaux pour épier et établir des fiches sur les

personnels en activité. Ces «colonels» ont été pendant longtemps «l'œil de Moscou» à travers le pays au profit des hauts responsables des services. Beaucoup de leurs «observations» ont fait mal à des cadres intègres mais couvert en parallèle des responsables placés pour servir des intérêts occultes. La suite est connue pour avoir opposé des ploutocrates et nababs incultes agissant au vu et au su de l'ensemble des autorités civiles et militaires de l'Etat de toutes les époques.

DES ERREURS DE CASTING ABSURDES

Le démantèlement de ce système amorcé à partir de 2015 ne devait nullement priver l'Etat de moyens modernes d'évaluation justes pour nommer ses représentants et éviter des erreurs de casting absurdes. Mais il semble que c'est le cas puisque contrairement à tous les Algériens, les gouvernants actuels ne savaient pas que Chaabna avait la double nationalité. Sa nomination dans un pays narcissique devait inévitablement susciter de vives réactions allant de la «dénonciation» de son statut de binational, à son prétendue mission de «l'œil de Paris à Alger» en passant par le rappel de ses déclarations sur sa disposition à renoncer à sa nationalité française au cas où une haute fonction de l'Etat lui est proposée. Samir Chaabna a été présenté comme un intrus dans le gouvernement Djerad. Pourtant, il n'est ni bon ni mauvais plus que tous les autres membres du gouvernement. Excepté quelques-uns qui se comptent à peine sur les doigts d'une seule main, le choix de tous les autres incite à de grandes interrogations autour de leur probité, compétence et efficacité.

Les «technocrates» n'ont jamais été des meneurs d'hommes. Or, c'est ce qui manque le plus pour diriger un pays qui a perdu tous ses caps d'orientation. Vu sous cet angle, Chaabna a raison de choisir la facilité de conserver la nationalité française au lieu de la contrainte d'être ministre dans un gouvernement qui déjuge ses propres décisions. Il faut avouer que le statut de binational de ce député de la zone 2 France (sous la casquette du parti El Moustakbal de Abdelaziz Belaïd) fait rêver de nombreux Algériens. Les discours «nationalistes» ne sont qu'hypocrisie et de la propagande de mauvais goût. Le retrait ou l'exclusion (c'est selon) de Chaabna du gouvernement ainsi que les critiques acerbes qu'il a subies ont comme référence l'article 63.22 de la Constitution qui stipule que «l'égal accès aux fonctions et aux emplois au sein de l'Etat est garanti à tous les citoyens, sans autres conditions que celles fixées par la loi. La nationalité algérienne exclusive est requise pour l'accès aux hautes responsabilités de l'Etat et aux fonctions politiques. La loi fixe la liste des hautes responsabilités et des fonctions politiques visées ci-dessus». L'on note que cette disposition a été supprimée par la commission d'experts de révision de la Constitution en vigueur. D'ici là, les hauts cadres de l'Etat, qui sont comme Chaabna des binationaux, devront bien se terroriser pour ne pas être débusqués, jusqu'à ce que la nouvelle Constitution soit promulguée.



Raïna Raïkoum

Hatem Youcef

Remarquable Ethiopie

Jadis, notoirement et tristement accolée à la pauvreté et la famine, l'Ethiopie rime, désormais, avec des faits autrement remarquables.

Il y a bien-sûr la ville d'Addis-Abeba qui est surtout connue pour être la capitale de l'OUA, depuis 1963 grâce à l'exploit diplomatique de l'Empereur éthiopien Haïlé Sélassié qui avait réussi à mettre d'accord les ex-colonies françaises et britanniques. Il y a cet autre remarquable Ethiopien, Tedros Adhanom Ghebreyesus, le directeur général de l'OMS, qui s'est fait remarquer dans le sillage de la pandémie de Covid-19 qui a hissé et l'Organisation mondiale de la santé et son directeur général, aux devants de la scène mondiale. Il y a aussi un certain Abiy Ahmed Ali, le tout jeune Premier ministre, depuis 2018, désigné, tour à tour, Africain de l'année en 2018, personnalité de l'année en 2019, etc. Il n'a pas cessé de collectionner toutes sortes de prix dont le dernier est le prix Nobel de la paix, pour avoir mis fin à une guerre vieille de vingt ans, entre son pays et l'Erythrée. Ni les prix ni la réputation de cet homme politique ne sont usurpés à preuve ce que d'aucuns appellent le miracle économique éthiopien qui a vu le pays se doter d'une ligne de chemins de fer sur une distance de 391 km avec 12 tunnels, 48 ponts et 10 stations. La compagnie aérienne éthiopienne dessert pas moins de 83 destinations internationales et envoie ses avions-cargos vers 24 villes à travers le monde. Depuis un an, l'espa-

ce abrite un satellite éthiopien venu s'ajouter à ceux d'autres géants d'Afrique. Pour ses besoins en électricité, le pays s'est lancé dans la

construction de barrages hydroélectriques qui pourraient également satisfaire les besoins de certains pays africains. Le GERD (Grand Ethiopian Renaissance Dam) est assurément la plus grande réalisation éthiopienne et celle qui a fait remarquer ce pays le plus, ces derniers temps. Inauguré en 2011 sur les bords du Nil Bleu, ce barrage est devenu synonyme de la grandeur de l'Ethiopie et de sa fermeté. En plus de produire 5.520 mégawatts d'électricité, le GERD redistribue les eaux du Nil et redéfinit les rôles pour les pays riverains en dotant l'Ethiopie d'un rang géopolitique signifiant. Last but not least, le 29 juillet 2019 ; l'Ethiopie réussit à planter quelque 353 millions d'arbres en 12 heures seulement pour se prémunir contre la déforestation et l'aridité qui font le lit de la famine.

Même enclavée, l'Ethiopie a réussi à se cloisonner mieux que nombreux pays qui ont accès à la mer. Même si le pays est multiconfessionnel, même si les linguistes peuvent y trouver un 'paradis' avec pas moins de 90 langues, un trésor pour les ethnologues qui peuvent y découvrir plusieurs ethnies à l'instar d'autres pays d'Afrique, l'Ethiopie est devenue remarquable à plus d'un titre. Criant jadis famine, l'Ethiopie est désormais une puissance économique et politique avec laquelle il faut compter en Afrique. Remarquable Ethiopie !

Décès de Belaïd Abdesselam

Le moudjahid et ancien chef du Gouvernement, Belaïd Abdesselam est décédé à l'âge de 92 ans, a-t-on appris hier auprès du ministère des Moudjahidine.

Né en 1928 à Aïn El Kebira dans la wilaya de Sétif, le défunt fut parmi les premiers militants du mouvement national. Il a été l'un des membres fondateurs de l'Association des étudiants musulmans nord-africains en France (1951-1953) et membre fondateur de l'Union des étudiants musulmans algériens en 1953. Feu Belaïd Abdesselam a rejoint le maquis en 1955 et prit part, en compagnie d'un groupe d'étudiants, à la fondation de l'Union générale des étudiants musulmans d'Algérie (UGEMA), contribuant ainsi au lancement de l'appel à la grève des étudiants, le 19 mai 1956. Il rejoint, par la suite, le commandement de la révolution dans la base ouest où plusieurs missions lui ont été confiées.



En 1958, le défunt s'est vu attribuer plusieurs missions au sein du Gouvernement provisoire, en qualité d'assistant du ministre des Affaires sociales et culturelles, avant d'être nommé en 1961 comme collaborateur dans le Cabinet du GPRA, puis chargé des Affaires économiques, juste après le cessez-le-feu. Au lendemain de l'indépendance, le regretté est resté au service de la patrie, en occupant de hauts postes de l'Etat

dont chef de la délégation algérienne dans les accords algéro-français sur les hydrocarbures, Directeur général (DG) de la Sonatrach (1964-1965), ministre de l'Industrie et de l'Energie (1965-1977), ministres des Industries légères (1977-1979), et enfin chef du Gouvernement (1992-1993). Plusieurs publications dans des revues politiques, économiques et historiques sont également à l'actif du défunt.

La liste attend la validation des membres de l'UE **L'espace Schengen ouvert aux Algériens à partir du 1^{er} juillet**

Les frontières «Schengen» fermées depuis la mi-mars dans le cadre des mesures prises pour lutter contre la propagation de l'épidémie du coronavirus sont sur le point d'être rouvertes pour certains pays dont l'Algérie.

Z. Mehdaoui

En effet, les pays européens devaient se prononcer, hier, sur une proposition de liste d'une quinzaine d'Etats dont les voyageurs seront admis dans l'Union, au 1^{er} juillet, qui exclut les Etats-Unis et qui inclut la Chine, sous condition de réciprocité. Cette liste a été élaborée lors d'une réunion des ambassadeurs des pays de l'UE et de l'espace Schengen vendredi soir. Certains d'entre eux ne s'étaient pas prononcés, et les capitales avaient jusqu'à 18h00, hier, (16h00 GMT) pour donner une réponse, selon plusieurs sources européennes, après quoi la présidence croate de l'UE décidera de la marche à suivre.

La liste proposée comporte quatorze pays (Algérie, Australie, Canada, Géorgie, Japon, Monténégro, Maroc, Nouvelle-Zélande, Rwanda, Serbie, Corée du Sud, Thaïlande, Tunisie, Uruguay) auxquels s'ajoute la Chine, sous condition de réciprocité, c'est-à-dire à condition qu'elle accueille sur son sol les voyageurs venant de l'UE, selon une source diplomatique. Sont aussi admis les voyageurs d'Andorre, Monaco, du Vatican et Saint-Marin.

La liste ne comprend donc pas les États-Unis, pays le plus touché par la pandémie de coronavirus tant en nombre de morts que de cas, avec 124.732 décès pour 2,4 millions de cas. Pas plus que le Brésil ou la Russie. Elle devrait être révisée toutes les deux semaines, selon une source européenne, rapporte l'AFP. Si le contrôle des frontières reste une compétence de chaque État, l'UE s'effor-

ce de se coordonner le plus possible sur la question des voyageurs à autoriser sur son sol, en raison de la libre circulation qui reprend, dans l'espace Schengen, avec la levée des restrictions décidées pour lutter contre le coronavirus. Les voyages non essentiels vers l'UE sont interdits depuis la mi-mars. Cette mesure doit être levée progressivement à partir du 1^{er} juillet, en privilégiant les visiteurs venus de pays dont la situation épidémiologique est semblable à celle de l'UE, où la pandémie a reflué, voire meilleure. Certains pays touristiques se montrent désireux de rouvrir sans tarder.

La Grèce a pour sa part commencé dès le 15 juin à rouvrir ses aéroports à plusieurs pays hors UE, dont la Chine, la Nouvelle-Zélande et la Corée du Sud. «Nous demandons instamment qu'un accord soit conclu rapidement», a déclaré, hier, dans la journée, la porte-parole du gouvernement espagnol, Maria Jesus Montero. La proposition européenne fixe plusieurs critères épidémiologiques pour qu'un pays soit sur la liste des admis, notamment un taux de nouveaux cas de Covid-19 proche ou en-dessous de 16 pour 100.000 habitants (moyenne dans l'UE) sur les 14 derniers jours. Mais également une tendance à la stabilité ou à la baisse des nouveaux cas, ainsi que les mesures mises en place par un pays pour lutter contre la pandémie, dont la pratique de tests. Plusieurs Etats membres ont toutefois jugé «problématique» la fiabilité des données épidémiologiques fournies par des pays tiers, notamment la Chine.

Tizi Ouzou **Les quatre auteurs d'une attaque à main armée arrêtés**

Nait Ali H.

Quatre individus présumés auteurs de l'attaque à main armée contre un véhicule de transport de fonds commise, mercredi dernier, à Azazga (35 km à l'est de Tizi Ouzou) seront présentés lundi prochain devant la Justice. Ils ont été arrêtés le jour même de l'attaque mise en échec par les agents de sécurité chargés d'escorter le véhicule de transport de fonds.

L'un des mis en cause, natif d'Alger, fait déjà objet d'un mandat d'arrêt lancé par Inter-

pol pour des affaires de braquage, selon des sources sécuritaires. Ses trois complices sont de la wilaya de Tizi Ouzou. Lors de l'arrestation de ces individus, les services de sécurité ont saisi des armes à feu.

Il est à rappeler que les membres de cette bande de mal-faiteurs avaient tenté, mercredi dernier, de braquer le véhicule de fonds au moment où il allait alimenter l'Agence de la BADR d'Azazga. Mais ils ont été repoussés par les agents d'escorte du véhicule avant de prendre la fuite.

Covid-19 **Une reprise «effrayante» et un personnel médical au bord de l'asphyxie**

M. Aziza

Les professionnels de la santé tirent la sonnette d'alarme sur la situation sanitaire qui ne cesse de s'aggraver ces derniers jours, vu l'augmentation des cas de contamination au Covid-19, avec, cette fois, des malades arrivant aux structures hospitalières dans un état grave. C'est ce qui a été confirmé par le Dr Mohamed Yousfi, chef de service des maladies infectieuses de l'hôpital de Boufarik, qui a lancé un cri d'alerte aux citoyens et aux autorités compétentes. Le Dr Yousfi a précisé que l'hôpital de Boufarik reçoit, à lui seul, sans parler de l'hôpital de Blida, pas moins de 16 à 17 personnes par jour, alors qu'au cours du mois dernier, le nombre de cas ne dépassait pas 2 par jour.

Il assure que les services de l'hôpital sont actuellement saturés, «les 130 lits de nos services sont quotidiennement occupés». Et de préciser que «nous avons une moyenne de 60 cas suspects qui attendent les résultats des tests PCR et occupent des lits, «des lits qui, une fois libérés, sont à nouveau occupés», regrette-t-il. Et de souligner que 60 à 70 cas confirmés sont sous traitements dans nos services. Selon notre interlocuteur, «il nous arrive depuis quelque temps de renvoyer certains cas, plutôt les réorienter vers d'autres structures, car nous n'avons plus de place». Sachant, dit-il, que l'Institut Pasteur d'Algérie s'est vu dépassé en matière de tests PCR, ces derniers jours, après l'augmentation du nombre de cas et que certains centres, qui ont connu des pannes de réacteurs, envoient leurs tests à Alger, en citant le cas de Sétif et d'Oran. Et d'indiquer : «On reçoit les résultats des tests avec un retard de quelques jours, sachant que la wilaya de Blida est dépourvue de centre». Il précise encore que les services de son hôpital reçoivent de plus en plus de malades dans un état grave, suscitant une réanimation urgente. Et de déplorer le fait que sa structure a enregistré trois décès de personnes at-



teintes du Covid-19 successivement. Le Dr Yousfi a affirmé, par ailleurs, que le personnel médical, notamment dans ses services, est «au bord de l'asphyxie». Il précise que les praticiens spécialistes et le personnel paramédical dans ses services travaillent sans répit depuis mars dernier. «Contrairement aux CHU qui sont soutenus par les médecins généralistes et les résidents, les services de Boufarik ne jouissent pas de cet avantage». Il s'indigne que «les personnels des services de l'hôpital de Boufarik, qui prennent tous les cas de Covid-19 et qui traitent en même temps d'autres infections, ont travaillé d'arrache-pied depuis l'apparition des premiers cas du coronavirus, en mars dernier, et n'ont plus la force d'affronter cette recrudescence des cas de Covid-19. Certains font parfois des accidents sur la route avant d'arriver à leur lieu de travail, en raison de la fatigue et de la pression. D'autres tombent malades, certains n'ont plus le moral, notamment avec cette reprise qui n'augure rien de bon». Le président du SNPSP regrette que «personne ne s'en soucie, ni certains citoyens par leur non-respect des mesures recommandées, ni les autorités qui font leurs analyses depuis leurs bureaux. Depuis la dernière visite du ministre de la Santé à l'hôpital de Boufarik, personne ne s'est déplacé, ni les cadres du ministère ni ceux

de la DSP, nous sommes livrés à nous-mêmes, dans l'indifférence totale». Le Docteur Yousfi invite ceux qui doutent toujours de l'existence du coronavirus de se rendre aux hôpitaux pour constater de visu l'ampleur et les conséquences du non-respect des mesures sanitaires recommandées.

Il dit : «Oui pour le déconfinement, tous les pays ont opté pour cette solution mais avec le strict respect des mesures sanitaires recommandées», avant de préciser que «c'est aux autorités d'imposer les règles pour le respect rigoureux des mesures». Le SNPSP avait déjà alerté, pour sa part, les autorités du pays et l'opinion publique sur le degré de cette crise sanitaire, dans un communiqué rendu public mercredi dernier. Il a précisé que «la situation sanitaire dans notre pays est toujours inquiétante et nécessite une meilleure coordination dans sa gestion et des mesures concertées plus rigoureuses dans leur application». Les rapports du SNPSP ont fait état d'un nombre important de praticiens médicaux atteints par le Covid-19 dans plusieurs wilayas du pays. Le syndicat a également réclamé des «moyens de dépistage du Covid-19 au profit des personnels soignants et de leurs entourages» ainsi que la mise en place d'un «circuit de prise en charge spécialement dédié aux praticiens médicaux contaminés».

283 nouveaux cas et 7 nouveaux décès

Deux cent quatre-vingt-trois (283) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 136 guérisons et 7 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué hier à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 12968, soit 29,5 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 892 alors que le nombre des patients guéris est passé à 9202, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consa-

cré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19. Il a, à ce propos, fait remarquer que les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 66% du total des décès.

En outre, 29 wilayas ont enregistré des taux inférieurs au taux national, alors que 9 autres n'ont recensé aucun nouveau cas positif au coronavirus durant les dernières 24 heures. Selon la même source, 24 wilayas ont enregistré entre 1 et 5 cas, tandis que 15 wilayas ont notifié plus de cinq cas chacune.

Par ailleurs, le nombre de patients ayant bénéficié du protocole de

traitement en vigueur (basé sur l'Hydroxy-chloroquine) s'élève à 30345, a poursuivi Dr Fourar, précisant que 49 patients sont actuellement en soins intensifs.

Le Docteur Djamel Fourar a affirmé que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et observation des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port des masques. Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées notamment celle souffrant de maladies chroniques.

Médéa **Trois personnes noyées dans une retenue collinaire**

Six cas de décès par noyade en mer et dans des réserves d'eaux ont été enregistrés ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique samedi la Protection civile dans un communiqué.

Dans la wilaya de Tipasa une fille âgée de 14 ans est décédée par noyade en mer à la plage de la commune de Hadrjet Ennes, précise la même source ajoutant qu'à Ain Témouchent un enfant âgé également de 14 ans est décédé noyé à la plage Beni Saf dans la zone rocheuse dénommée Hafer el Djamel.

La wilaya de Médéa et d'El-Oued ont enregistré respectivement trois (3) et un (1) décès par noyade.

A Médéa les victimes noyées dans une retenue collinaire au lieu dit lakouat commune de Djaoueb daïra Souaghi, étaient âgées respectivement de 85 ans, 50 ans et 10 ans. A El Oued, un enfant âgé de 07 ans est décédé dans une mare d'eau au lieu dit cite el Bina el Dhathi commune d'el oued. Les corps des victimes ont été évacués par les services de la Protection civile vers les établissements de santé.

Tunisie

Les jeunes veulent leur part de la manne pétrolière

A Tataouine, dans l'extrême Sud tunisien, jeune est souvent synonyme de chômeur. Même ceux qui ont du travail sont en attente d'un "vrai" emploi, un rêve alimenté par la présence des principales ressources pétrolières du pays.



Par Ezzer Mnassri

Cette région marginalisée a été secouée le week-end dernier par des heurts, lorsque la police a chargé à coups de gaz lacrymogènes des protestataires réclamant les milliers d'emplois promis par le gouvernement. "Ce qui nous fait mal au coeur, c'est que Dieu nous a tout donné, mais concrètement nous n'avons rien!", estime Khaled Jady, 32 ans, qui a lais-

sé tomber les petits jobs et lorgne sur les emplois dans les sites pétroliers, à 200 km de la ville, dans le Sahara. La production tunisienne de pétrole et gaz n'est pas énorme, mais la population en attend beaucoup pour développer une région oubliée de l'Etat. "On n'en bénéficie pas, on peut seulement regarder passer les camions de la société pétrolière qui transportent des (travailleurs) étrangers ou des Tunisiens du nord", peste Khaled. "Ils

n'embauchent jamais des gens de la région! Ils nous disent que nous ne sommes pas formés", lance le trentenaire, qui a arrêté l'école après le primaire. "Formez nos jeunes pendant un an ou deux alors, ensuite recrutez-les!". Mais avec ses écoles délaissées et les universités avoisinantes offrant peu de débouchés, Tataouine, à 550 km au sud de Tunis, est à des années lumière des villes côtières tunisiennes où sont formés ingénieurs et médecins.

"C'est comme si on n'était pas en Tunisie", déplore Khaled.

PROMESSES

Après des décennies de développement économique clientéliste, cette région, comme d'autres de l'intérieur du pays, n'a pas de tissu industriel, peu de services publics, et quasiment pas de tourisme. Le taux de chômage y est le plus élevé de Tunisie, à 30% officiellement, encore davantage pour les jeunes. Au-delà du manque d'emploi, c'est le manque de perspectives qui décourage Mohamed, serveur de café trentenaire, qui se décrit comme "chômeur": titulaire d'un master, il attend avec résignation que l'Etat ouvre des postes dans l'éducation nationale. Depuis que le gouvernement a promis en 2017 des milliers d'embauches pour mettre fin à un long blocage de la production pétrolière, des mobilisations agitent régulièrement la région pour réclamer l'application de ces engagements. Après des semaines de sit-in et l'arrestation d'un chef de file du mouvement de protestation, la rue s'est enflammée le week-end dernier, jusqu'à sa libération mercredi. Si le calme est revenu, le problème est loin d'être résolu: dix ans après la révolution qui a conduit à la chute du président Zine El Abidine Ben Ali, les inégalités qui avaient mis le feu aux poudres sont toujours aussi criantes, et la pandémie les a placées sous une lumière crue. La santé publique est défaillante et la fermeture des frontiè-

res a frappé de plein fouet les nombreuses petites mains des trafics transfrontaliers, dans cette région située entre la Libye et l'Algérie.

«ILS PRÉFÈRENT PARTIR»

La président Kais Saïed, qui avait mis les jeunes marginalisés au centre de sa campagne électorale, a appelé les protestataires à "renverser" la situation. Au lieu d'attendre des embauches, "vous êtes vous-mêmes appelés à présenter des projets de développement" à l'Etat, a-t-il souligné mardi.

Mais pour Khaled Handoura, qui a travaillé dans une entreprise de génie civil avant de se blesser et se retrouver au chômage, les salaires du secteur privé, souvent en deçà de 300 euros par mois, ne suffisent pas. "Il n'y a pas d'emploi qui permette de fonder un foyer: pour demander la main d'une fille et assurer tous les préparatifs du mariage, on a besoin d'argent!", souligne le trentenaire. "Certains sont maçons, ou vendeurs de légumes, mais au premier problème de santé, tu n'as même pas de quoi payer les médicaments". Résultat: "La migration clandestine représente la solution pour 90% des jeunes de Tataouine", selon lui. "Ils préfèrent partir (à l'étranger) et toucher 50 euros par jour que rester ici pour un salaire de 160 euros par mois!" estime-t-il. Khaled n'a guère d'espoir de concrétiser un projet: "Je rêve, mais je me heurte au mur de la réalité qui est en béton armé". (AFP)

Sahel : la France face aux limites de l'action militaire

Par Daphné Benoit, Didier Lauras

Les succès militaires remportés ces derniers mois au Sahel par les troupes françaises permettent à Paris d'afficher un optimisme prudent, mais le bilan de sept années d'opérations en témoigne: les victoires tactiques ne suffisent pas à sortir durablement cette région de l'ornière. Alors que les groupes armés avaient pris l'avantage en 2019 en multipliant les attaques contre des bases militaires maliennes et nigériennes, les soldats de la force antijihadiste française Barkhane, forts de 600 hommes supplémentaires - plus de 5.000 au total - ont inversé la tendance avec leurs partenaires. D'abord contre les groupes liés à l'organisation Etat islamique, rassemblés par Paris sous le vocable Etat islamique au grand Sahara (EIGS). Désigné au sommet France - Sahel de Pau (sud de la France) comme l'ennemi numéro un en janvier, l'EIGS a depuis subi de lourdes pertes dans la zone des "trois frontières", aux confins du Mali, du Niger et du Burkina Faso. Ensuite dans le centre et le nord du Mali, où les forces spéciales françaises, aiguillées par un drone américain, ont tué début juin le leader d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), Abdelmalek Droukdal. "On a inversé le principe d'incertitude.

C'est nous qui sommes imprévisibles pour les groupes terroristes", se félicitait juste après l'opération un haut gradé de l'état-major français. "Aujourd'hui au Sahel, la victoire est possible et c'est bien la perception qui est en train de s'installer chez nos partenaires", clai-ronnait même un conseiller de la présidence. Mais l'optimisme parisien ne fait pas l'unanimité. "C'est indéniable qu'il y a eu des succès tactiques" dans cette zone, estime Jean-Hervé Jezequel, chercheur à l'International Crisis Groupe (ICG). Mais il oppose un "sentiment de déjà vu" à cet auto-satisfecit. "Les Français ont déjà tenu ce discours à plusieurs reprises, notamment en 2018". A l'époque, s'alliant avec des groupes armés locaux, la France avait axé son action sur le nord-est

malien. Résultat, "des gros succès tactiques mais un impact long terme limité voire nul. Car Barkhane a ensuite délaissé la zone pour se concentrer ailleurs et laissé le champ libre aux jihadistes qu'ils avaient chassés", analyse une source humanitaire dans la zone.

EXACTIONS DES FORCES LOCALES

Les pouvoirs centraux de ces pays, parmi les plus pauvres du monde, peinent quant à eux à réinvestir les territoires fraîchement ratisés pour offrir protection, éducation, justice et services de base à des populations livrées à elles-mêmes. Ainsi, le mantra français est invariable depuis des années: "le volet militaire n'est qu'un outil", répétait encore récemment la ministre française des Armées Florence Parly, en rappelant l'importance d'un retour des services de l'Etat et de l'aide au développement. En janvier, le président Emmanuel Macron avait prévenu que "toutes les options" étaient sur la table, y compris un retrait français. Aujourd'hui, Paris continue de souligner que sa présence militaire n'a pas vocation à être éternelle, mais l'heure du départ n'a pas sonné.

La France vante une meilleure coordination avec les forces locales qui, selon l'exécutif français, ont progressé bien que toujours "fragiles". Dans les faits, ces armées sous-équipées et peu formées sont encore loin d'être autonomes. Mi-juin, dans le centre du Mali, au moins 27 soldats sont morts dans une embuscade. "Le nombre d'attaques dans la région de l'Ouest Sahélien a augmenté de 250 pour cent depuis 2018. Les pays partenaires restent déterminés contre le terrorisme, mais n'ont pas les moyens de contenir ni réduire la menace de façon soutenue", estime le département d'Etat américain dans un rapport publié mercredi. Et les accusations d'exaction commises par les forces locales ces derniers mois plombent les efforts de la communauté internationale (outre Barkhane, les for-



ces onusiennes de la Minusma et la force de formation des Européens EUTM). Le sommet de Pau avait précisément souligné l'importance de combattre à la source le sentiment anti-français dans la région. C'est d'ailleurs en partie pour atténuer la méfiance contre l'ex-puissance coloniale que la France se démène pour mobiliser ses partenaires européens. Paris mise ainsi beau-

coup sur Takuba, un groupement de forces spéciales européennes censées accompagner les Maliens au combat. Las, après un an de tractations, seuls une centaine d'Estoniens et de Français seront déployés en son sein cet été. Quelque 60 Thèques devraient les rejoindre à l'automne ainsi que 150 Suédois en 2021. La Grèce et l'Italie continuent d'étudier le dossier. (AFP)

Par Djamel Labidi*

La France avait interdit aussi ce traitement dans les hôpitaux depuis le 19 mai déjà. Les autorités sanitaires avaient alors préféré le faire, par précaution, plutôt que de s'exposer à un scandale annoncé, et des procès, à travers des décès qui pourraient être attribués à ce traitement.

L'OMS vient de mettre fin, elle aussi, définitivement aux essais cliniques pour les mêmes raisons d'inefficacité et de soupçons de dangerosité. C'est le cas désormais presque partout dans le monde. Mais, en Algérie, certains responsables sanitaires continuent de défendre «mordicus» l'usage de la chloroquine contre le Covid-19. Que se passe-t-il donc ? Pourquoi ce feuilleton interminable en Algérie sur l'usage de la chloroquine alors que partout ailleurs le feuilleton est terminé.

Pourtant le président de la République, dans son entretien avec la presse du 12 juin 2020, avait semblé avoir pris ses distances avec de telles positions en prenant soin de déclarer nettement et à plusieurs reprises qu'il n'y avait pas actuellement de traitement pour le Covid-19 et que le seul traitement efficace était la prévention sociale: masques, tests, confinements.

«LA CHLOROQUINOMANIA»

Il fallait le dire car on peut craindre que cette illusion de l'existence d'un traitement soit néfaste et nuise aux efforts de prévention sociale en amenant à sous-estimer la gravité de l'infection. Signes de ce danger d'illusions, le journal «Echourouk» rapporte le 13 mars 2020 que des Algériens sont même sortis dans la rue pour manifester leur joie de la découverte de ce médicament miracle et donc de la fin de l'épidémie. Et lorsque des personnes ont des formes modérées de la maladie, on leur donne une plaquette de chloroquine et on les renvoie chez elles, sans plus, sans enquête sur la chaîne de contamination. C'est ainsi que la croyance en ce traitement peut conduire à négliger les formes actives, «dynamiques» de lutte contre l'épidémie, tests, enquêtes épidémiologiques sur les clusters, sur les «cas contacts» pour casser la chaîne de contamination. La situation a en effet évolué: les besoins économiques et sociaux rendent de plus en plus difficiles les confinements prolongés et imposent le recours à ces formes dynamiques de lutte contre l'épidémie. On mesurera peut-être un jour le mal qu'a pu faire cette «chloroquinomania», directement ou indirectement.

Une question alors se pose. Comment se fait-il que cette «chloroquinomania» ait touché l'Algérie et quelques pays d'Afrique francophone, et même continue d'être, alors que partout ailleurs dans le monde le traitement a été abandonné. Ce traitement par la chloroquine, on le sait, a été introduit en Algérie sous le label du protocole du Pr Raoult qui associe hydroxychloroquine et azithromycine. Ceux qui sont à l'origine de ce choix parlent de façon grandiloquente de «décision souveraine» (1), voulant dire par là qu'ils n'ont pas à prendre en compte le choix des autres pays ou les recommandations de l'OMS. Mais comment se fait-il alors que le choix du protocole du Pr Raoult ait été annoncé dès le 24 mars, c'est-à-dire au lendemain même du jour où le Pr Raoult en exposait les premiers résultats, lesquels provenaient d'une expérimentation sur un petit groupe de 20 malades, et sans même attendre des résultats plus probants. Une telle précipitation est-elle un signe de souveraineté ? Le Pr Raoult aurait-il autant de crédit en Algérie ?

À toutes ces questions, on a peut-être un début de réponse grâce à un article, sur le sujet, du journal français «Le Point» (2). On peut y découvrir, entre autres, que le Pr Raoult a de solides relais scientifiques, «influents» comme les qualifie le journal, en Afrique francophone et au Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie). On pourra noter alors que les pays avec lesquels le Pr Raoult et son institut entretiennent des relations étroites sont précisément ceux qui défendent avec le plus de conviction et d'énergie le traitement qu'il propose. Est-ce une coïncidence. Situé à Marseille, en face des côtes africaines, accueillant au cours des années des centaines d'étudiants, de stagiaires du continent, Didier Raoult, «l'Africain», comme certains le nomment, dispose d'un solide réseau scientifique et médical sur le continent. Existerait-il une FrancAfrique médicale ?

L'utilisation généralisée de la chloroquine

Science et pouvoir en Algérie

Le 15 juin, l'Agence américaine du médicament (la FDA) a interdit l'usage aux États-Unis de la chloroquine pour les malades du Covid-19. La FDA l'a fait, non pas seulement pour son inefficacité qui semble désormais généralement reconnue, mais aussi, comme le précise son communiqué du même jour, «au vu des effets cardiovasculaires indésirables graves et des autres effets secondaires possibles».

en Afrique occidentale francophone et au Maghreb, sous l'influence du Pr Raoult, pourrait lui permettre, en retour, et dans son pays même où il est controversé, de se prévaloir des résultats probants annoncés dans ces pays, sans qu'aucune démonstration n'en soit exigée, ou réellement faite, puisque de façon générale les malades guérissent spontanément. Mais ceci pourra alors être présenté comme un résultat du «traitement», comme il le fait d'ailleurs actuellement.

L'un des premiers actes publics du président de la toute nouvelle Agence de sécurité sanitaire, le Pr Senhadji, va être de défendre avec véhémence, partout sur les médias, le traitement du Covid-19 par la chloroquine. Le paradoxe veut ainsi que le premier responsable de la sécurité sanitaire du pays va ainsi défendre un traitement qui est remis en cause, partout dans le monde, précisément pour des raisons... de sécurité sanitaire. Le Pr Senhadji reproche vivement à l'OMS de s'opposer à l'utilisation de la chloroquine contre le coronavirus et de la considérer comme dangereuse. Il dit, à ce propos, que «les critiques récentes du président Trump contre l'OMS sont justifiées» (3). Il ira encore plus loin, puisque jusqu'à déclarer que la position de l'OMS est «une honte» et à la relier à l'action «de lobbies financiers mondiaux visant la commercialisation d'autres traitements médicaux qui coûtent plus cher pour maximaliser les profits». (4) Bref, il la soupçonne ainsi de sacrifier la santé mondiale à des intérêts financiers. Des accusations graves qu'aucun pays dans le monde n'a jamais formulées. Cela fait beaucoup...

COMPÉTENCES NATIONALES ET COMPÉTENCES ALGÉRIENNES À L'ÉTRANGER

Cette crise sanitaire, entre autres retombées inattendues, met brusquement au premier plan deux questions qui ont fait bien souvent polémique, celle de l'utilisation des compétences se trouvant à l'étranger, puisque le Pr Senhadji a passé l'essentiel de sa vie active en France, et de l'accès des binationaux aux hauts postes de sécurité. Élu en tant qu'algérien à l'APN de 2002 jusqu'en 2008, puis élu en tant que français à la mairie de Lyon en 2008, décoré de l'Ordre national du mérite du ministère de la Santé algérien en 1999, puis fait chevalier de la Légion d'honneur français en 2006, son profil est Franco-Algérien s'il en est. L'une des principales références du professeur Senhadji, d'après le CV présenté de lui, serait qu'il aurait «obtenu aux États-Unis un brevet d'invention pour le traitement génétique du Sida» (5), sur la base de recherches qu'il aurait faites sur cette question, conjointement avec son collègue, le Pr Jean Louis Touraine. Il s'avère cependant, d'après la presse lyonnaise de l'époque, que la demande de ce brevet, déposé début 2003, n'a jamais abouti et que «finalement, les recherches seront abandonnées en raison de mauvais résultats scientifiques, tout comme la finalisation du brevet, après les nombreuses questions techniques posées par l'Office américain des brevets». (6)

Il semble qu'il y ait un contresens qui se développe de plus en plus sur la question des compétences nationales et des compétences algériennes à l'étranger.

Il faut savoir que le même mot «Science» peut vouloir dire deux choses, la Science, en tant que connaissance, qui, elle, est universelle, et la Science, en tant que système social, système scientifique et technique (centres de recherches, universités, etc.) qui produit cette connaissance. Ce système scientifique et technique est, lui, propre à chaque pays, il est «national». A ce titre, on pourra parler de «Science américaine» ou «russe» ou «française», etc. Il y a donc entre les différents systèmes scientifiques et techniques de chaque pays des différences de développement et de niveau qui peuvent être considérables. C'est ce qui peut expliquer par exemple qu'un scientifique peut être stérile dans un pays et actif, créatif dans un autre. C'est le système scientifique qui l'a trans-

formé en chercheur actif.

Ceci veut dire d'un chercheur algérien reconnu par exemple aux États-Unis qu'il n'est algérien que par la nationalité, mais qu'en tant que chercheur il est américain, il est produit par la science américaine. C'est donc un leurre de croire qu'en le transférant en Algérie on va y transférer la science américaine. Il pourra même être totalement inopérant, et bien moins efficace qu'un spécialiste algérien connaisseur du terrain. Mais souvent les responsables politiques, ou même le chercheur concerné lui-même qui a peu réfléchi sur les déterminants sociaux de son activité, se nourrissent de cette illusion. D'où les sempiternelles discussions sur «cette grande compétence algérienne, ce cerveau qui est revenu au pays et qui a trouvé les portes fermées, l'incompréhension», etc.

Tout ceci explique l'inversion totale qui peut se produire alors dans la politique à l'égard des compétences. Les compétences se trouvant à l'extérieur sont assimilées faussement au pays d'accueil, au système qui les produit, et elles sont donc survalorisées. On a alors une attitude de survalorisation des compétences se trouvant à l'extérieur alors qu'il faut avoir une politique de valorisation des compétences nationales. Les compétences nationales partent à l'extérieur, vers d'autres pays, précisément parce qu'elles y sont mieux valorisées que dans leur propre pays. Continuer donc de les dévaloriser, ne pas organiser une politique résolue de valorisation des compétences nationales, de reconnaissance aussi bien morale que matérielle de leurs efforts au service de leur pays, c'est continuer dans le cercle vicieux de l'aliénation et de la dépendance.

«M. LE PRÉSIDENT, CE QUE VOUS PROMETTEZ, DONNEZ-LE À CEUX QUI SONT AU PAYS.»

L'appel et le recours à nos compétences scientifiques se trouvant à l'étranger est évidemment nécessaire et utile. Mais il suppose lui-même, plus, il exige, de donner la priorité aux compétences nationales. En effet c'est l'existence d'un système scientifique national développé qui va jouer un rôle d'attraction de la diaspora scientifique algérienne et permettre son intégration à l'effort scientifique national. L'exemple de la Chine le prouve: c'est lorsqu'elle est arrivée à un certain niveau critique de développement scientifique et technique mais aussi économique et social que les retours des scientifiques chinois ont commencé à s'opérer massivement. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, les raisons pour lesquelles ils sont partis vont être celles pour lesquelles ils reviennent. Les raisons, comme dit précédemment, sont aussi des raisons économiques et sociales. En effet les scientifiques, les chercheurs sont très sensibles à la question de la qualité de la vie et elle est une des raisons pour laquelle ils restent à l'étranger. Un chercheur m'a raconté l'anecdote suivante: dans le pays où il vit, le Canada, un Président algérien était venu et avait réuni à l'ambassade des compétences scientifiques et intellectuelles. Ils leur avaient promis monts et merveilles s'ils revenaient au pays. L'un d'eux a alors pris la parole pour lui dire «M. le Président, ce que vous promettez, donnez-le à ceux qui sont au pays, et ils resteront. Pour nous, c'est trop tard.»

Une façon biaisée de poser le problème serait aussi de croire qu'il s'agit de donner aux compétences scientifiques algériennes de l'étranger des postes, des responsabilités, et de les attirer ainsi. C'est très administratif, et c'est très dans l'esprit de certains de nos responsables politiques qui abordent souvent les questions sous cet angle. C'est ainsi que la question de l'appel aux compétences scientifiques s'est déplacée sur celle de la nationalité et de la réforme des dispositions en la matière pour, le croit-on, ou le dit-on, permettre à des compétences binationales d'accéder à des postes de responsabilité et revenir au pays. C'est pourquoi les rédacteurs du «brouillon» de Constitution ont cru judicieux de supprimer de celle-ci l'article 63 qui stipule que «La nationalité algé-

rienne exclusive est requise pour l'accès aux hautes responsabilités de l'État et aux fonctions politiques». Il y a fort à parier que cette suppression ne résoudra rien, sur le plan de notre développement scientifique, et même qu'elle ne fera que créer des problèmes, avec des réactions même de rejet, comme vient de le montrer tout dernièrement la réaction du milieu médical à la nomination du président de l'Agence de sécurité sanitaire (7). Elle ne peut être interprétée aux yeux de beaucoup que comme une défiance envers les compétences nationales, et continuer de nous faire évoluer dans ce cercle de la dévalorisation des compétences locales et donc nourrir l'exode des compétences.

L'appel aux compétences nationales a cet avantage supplémentaire qu'il permet de connaître l'itinéraire de chacun et donc sa compétence réelle. En matière scientifique et universitaire, rien ne remplace le jugement des pairs. De plus, même en ce qui concerne les compétences se trouvant à l'étranger, seules les compétences scientifiques locales peuvent les identifier, déceler les fausses réputations, reconnaître les contrefaçons. Surtout pas les politiques. En effet, concernant le monde de la science et de la recherche, la confiance de nos responsables semble sans limite. C'est un monde probablement qu'ils idéalisent. Ils le connaissent mal si ce n'est pas du tout: le domaine de la recherche et de la science, comme tout domaine de la création intellectuelle, est un domaine très sensible, très vulnérable à toutes sortes de manipulations: CV et même résultats de recherche. C'est la raison pour laquelle la communauté universitaire et scientifique, partout dans le monde et depuis toujours, a prévu tout un système de vérification et de contrôle: publication des résultats, revues scientifiques de référence internationale, ainsi que leur reproductibilité indépendante, soutenance publique des thèses et présentations des travaux de recherche, etc. Cette crise sanitaire, la crise du coronavirus, en Algérie, comme partout ailleurs, révèle bien des problèmes en indiquant, en même temps, les moyens de les surmonter et les voies de l'avenir pour aller vers la République nouvelle à laquelle tout le monde aspire.

Ici, il révèle, entre autres, les rapports entre Science et Pouvoir. Ces rapports sont encore plein de malentendus en Algérie. Depuis l'indépendance, les pouvoirs qui se sont succédé ont autant pu surestimer, absolutiser l'action de la science et de la technologie, en en faisant une solution miracle, qu'ils l'ont en pratique sous-estimée, c'est-à-dire en ne l'entourant pas de la considération nécessaire, en faisant abstraction de ses déterminants sociaux, c'est-à-dire des conditions sociales et de l'environnement à lui créer. La surestimation des compétences externes n'est que l'autre volet de la sous-estimation des compétences internes. On ne peut imaginer à quel point le fait que de hauts responsables et l'establishment aillent se faire soigner, et souvent en réalité mourir, à l'étranger a fait du mal et a symbolisé souvent l'attitude de défiance du pouvoir envers toute la science, et pas seulement la médecine algérienne, et au final envers les compétences nationales elles-mêmes. De même, n'était-il pas possible de trouver dans le riche réservoir de professeurs de médecine en Algérie une compétence susceptible d'assurer la responsabilité de la sécurité sanitaire du pays. Ceux-là étaient là, et ont consacré leur vie et leur travail à la santé de ce pays. C'est en soi la meilleure des garanties.

*Pr.

1) <https://www.tsa-algerie.com/utilisation-de-la-chloroquine-en-algerie-nous-avons-constate-tres-peu-deffets-secondaires-graves/>

2) https://www.lepoint.fr/afrique/le-professeur-didier-raoult-n-est-pas-encore-seul-27-05-2020-2377259_3826.php

3) <https://www.algerie360.com/pr-sanhadji-des-lobbies-etranagers-derriere-larret-des-traitements-a-base-de-chloroquine/> et <https://www.youtube.com/watch?v=swpROi0AfmI>

4) Idem

5) <http://www.aps.dz/sante-science-technologie/106145-l-agence-nationale-de-securite-sanitaire-favorisera-la-reforme-du-systeme-sanitaire-et-sera-souveraine-dans-ses-decisions>

6) <https://www.leprogres.fr/rhone/2013/04/10/jean-louis-touraine-et-kamel-sanhadji-leur-projet-avorte-aux-bermudes>

7) <https://www.algerie1.com/indiscretion/agence-de-securite-sanitaire-la-designation-du-pr-senhadji-a-sa-tete-ne-plait-pas-aux-mandarins>

Les 7 piliers de la «nouvelle Algérie»

Par Rabah Toubal*

A l'instar de l'Armée Nationale Populaire, dont il serait l'inavoué, qui a indéfectiblement accompagné le mouvement d'émancipation populaire du 22 Février 2019, afin de mettre fin à 20 années de despotisme obscur et rétrograde pratiqué, tous azimuts, par le clan des prédateurs, cupides et obstinés des Bouteflika et leurs alliés, obligés, protégés et serviteurs zélés, de l'intérieur et de l'extérieur du pays, le Président Abdelmadjid Tebboune a, à maintes reprises, réitéré publiquement, avec force, sa profonde conviction que «le Hirak el moubarak (béné) a libéré le peuple algérien et l'Algérie, Nation, Etat et société, du joug de ce clan destructeur et évité l'effondrement certain de l'Etat algérien», dont il avait miné, corrompu et pris en otage les différentes institutions.

Ainsi, à «l'Assemblée constituante» et «la période de transition» revendiquées par certains partis et personnalités politiques et de la société civile, et ceux et celles qui s'étaient autoproclamés «ténors»¹, leaders ou porte-paroles du Hirak, il a opté pour le changement progressif et inclusif, dans la continuité, dans une Algérie qui appartient à l'ensemble de ses enfants, sans distinction d'ordre social, régional ou idéologique, grâce à un remodelage profond et équilibré de la pratique politique, foncièrement dévoyée par les aventuriers de ce clan, dont les principales et tristes figures marquantes crouissent aujourd'hui dans les différentes prisons du pays.

Les 54 promesses ou engagements fermes du candidat Abdelmadjid Tebboune, énoncées lors de la campagne électorale animée à l'occasion de l'élection présidentielle du 12 décembre 2019, après l'échec de l'organisation des scrutins présidentiels prévus pour le 18 avril et le 04 juillet 2019, ont été élaborées autour de 7 axes majeurs ou piliers, à l'issue d'un diagnostic profond de l'état des lieux général du pays, après 20 ans de gouvernance chaotique, sur les plans politique, économique et social notamment et l'ébauche de solutions radicales et courageuses, sectorielles, dont la faisabilité n'obérerait pas lourdement le budget de l'Etat algérien, dont les ressources naturelles non renouvelables ont été bradées et pillées, les capacités de production détruites, les ressources financières dilapidées et les ressources humaines marginalisées et forcées à l'exil massif.

Toutes ces mesures conservatrices et de consolidation d'urgence, hautement bénéfiques, devraient être mises en œuvre durant le premier mandat du Président Tebboune. Le premier pilier porteur de la «Nouvelle Algérie» est, assurément, la profonde révision constitutionnelle, promise par le candidat Tebboune, et dont l'avant-projet a été récemment soumis au peuple algérien, aux différentes institutions de la République et personnalités représentatives.

Elle vise essentiellement à renforcer la position centrale du nouveau président algérien, dans le cadre de la consolidation de la cohésion, de la stabilité, de la sécurité et de l'unité nationales, en ces temps de doutes, de menaces et de bouleversements qui fragilisent considérablement les Etats-nations, par des forces occultes centrifuges internes et externes.

Cette réforme constitutionnelle est articulée autour de 6 axes :

- Le renforcement et la protection des droits fondamentaux et des libertés publiques ;
- Le renforcement de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs publics ;
- Le renforcement de l'indépendance de la Justice ;
- Le renforcement des prérogatives du Conseil constitutionnel par sa transformation en une Cour constitutionnelle ;
- Le renforcement de prévention et de la lutte contre le fléau de la corruption ;

Au concept de «II^{ème} République», emprunté par certains partis politiques algériens de l'opposition officielle à la terminologie politique française, le candidat indépendant, Abdelmadjid Tebboune, et ses supporters, toutes tendances confondues, ont préféré celui de «Nouvelle République» ou «Nouvelle Algérie», plus global et moins idéologiquement marqué, en ce sens qu'il implique, dans toute sa diversité, la vie politique, militaire, diplomatique, économique, sociale et culturelle de notre pays.



- Le renforcement de la protection du déroulement des élections.

Le leitmotiv de cette révision constitutionnelle majeure est le renforcement et la dynamisation de l'Etat de droit, du processus démocratique et l'assainissement de la vie publique politique, économique et sociale tétanisée par le règne despotique du président déchu.

Ces 6 axes pourraient être renforcés, selon le besoin, par des mesures hors cadre visant à une meilleure cohésion et coordination entre les différentes institutions de la République, fragilisée par les abus, méfaits et forfaits du clan qui a dirigé notre pays ces deux dernières décennies.

En effet, outre la constitutionnalisation du Hirak (depuis le 19 février 2020, la journée du 22 février est officiellement célébrée comme la «journée nationale de la fraternité et de la cohésion entre le peuple et son armée pour la démocratie»), la prohibition du discours haineux et de discrimination, le renforcement du rôle des collectivités locales, APC notamment, du rôle de l'Etat dans la protection de l'environnement, de l'eau et de la qualité de la vie et d'autres aspects relatifs à l'identité nationale et à la culture, les missions et les prérogatives de défense, de sécurité et à la diplomatie algérienne seront revues à la hausse pour être au diapason de l'importance géostratégique et économique de notre pays.

Les renforcements, ajouts complémentaires et éventuelles limitations raisonnables prévus dans la réforme constitutionnelle en cours donnent au Président Tebboune, à son Vice-Président, au Chef du gouvernement, c'est-à-dire à l'Exécutif, en général, les moyens constitutionnels et juridiques de mener à bien une mission, pour le moins délicate, qui n'est pas à l'abri de perturbations et de turbulences politiques et sociales lourdes, malgré toutes les bonnes intentions affichées par les uns et les autres.

Pilier 2 : L'Education et la Justice : la tête et les pieds de la démocratie. Sans un fonctionnement sain de ces institutions l'Algérie évoluera à l'aveuglette et ne cessera de tituber.

Pilier 3 : La bonne gouvernance politique et

économique et la lutte implacable contre la corruption, une œuvre de longue haleine.

Pilier 4 : Raffermissement et évaluation constante de la démocratie participative avec une société civile indépendante et responsable, qui constitue un contre-pouvoir nécessaire, surtout si elle suscite un plus grand intérêt et une implication durable chez les jeunes générations, qui ont montré l'étendue de leur génie collectif au sein du Hirak qui a ébahi le monde.

Pilier 5 : Consolidation des composantes de l'identité nationale, dans toutes ses dimensions.

Pilier 6 : Substitution progressive de l'économie rentière par une économie hors hydrocarbures compétitive, relance de l'industrie, du secteur agroalimentaire et impulsion du secteur touristique, générateur de plus-values et de devises étrangères et attractifs pour les investissements directs étrangers. Le pays, dont les ressources financières ont été massivement dilapidées dans des opérations commerciales stériles, sera ainsi moins soumis aux pressions des organisations internationales ou régionales, comme le FMI, la Banque mondiale, l'OMC ou l'Accord avec l'Union européenne, qui ont occasionné à l'économie algérienne d'énormes pertes et d'importants manques à gagner, cause de le démantèlement des barrières douanières et la suppression des droits et taxes y afférents.

Par ailleurs, l'Etat algérien doit être socialement solidaire avec ses ressortissants dont les salaires sont bas et avec la classe moyenne laminée par les crises successives et déployer tous les moyens juridiques et diplomatiques pour récupérer l'argent et les biens détournés et illicitement transférés à l'étranger par d'anciens responsables, leurs prête-noms ou des membres de leurs familles.

Pilier 7 : Une diplomatie renouée et ambitieuse, qui reflète les aspirations généreuses et solidaires du peuple algérien et représentative de sa longue histoire, nourrie de valeurs, idéaux et principes justifiant son soutien in-

défectible spontané aux causes justes à travers le monde.

Révision des missions classiques de représentation et de protection de ses ressortissants à l'étranger et coopération industrielle et technologiques, mutuellement bénéfique, grâce à des accords bilatéraux et à l'implication intensive des compétences de la communauté algérienne à l'étranger, dans le renouveau national.

La meilleure défense étant l'attaque, l'ANP devra adapter ses capacités et objectifs stratégiques à l'environnement immédiat difficile, voire hostile à notre pays.

D'où la nécessaire participation de l'armée algérienne à des opérations de maintien de la paix et de la sécurité, sous les auspices de l'ONU et de l'Union africaine notamment et sa participation à des opérations de maintien de la paix dans la région ou dans le cadre d'accords bilatéraux.

Conclusion

Sans aucun doute, la pandémie de la Covid-19 a permis à notre pays bien-aimé, dont le peuple souverain est l'âme éternelle, le Hirak, la conscience vivante, l'Etat, le cœur battant, et l'ANP, le bras armé protecteur, de sortir indemne de l'impasse mortelle où les extrémistes l'avaient fourvoyé, à cause de leurs ambitions démesurées et de leur aveuglement morbide, qui excluent toute tentative de réconciliation bienfaitrice.

Pour qui roulent les aventuriers qui s'acharnent quotidiennement sur l'ANP et le Président Tebboune notamment ?

Pourtant, depuis la prise de ses fonctions, le 19 décembre 2019, il multiplie les gestes nobles et approches fondatrices en direction des forces politiques et des personnalités nationales soucieuses de voir la stabilité, la paix, la sécurité et la prospérité se renforcer dans notre pays.

*Diplomate à la retraite

1- «Qui sont ces ténors autoproclamés du Hirak algérien», Ahmed Bensaâda, Editions APIC, Juin 2020

La souveraineté alimentaire ou le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes

Par A. Boumezrag

L'indépendance n'est pas l'œuvre d'une élite intellectuelle partisane mais de l'Armée de Libération Nationale conduite par le Front de Libération Nationale. La victoire n'est pas politique mais militaire. La révolution du 1^{er} Novembre 1954 a été enfantée par les massacres du 08 mai 1945, a grandi dans les maquis de l'intérieur et fut adoptée à l'âge adulte par l'armée des frontières qui en fera son étendard. En posant la violence comme solution ultime au drame de la colonisation, la révolution du 1^{er} Novembre 1954 a été amenée à faire de l'armée, la source exclusive du pouvoir en Algérie. Forts de cette légitimité historique, les dirigeants algériens vont faire du secteur des hydrocarbures la source exclusive des revenus du pays rendant le recours aux importations incontournable à la satisfaction des besoins du marché local, notamment en biens de consommation finale. Compte tenu de l'ampleur des programmes et des objectifs de développement, les autorités du pays ont été amenées à concevoir un système de financement caractérisé par une centralisation des ressources nationales dans le but d'une redistribution en fonction d'objectifs politiques. La solvabilité de l'économie bâtie sur les recettes des hydrocarbures a permis l'importation massive des biens d'équipements, des matières premières pour l'industrie et des produits de large consommation. L'Etat utilise cette rente énergétique à des fins de répartition, plus encore sa légitimité en dépend. La rente pétrolière n'a pas suffi à couvrir les besoins de financement de l'économie nationale. La dette extérieure va le faire.

A partir de 1979, les ressources financières du pays vont connaître une nouvelle orientation, elles sont affectées à la consommation, aux infrastructures et aux remboursements des crédits extérieurs. Par ailleurs si un pouvoir veut accélérer l'industrialisation, développer les infrastructures au-delà de ce que les gouvernés, abandonnés à eux-mêmes, toléraient ou supporteraient, s'il veut modifier fondamentalement le mode d'exploitation de l'agriculture, il est obligé de recourir à des procédés despotiques puisque par définition, il veut imposer des mesures que les administrés n'acceptent pas spontanément. La crise qui affecte la production agricole a des origines lointaines; elle découle de la spécialisation à laquelle a été soumise l'agriculture durant la période coloniale. L'implantation d'un capitalisme agraire de l'extérieur s'est traduite par la spécialisation de l'économie algérienne dans une production agricole largement destinée à répondre aux besoins de la métropole et donc déconnecté des besoins internes de consommation alimentaires, d'où un secteur agricole désarticulé, alors que le secteur «moderne» qui couvre les meilleures terres produit des cultures pour l'exportation et le secteur «traditionnel» n'arrive pas à couvrir les besoins du marché interne.

Cette mise en valeur de type colonial s'est faite au prix d'une surexploitation et une dégradation des terres aggravées par les phénomènes climatiques saisonniers. Les causes plus récentes de stagnation de la production de la productivité peuvent se ramener à des facteurs d'ordre économique et politique de nature organisationnel et institutionnelle. Ils touchent à la logique et à la cohérence du fonctionnement de l'agriculture. Ils s'articulent autour des problèmes d'approvisionnement, autour des circuits de distribution et des modalités de financement. La conjonction de ces problèmes selon des configurations spécifiques au niveau des secteurs autogérés, privés et de la réforme agraire se traduit par des lenteurs bureaucratiques, des lourdeurs administratives, des déficiences à tous les niveaux qui expliquent largement la stagnation de la productivité et de la production agricole dans la mesure où les possibilités d'extension de la protection selon un mode extensif sont impossibles. Malgré les différentes «réformes» qu'il a connu, le fonctionnement du secteur agricole reste obéré par des problèmes fondamentaux concernant le statut de la propriété foncière, le degré réel

« Pourquoi vouloir bâtir absolument sur les terres agricoles ? Si l'on avait une mine d'or, personne ne penserait à bâtir sur une mine d'or. Une terre agricole, c'est une terre qui va produire indéfiniment si on la cultive. Alors, je pense que l'on doit réserver les terres agricoles pour l'agriculture »

Jean Garon

d'autonomie de gestion et de responsabilité de domaines agricoles; le secteur privé, s'il dispose de l'autonomie de gestion n'en est pas moins affecté à des «psychoses» de nationalisation qui se traduisent par une fuite devant l'activité agricole qui prend de multiples aspects (abattage des vaches laitières, vente de troupeaux, refus de culture ou lotissement de terrain à vocation agricole, etc.). Si l'insuffisance de l'offre de biens alimentaires au niveau des marchés officiels n'a pas donné lieu à des pressions inflationnistes sur les prix, c'est qu'elle a été compensée par un recours massif à l'importation et que les produits constitutifs ont été fortement subventionnés à la consommation ou plus exactement à l'importation.

Pour conclure sur ce sujet à la fois passionnant et important, on peut dire que l'offre des biens de consommation, notamment les biens agricoles, est pratiquement descendante. Tandis que la demande des biens agricoles est fortement élastique. Cette situation découle du modèle de développement qui s'est traduit par un faible taux d'investissement dans le secteur agricole. La stagnation sinon la régression de la production agricole a donné lieu à une forte dépendance alimentaire vis-à-vis de l'extérieur et des tensions inflationnistes insupportables pour les bas revenus, sans oublier l'aggravation de la dette extérieure. Le problème du pouvoir en Algérie est également un problème de climat moral parce qu'il y a confusion entre l'économie. En effet, les mesures économiques visant à développer la production et à rentabiliser la gestion ont souvent un effet antisocial car elles favorisent la concentration des richesses et du pouvoir de décision entre les mains d'entrepreneurs, plus soucieux de productivité et de rentabilité que de paix ou de justice sociale. En sens inverse, les mesures sociales qui visent à une grande justice dans la répartition sociale et à une amélioration du sort des couches modestes de la population coûtent de l'argent à la société et l'appauvrissent d'une certaine manière. D'une manière générale, les mesures économiques sont considérées antisociales et les mesures sociales antiéconomiques et la politique au sens noble du terme, nous semble-t-il, est l'art difficile d'établir dans une société donnée à un moment donné un certain dosage entre les mesures économiques et les mesures sociales.

Faire de la politique en Algérie, signifie seulement lutter pour conserver le pouvoir ou lutter pour le conquérir, pour soi-même ou pour son groupe pour les privilèges qui y sont attachés. Plus l'économie est fragile, plus les menaces internes sont dangereuses, plus le pouvoir fait appel à l'extérieur, les dirigeants politiques au pouvoir ou dans l'opposition, recherchent des patrons étrangers (ancienne puissance coloniale ou super puissance) donc une relation d'Etat-client à Etat-patron. D'où un retour en force, sous l'impulsion des économies dominantes ou des organisations multilatérales qu'elles contrôlent, des pressions en faveur du libéralisme c'est-à-dire du libre jeu du marché, de la vérité des prix, de la liberté d'entreprendre, mais aussi de la privatisation, de la déréglementation, d'un rôle aussi large que possible de l'entreprise et des capitaux privés y compris étrangers ainsi qu'une référence déterminante aux critères de la combativité sur les marchés mondiaux. Dans ce cadre, l'Algérie peut être considérée aujourd'hui comme un relais relativement «sage» du processus de mondialisation économique dans une position de faiblesse manifeste, c'est l'abandon du nationalisme économique des années 70 et le passage à un discours d'adaptation aux lois du marché mondial. Ce processus de mondialisation qui tend à imposer un système planétaire de type capitaliste autour des USA, de l'Europe et du Japon, s'appuyant sur un système monétaire unique dont il convient de gérer les tensions pour en pallier les excès et les dérèglements. L'Etat algérien est appelé à gérer les effets internes de la mondialisation économique suivant une démarche plus réaliste que nationaliste. Les hommes et les groupes rivaux ne se

soucient pas de réfléchir aux problèmes fondamentaux de la société, ni de proposer un programme précis pour les résoudre mais seulement de se maintenir ou d'accéder au pouvoir. Le problème majeur de l'Algérie d'aujourd'hui est fondamentalement politique. C'est celui de la légitimité du pouvoir. Il réside dans le fossé qui sépare le peuple de ceux qui sont chargés de conduire son destin. Le recours systématique à la Banque Mondiale et au FMI ne traduit-il pas l'absence de tout projet national de développement depuis le début des années 80 ? De plus, l'évolution de l'Etat algérien n'est-elle pas marquée par le paradoxe suivant : déficit de légitimité interne et recherche de nouvelles sources de légitimation externe à travers la restauration de la confiance des milieux financiers internationaux ? La privatisation est aujourd'hui un phénomène mondial et aucun pays ne semble être épargné. Ce phénomène s'explique par le déséquilibre structurel et chronique de la balance des paiements, du poids des contraintes budgétaires, par l'inefficacité des entreprises publiques et la paralysie du secteur productif.

Il est favorisé par l'ampleur des capitaux nationaux oisifs et spéculatifs, par la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurels recommandés par le FMI et la BIRD, et par les pressions idéologiques et doctrinales des bailleurs de fonds étrangers. La privatisation peut également s'analyser comme un retrait de l'Etat à un moment où l'internationalisation des capitaux ne laisse aux gouvernements guère d'alternative que la reconnaissance et la stimulation de la dynamique des entreprises. Cette privatisation s'entend comme un retour à la «normale» c'est-à-dire la remise en cause des privilèges et des monopoles. Privilèges des syndicats qui s'identifiaient au pouvoir politique et qui émargeaient au budget de l'Etat ; privilèges des travailleurs qui percevaient des salaires sans fournir de contrepartie productive ; privilège enfin des dirigeants, exemptés de l'obligation de résultats et assurés d'une stabilité certaine et durable de leur carrière grâce à une gestion fondée sur le clientélisme, voire le tribalisme. Mais dans la mesure où la production et la reproduction des bases matérielles de la société repose de plus en plus sur l'économie mondiale, la maîtrise du pouvoir économique et donc politique échappe aux acteurs locaux.

En effet, pour assurer la stabilité de la société et par là même la sienne, le pouvoir en Algérie doit sans cesse chercher des revenus extérieurs par : une augmentation de prix des hydrocarbures : une accélération de l'exploitation des gisements pétroliers et gaziers ; une cession d'actifs ; un transfert de tout ou partie du pouvoir c'est-à-dire une insertion plus profonde dans le marché mondial; s'interroger sur la responsabilité des gouvernements dans l'aggravation de cette situation revient à poser le problème du choix des orientations économiques nationales. Dans le cadre d'une thèse de doctorat d'Etat en sciences économiques sur le thème de la gestion des EPE et la question de la légitimité du pouvoir en Algérie soutenue au milieu des années 90, en examinant les perspectives à long terme, nous avions esquissé deux alternatives des réformes de 1988 :

* La première alternative optimiste, celle de la réussite des réformes est de s'attendre à une réduction de la dette extérieure, à une baisse de l'inflation, à une résorption du chômage, à une ouverture des marchés occidentaux aux biens et services produits par les pays endettés, à une reprise de la croissance. En d'autres termes, après une période de «sacrifice» imposée aux travailleurs, aux consommateurs, et les secteurs privés dominants pendant le processus d'ajustement, les besoins pourront être graduellement satisfaits au moyen de politiques compensatoires. Dans le même temps, l'approfondissement des réformes du marché réduira progres-

sivement les disparités sociales traditionnelles reflétant ainsi les changements sociaux et les nouvelles orientations économiques.

* La seconde alternative, cette fois-ci pessimiste, celle de l'échec des réformes libérales conduisant à une déroute «catastrophique» de l'Etat susceptible de compromettre sérieusement la capacité du secteur public à conserver l'infrastructure de base et à satisfaire les besoins les plus élémentaires des couches sociales les plus démunies et les plus marginalisées. Par contre la réduction de la capacité de l'Etat à réguler le fonctionnement de l'économie libérale et privée peut promouvoir des marchés hautement concentrés et une spéculation financière pouvant entraîner une croissance lente et instable. Ces conséquences pouvant contribuer à leur tour à une aggravation de la désarticulation du tissu social et à une perte définitive des identités collectives entraînant une diminution massive de la participation des citoyens au scrutin et à un désintéressement à la politique prônée par les gouvernants.

Cette situation peut attiser les mouvements sociaux, religieux et laïques vers des convulsions sociales menant au chaos économique et social. Trente ans, la même problématique, le même questionnement, les mêmes hommes, le même logiciel qui de surcroît infecté. En 2008, faut-il le rappeler, la hausse des prix des matières premières agricoles a entraîné des émeutes de la faim provoquant une crise alimentaire entraînant une flambée des prix des denrées alimentaires. Quelques mois plus tard le cours des matières redescendit laissant entrevoir une sortie de crise. Le prix du brut plafonnait autour des cent dollars. Aujourd'hui, de nombreux économistes alertent sur une crise alimentaire durable provoquée par la volatilité des prix des biens alimentaires. Le prix du brut redescend à moins d'un dollar le baril. La machine est déréglée. Ces événements montrent que les marchés mondiaux sont orchestrés par les organismes internationaux comme l'OMC, l'OMS, l'AIE, l'OPEP et pouvaient être la source de l'insécurité alimentaire et sanitaire de l'humanité. L'OMC plaçait le libre-échange et la concurrence comme axe prioritaire au détriment du développement des économies locales et des productions alimentaires autosuffisantes. Les Etats ont fait confiance au marché au lieu de place de leurs peuples.

Présent, ils paient leur myopie. L'erreur de la stratégie algérienne de développement réside à notre sens dans l'automatisme qui consiste à vouloir se débarrasser de ce que l'on a au lieu de l'employer productivement chez soi ; la finalité de l'économie fut ainsi dévoyée, car il ne s'agissait pas d'améliorer ses conditions de vie par son travail mais par celui des autres grâce au relèvement des termes de l'échange avec l'extérieur. En résumé, toute politique agricole mal pensée, mal conduite, provoquera une inflation galopante laquelle limitera la demande, donc l'opportunité d'investissement, réduisant ainsi les capacités de production avec comme conséquence le chômage massif et l'endettement extérieur sans compter l'insertion dans le système économique dominant aujourd'hui en pleine crise dans une position manifeste de fragilité. Ce sont les populations pauvres, qui ne sont aucunement responsables des fautes et erreurs commises par leur gouvernement, que l'on punit par la misère et la violence du désespoir

Notes : «...Un brigand agresse sauvagement à coups de couteau un passant pour lui dérober son portefeuille. Terrassée et gisant dans son sang, la victime supplie son agresseur de lui envoyer des secours. Ce dernier ramène deux charlatans de ses amis. Le premier médecin libéral, docteur du FMI, refuse de croire à l'agression et diagnostique une simple faiblesse. Un bonne saignée remettra le patient d'aplomb. Le second médecin socialiste et fonctionnaire, admet l'agression mais maintient le diagnostic de maladie et recommande vitamines et exercices. Tandis qu'ils se disputent ainsi, la victime achève de perdre son sang sous les quolibets de l'agresseur...» Serge LATOUCHE. Faut-il refuser le développement ?

TÉBESSA

Recrudescence de nouveaux cas de Covid-19 : campagne de sensibilisation

Ali Chabana

Une initiative locale consistant en l'adhésion à une campagne de sensibilisation sur la gravité d'une certaine recrudescence de nouveaux cas de Covid-19 et des décès, enregistrés ces derniers jours dans la wilaya de Tébéssa. La DSP appelle, donc, la population, les APC et les comités de quartier à propager parmi les citoyens l'idée d'un isolement à domicile volontaire, l'ob-

jectif étant de réduire la propagation de la maladie. Certaines informations font état d'un rebond inquiétant de la situation épidémiologique, selon des chiffres souvent contradictoires. D'autant que la DSP vient d'élever le niveau de l'alerte en mobilisant toutes les structures sanitaires de la wilaya. Pour rappel, et le wali Attallah Moulati et le directeur de la santé et de la population Saïd Belaïd ont tous les deux mis en garde, après le relâchement observé, suite à la levée

du confinement sanitaire. Les gens croient que tout est revenu à la normale, ont négligé les gestes barrières, cela est très visible, concernant le port des masques de prévention et ces nombreuses cohues remarquées dans des endroits publics à grande affluence, bureaux de poste, surfaces commerciales, administrations publiques, entre autres. Reste à savoir si l'initiative citoyenne de la DSP trouvera un écho parmi les citoyens, car c'est de leur santé qu'il s'agit.

SÉTIF

Lutte contre le Covid-19 : des agents d'hygiène honorés

Trente-six (36) agents d'hygiène ont été honorés jeudi pour leurs efforts dans la lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), à l'initiative des anciens des Scouts musulmans algériens (SMA).

Cette initiative s'inscrit en continuité des actions de solidarité du mouvement des scouts en cette conjoncture sanitaire exceptionnelle, a indiqué à l'APS, Mounir Boukherissa, commandant de wilaya et adjoint du commandant général des SMA. Il a également relevé que l'action des SMA de Sétif se veut «une reconnaissance» à un secteur en première ligne dans la lutte contre

le coronavirus et des agents qui contribuent grandement à endiguer la propagation du Covid-19.

Les 36 agents d'hygiène, en poste dans les diverses localités de la wilaya, ont été choisis par l'entreprise de wilaya de gestion des centres d'enfouissement technique qui assure la collecte des ordures dans plusieurs daïras et communes de Sétif, selon la même source.

Par ailleurs, les Scouts musulmans algériens (SMA) ont entamé la distribution de 1.500 bavettes sur un total de 5.000 à distribuer en trois phases à travers les places publiques les plus fréquentées dont celles de la poste centrale et de la maison de

la culture et à travers les quartiers populaires. Les scouts ont également distribué 5.000 dépliants de sensibilisation et procédé à la désinfection de la place de la poste centrale ainsi qu'à l'organisation d'une campagne de don du sang avec la participation de 30 chefs scouts et 30 travailleurs des services d'hygiène.

Le mouvement scout a lancé depuis le mois de mars dernier de multiples actions de lutte et de sensibilisation contre la propagation du Covid-19 dont la distribution de 25.000 flacons de liquide désinfectant, 25.000 bavettes, des plats à emporter et des colis alimentaires durant notamment le mois de Ramadhan.

BOUIRA

Des hectares de céréales, de pin d'Alep et 350 bottes de foin détruits par le feu

Farid Haddouche

La protection civile de la wilaya de Bouira a fait savoir qu'elle a enregistré 09 interventions contre les incendies qui se sont déclarés en un jour, touchant des champs céréaliers et des forêts. Le plus important incendie des cultures céréalières s'est produit dans la commune d'Aïn

Turk, qui se situe à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Bouira. Les flammes ont ravagé 3 hectares de blé, 9 hectares de chaume et 300 bottes de foin. Un autre incendie, non moins important, s'est produit dans la commune d'Oued El Berdi et a détruit 4 hectares de blé dur et 50 bottes de foin. Par contre, dans la commune d'El Adjiba à l'est de

Bouira, les pompiers sont intervenus dans un incendie qui a pris dans la forêt d'Agouilal. Le feu, avant d'être complétement maîtrisé, a détruit environ 6 hectares de pin d'Alep et des arbres fruitiers dont le nombre n'a pas été précisé. Dans ces 9 incendies qui ont eu lieu en un jour, la protection civile a fait savoir qu'elle a employé 17 camions et 51 agents.

Une villageoise piquée par un scorpion

Les éléments de la protection civile de l'unité de la commune d'Oued El Berdi, qui se situe à 17 km au sud-est du chef-lieu de wilaya, sont intervenus avant-hier vers les coups de 23h25mn pour secourir une femme qui venait d'être piquée par

un scorpion au village Ouled Ali. La victime âgée de 40 ans a été évacuée par les secouristes aux urgences du Centre hospitalier Mohamed Boudiaf de Bouira.

Nous ignorons comment la femme a été piquée par ce scorpion et

ni l'espèce de ce dernier pour connaître si son venin est potentiellement mortel. Habituellement, il a été rapporté que les scorpions qui vivent dans la partie sud et sud-est de la wilaya de Bouira ne sont pas à haut risque.

F. H.

ALGER

92 arrestations et saisie de 3.000 unités de psychotropes

Quatre vingt douze (92) présumés auteurs de divers délits ont été arrêtés et plus de 3.000 unités de psychotropes ont été saisies les deux derniers jours dans la wilaya d'Alger, a indiqué vendredi la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité,

notamment la détention et le trafic de stupéfiants, les forces de police des sûretés de wilaya d'Alger ont mené des opérations de recherches à travers leurs secteurs de compétence, ce qui a permis l'interpellation de 92 présumés auteurs impliqués dans divers délits», a souligné le communiqué. Il est relevé que les forces de police de

la sûreté de wilaya d'Alger ont effectué récemment «des opérations de police dans plusieurs quartiers de la capitale, lesquelles se sont soldées par la récupération de 3.802 comprimés psychotropes, une quantité de cannabis traité et des armes blanches, ainsi que l'arrestation de 92 mis en cause impliqués dans ces divers délits».

BLIDA

«Un arbre pour chaque citoyen» : plus d'un million d'arbres plantés

La wilaya de Blida a réussi à dépasser l'objectif fixé dans le cadre de la campagne nationale «Un arbre pour chaque citoyen», en plantant plus d'un million d'arbres à travers tout le périmètre de la wilaya, a-t-on appris vendredi auprès de la conservation des forêts de Blida. La responsable de la direction, Dalila Benani, a précisé que la wilaya de Blida avait fixé un objectif de 800.000 arbres à planter dans le cadre de la campagne nationale de reboisement, lancée octobre passé, sur

l'ensemble du territoire national, affirmant que cet objectif a été dépassé «de loin». A travers les 25 communes de la wilaya, Blida a réussi à dépasser le cap fixé a priori, en plantant au total 1.140.000 arbustes, a-t-elle indiqué, saluant à cette occasion la participation massive des différents acteurs, autorités, directions exécutives et associations.

«La grande adhésion aux campagnes de reboisement n'est pas étrange aux Blidéens qui ne ratent pas ce genre d'occasions pour marquer leur

présence», a-t-elle fait remarquer, rappelant que les campagnes de reboisement s'inscrivent dans le cadre des campagnes de sensibilisation organisées à longueur d'année en vue de protéger le couvert forestier et lutter contre les feux de forêt.

S'étalant du 25 octobre au 21 mars, la campagne «Un arbre pour chaque citoyen» intervient dans le cadre du Programme national de reboisement (PNR) et vise la plantation de 43 millions d'arbres sur tout le territoire national.

TIZI OUZOU

«Aucune augmentation de tarifs des transports décidée unilatéralement n'est tolérée»

Aucune augmentation de tarifs des transports décidée unilatéralement «ne sera tolérée», a réaffirmé vendredi le directeur local des transports de Tizi Ouzou, Samir Naït Youcef. Contacté par l'APS après la décision des transporteurs privés des voyageurs de la wilaya de Tizi Ouzou de reprendre le travail avec une augmentation des tarifs, M. Naït Youcef a insisté que «la question de réviser à la hausse les prix du transport est indiscutable tant que la grille tarifaire n'a pas été révisée. Ils n'ont pas le droit de procéder à une augmentation sans l'aval du ministère des Transports». S'agissant du protocole sanitaire recommandé par les autorités pour lutter contre la propagation du Covid-19, le même responsable a rappelé que le port du masque est obligatoire pour le chauffeur et les voyageurs, du gel hydroalcoolique doit être mis à la disposition des voyageurs à l'intérieur des moyens de transport, et la désinfection régulière des bus, taxis et fourgons doit être effectuée régulièrement. Quant à la mesure qui oblige les transporteurs à ne prendre que 50% des capacités de leurs véhicules en nombre de voyageurs, le directeur des transports a indiqué que les concernés ont refusé de s'y soumettre, justifiant leur position par le fait qu'ils peuvent faire respecter la distanciation à l'intérieur des moyens de

transport sans avoir à se soumettre à cette recommandation.

Il a ajouté qu'il envisageait de «faire une proposition à la wilaya pour voir, en fonction des spécificités des moyens de transport utilisés localement, s'il est possible de dépasser le taux de 50% avec respect de la distanciation recommandée». Réunis jeudi dernier au niveau de la station intermédiaire d'Oued Aïssi à la sortie est du chef-lieu de wilaya de Tizi Ouzou, les transporteurs activant sur des lignes urbaines et interurbaines, n'ayant pas repris leurs activités depuis la levée totale du confinement le 14 juin courant, ont décidé unilatéralement de reprendre leurs activités dimanche avec une augmentation des tarifs de transport allant de 5 à 10 DA, voire plus, en fonction des lignes, selon des participants à cette réunion. Lors de cette même réunion, des transporteurs ont appelé au respect des mesures de prévention contre la propagation du Covid-19. Ils se sont engagés à nettoyer régulièrement leurs véhicules et à organiser leurs activités de manière à éviter les bousculades des voyageurs. Ils ont également invité les voyageurs à respecter le port obligatoire de masque sanitaire. S'agissant du nombre de personnes à transporter fixé par les autorités à 50%, ils ont estimé qu'un nombre un peu plus élevé permet de respecter la distanciation recommandée dans les bus et les fourgons.

Opération de désinfection de plusieurs structures et espaces publics



Une opération de désinfection de plusieurs structures et espaces publics a été lancée ce week-end à Tizi Ouzou dans le cadre de la lutte contre la propagation du Covid-19. Arrivée mercredi dernier de Constantine, une société privée spécialisée en hygiène, assainissement, traitement de surface et la lutte antivectorielle, a procédé jeudi dernier à la désinfection de plusieurs structures dont le Centre hospitalo-universitaire (CHU) Nédir Mohamed et l'unité Beloua, les polycliniques et d'autres établissements publics, a-t-on appris de cette société même. Vendredi, la large opération de

désinfection et de nettoyage a touché les localités d'Azazga et Draa Ben Khedda dont plusieurs établissements publics et autres espaces recevant du public, notamment des sûretés urbaines, unités de protection civile, des brigades de gendarmerie, marchés de fruits et légumes et hebdomadaires, agences commerciales d'Algérie Poste et d'Algérie Télécom et des administrations publiques. Le Centre de lutte contre le cancer et l'hôpital de cardiologie et de chirurgie cardiaque Yacef Omar à Draa Ben Khedda ont été également pris en charge dans le cadre de cette même initiative de désinfection.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

06 dhou el qida 1441				
El Fedjr 03h40	Dohr 12h52	Assar 16h43	Maghreb 20h14	Icha 21h55



Le projet en phase d'achèvement Equipent du parking à étages de Mdina Djidida en vue de son ouverture

H. S.

Maintenu dans sa fonction d'origine et confié en gestion-exploitation à l'établissement public de wilaya EPIC Ermes Oran, le projet du parking à étages de Mdina Djidida entame sa dernière ligne droite avant sa mise en service. Finalisé à 95%, ce parc automobile vertical de structure R+5 sera bientôt équipé en matériels de télésurveillance et anti-incendie avant d'être réceptionné, et ce bien sûr après les procédures de contrôle de conformité, notamment sur le plan sécurité.

Bien que l'ouvrage ait été presque fin prêt depuis près de deux années, sa mise en service a dû être repoussée à maintes reprises à cause du non-achèvement de certains lots de travaux secondaires et du non-équipement de la structure. Les raisons sont à rechercher plutôt dans les tergiversations et les tâtonnements des responsables et ce manque d'allant lié en grande partie au scepticisme entourant l'aboutissement d'un tel bâtiment mastodonte dédié au stationnement situé à la croisée des chemins du bazar tentaculaire de Mdina Djidida.

Il a fallu d'abord ce nœud de la wilaya à l'option d'une reconversion en centre commercial, le chef de wilaya ayant publiquement et officiellement souligné l'irrévocabilité de la décision d'un maintien de la vocation d'origine du projet. Ensuite, il a fallu le suivi très rapproché de ce même responsable pour l'aboutissement du projet dans les plus brefs délais. Il est vrai que le dépassement de l'échéance annoncée pour la livraison du parking et sa mise en concession a fait planer le doute sur l'aboutissement du projet en tant que tel, ouvrant de façon cyclique une brèche pour l'éventualité d'un basculement vers le shopping.

Certes, l'effet de spéculation y est pour quelque chose, dans la mesure où il est avéré que certains ont des intérêts directs ou indirects à ce qu'il y ait au lieu et à la place d'un parking silo un marché en hauteur de 82 boutiques au cœur du quartier commerçant de Mdina Djidida, où une simple échoppe se loue à 5.000 DA/m² et un bout de trottoir jusqu'à 30.000 DA le mois. Cependant, il y avait aussi des éléments assez objectifs qui démontraient l'impertinence du projet d'un parking en plein cœur du souk de Mdina Djidida.

CONÇU COMME PARKING, IL SERVIRA DE PARKING

Il était prévu initialement la mise en concession par voie d'adjudication du parking dès sa réception. Avant que la wilaya n'opte finalement pour l'auto-gestion par le biais de son établissement interne, l'EPIC Ermes Oran, qui gère d'ailleurs en saison estivale deux parkings en surface à Bousfer Plage et



aux Andalouses via conventions avec El-Ançor et Bousfer respectivement. Pour l'heure, tout l'effort est concentré sur la phase équipement de la structure en matériel et logistique spécifiques. L'incendie, assez suspicieux, survenu en juin 2017, a non seulement retardé le projet mais en a entraîné un surcoût. Pour autant, estiment certains, l'idée de reconvertir le parking en centre commercial n'est pas aussi impertinente, comme on est tenté à le penser à première vue. Au contraire, soutiennent-ils, c'est une idée pragmatique et une option réaliste qui répond à la situation. La vraie mauvaise décision, selon eux, elle a été commise douze ans plus tôt, en 2006, avec ce projet surréaliste d'un « parking silo » en plein cœur du souk de Mdina Djidida.

Fait plus qu'étonnant, on ne s'est rendu compte de l'histoire des voies d'accès qu'une fois la structure du parking montée à coups de 100 milliards. On a enfin réalisé, au moment où l'ossature métallique du bâtiment était déjà bien en place et n'attendait que son revêtement, que ça ne pouvait pas marcher à cause des impénitents marchands ambulants. Alors qu'on n'avait en fait même pas besoin d'études d'opportunité et de faisabilité, mais juste d'un brin de bon sens pour laisser tomber au départ cette bien mauvaise idée. En 2005-2006, le contexte de la gestion locale était marqué par un discours, assez démagogique, porté vers l'ouverture de l'investissement dans la réalisation de parkings à étages en prévision du projet du tramway d'Oran, comme remède au problème casse-tête du stationnement dans la ville, de plus en plus étouffée par son parc automobile. On voulait donc se conformer, coûte que coûte, aux mesures et dispositifs préconisés par l'étude du projet du tram, qui suggérait entre autres la création de lieux de « stockage » automobile dans des endroits déterminés en fonction de son tracé, notamment. En bon élève, la wilaya s'est ainsi engagée à réaliser trois parkings à étages qui devaient être sa propriété une

fois achevés, ceci alors que six autres structures étaient programmées dans le cadre du programme complémentaire de soutien à la croissance économique pour la période 2005-2009. On devra se contenter des trois parkings « publics », c'est-à-dire mis sur pied par la wilaya.

OUVERTURE DU CRENEAU A L'INVESTISSEMENT

En effet, le processus d'ouverture du créneau à l'investissement privé a fait long feu, puisque l'appel à manifestation d'intérêt plus l'avis d'appel d'offres, lancés en 2006, pour la construction de 6 parkings à étages ont été déclarés infructueux faute d'investisseurs intéressés. Pas plus que les mesures incitatives dans le cadre de l'ex-Calpieref pour rabattre les investisseurs vers ce segment, ceux-ci préférant en général la promotion immobilière et les centres commerciaux. A ce jour, l'on ne sait ni comment ni pourquoi le choix du site pour la réalisation de l'un des trois parkings lancés par la wilaya, celui qui devait être implanté au centre-ville, a porté sur l'ancienne minoterie de Mdina Djidida. On sait seulement que le terrain était au centre de toutes les convoitises et que pour éviter qu'il n'aille ailleurs, les autorités locales y ont élu domicile pour leur parking via une petite transaction foncière au nom de l'utilité publique. Mais est-ce une bonne raison pour ériger un parking à étages (n'importe où) ? La réponse par la négative va de soi d'autant que, dans le cas d'espèce, il y a eu lors de la réalisation beaucoup de travaux supplémentaires non prévus par l'étude (l'entreprise BATEMCO manœuvrait sur un terrain « miné » à cause des caves et autres silos souterrains ainsi que les risques des travaux d'excavation et de terrassement sur le pourtour du chantier) et donc, forcément, des avenants en augmentation qui ont alourdi davantage la facture, qui a atteint au final le chiffre de 100 milliards.

Aïn El Turck, Mers El Hadjadj et Aïn El Kerma Réception prochaine de trois nouvelles stations de relevage

Rachid Boutlelis

Les stations de relevage des eaux usées au niveau des plages Saint Rock (Aïn El Turck), l'Emir (Mers Hadjadj) et Cap Blanc (Aïn El Kerma) seront prêtes avant l'annonce officielle de l'ouverture de la saison estivale par les pouvoirs publics, a-t-on appris de sources proches de la direction du tourisme. Par ailleurs, et en perspective de la saison estivale, les communes côtières de la daïra de Aïn El Turck entament depuis quelques semaines des travaux d'aménagement au niveau des plages et à l'intérieur du tissu urbain pour accueillir dans les meilleures conditions les estivants attendus cet été à Oran. Selon des sources de l'APC de Aïn El Turck, une importante opération de renforcement de l'éclairage public a été lancée sur la corniche inférieure depuis Mers El Kebir jusqu'à Aïn El Turck. Les mêmes sources indiquent qu'une grande partie des accès aux plages seront aménagés. En parallèle, des travaux de réhabilitation des structures administratives de la police, de la gendarmerie nationale et de la protection civile seront aussi entamés. Lors de la dernière réunion consacrée

à la saison estivale, le wali d'Oran, M. Djellaoui Abdelkader, avait insisté auprès des chefs de daïra et des maires des communes balnéaires pour entamer les préparatifs dès à présent pour être fin prêt le jour J. Concernant la sécurité des baigneurs, il y a lieu de signaler que lors de la précédente saison estivale une enveloppe financière de plus de 1 milliard a été débloquée du fonds de wilaya pour la réalisation de plusieurs postes de secours. Ces postes ont été implantés, entre autres, au niveau des plages de Clairefontaine, Cap Falcon, Bousfer Plage, Paradis Plage... D'autre part et selon nos interlocuteurs, à l'instar des années précédentes, une grande partie des plages de la wilaya, autorisées à la baignade, seront dotées de cabines d'habillage, de douches et de sanitaires. Ces équipements visent à assurer le confort des estivants durant la période estivale. Toutefois, le constat effectué au niveau des plages de la corniche révèle qu'une bonne partie de ces équipements, notamment les douches et les sanitaires, installés l'année dernière, ont été abandonnés sur les plages à la fin de la saison estivale dans un état de détérioration très avancé.

Une dizaine d'artères ciblées Lancement des travaux de réhabilitation de la voirie à Es-Sénia

D. B.

Oran, pas un seul quartier ou cité n'échappe, désormais, à la dégradation continue de parcelles entières de l'asphalte qui se trouve dans un pitoyable état. C'est le cas au niveau des localités de la commune d'Es-Sénia. Pour rectifier le tir, une opération de revêtement de la chaussée a été lancée au niveau de quelques artères. L'opération est chapeautée par la direction des travaux publics et effectuée par l'Entreprise publique des travaux routiers d'Oran (EPTRO). Plusieurs routes ont été ciblées par cette opération, à l'instar de la double voie de Hai Houari Boumediene, rue Bouhadli, rue Foughal, rue Beriar Ghouli, rue Bouras Riad, rue Bey Kaddour et le lotissement Mohamed Boudiaf. Ces travaux ont été accueillis avec satisfaction par la population. Outre la commune d'Es-Sénia, les services chargés de la voirie au niveau de la commune d'Oran ont lancé, il y a une quinzaine de jours, une vaste opération de bitumage d'une trentaine de rues et axes routiers au niveau de cinq secteurs urbains. Les secteurs ciblés sont Sidi El Houari, Sidi El Bachir, El Amir, El Badr et Seddikia. Selon des sources proches de la commune, la seconde phase des travaux ciblera les autres secteurs urbains sur la base d'une fiche technique préalable établie et qui a recensé toutes les artères nécessitant une opération de réhabilitation. Une enveloppe financière de

plus de 560 millions DA a été allouée pour l'entretien du réseau routier au niveau de la commune d'Oran, indiquent nos sources. Un montant de 460 millions DA a été débloqué sur budget de la wilaya pour la maintenance du réseau routier sur une distance de 100 km dans la commune d'Oran, classé en case rouge, et plus de 100 millions DA du budget de la commune pour la maintenance de 50 chemins vicinaux, selon les mêmes interlocuteurs. Le service de la voirie a aussi élaboré un programme d'entretien des routes dont la réalisation des passages piétonniers avec l'utilisation d'une peinture de bonne qualité au niveau des routes urbaines conformément aux normes en vigueur. Il prendra en charge également, à moyen et long termes, environ 30.000 points lumineux à doter de lampes économiques de type «LED» au niveau de la commune d'Oran, dans le cadre du programme d'éclairage public, sachant que cette opération permettra de réduire d'environ 50% la facture Sonelgaz, a-t-on ajouté. D'autre part, une enveloppe de 117 milliards de centimes, du budget primitif 2020 de la wilaya d'Oran, sera consacrée à la réhabilitation du réseau routier de la wilaya. C'est ce qui a été décidé, lors de la 4^e session de l'Assemblée populaire de wilaya. Le BP 2020, estimé à plus de 581 milliards de centimes, approuvé lors de cette session, a accordé une importance particulière au volet relatif à la réhabilitation du réseau de voirie.

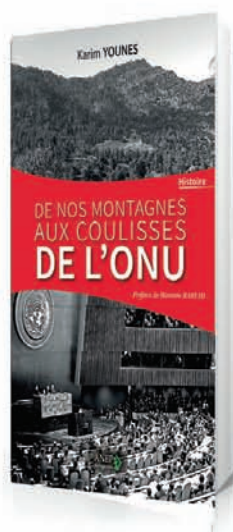
Coronavirus Le CHU d'Oran doté d'un appareil d'analyses RCP

Le CHU d'Oran «Docteur Benzerd Ljeb» a été doté d'un appareil d'analyses «RCP», qui prendra désormais en charge les tests Covid-19 de ses patients, a indiqué samedi à l'APS le chargé de communication de la direction locale de la santé et de la population (DSP). «L'appareil, un don de médecins algériens établis à l'étranger, vient ainsi renforcer les capacités de la wilaya d'Oran en matière de tests RCP du Covid-19 et désengorger l'Institut Pasteur d'Oran et l'EHU d'Oran, jusque- là les seuls à les effectuer», a ajouté M. Youcef Boukha-

ri. D'une capacité de 16 tests par heure, l'appareil sera ainsi en mesure de répondre aux besoins du CHU, qui prend en charge, en termes d'hospitalisation, plus que la moitié des cas Covid-19 de la wilaya d'Oran. «L'appareil, qui sera mis en service à partir de dimanche, vient à temps, notamment avec la hausse des nouveaux cas qu'enregistre Oran depuis quelque temps», a souligné M. Boukhari, ajoutant que le délai pour avoir les résultats des tests sera ainsi significativement réduit pour les patients du CHU.



NOUVEAUTÉS ANEP 2020



50, rue Khelifa Boukhalfa, BP 355, ALGER-GARE
Tél : +213 (0) 21 23 64 89 / (0) 21 23 68 32
Fax : + 213 (0) 21 23 64 90 / www.anep.com.dz/editions
e-mail : directionedition@gmail.com / edition@anep.com.dz

LIBRAIRIE CHAÏB-DZAÏR
1, avenue Pasteur
Tél/Fax : +213 (0) 21 71 69 66
libchaibdzair@gmail.com

ANEP Gratuit Le Quotidien d'Oran 28/06/2020

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MASCARA
DAIRA GHRISS
COMMUNE GHRISS

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DU PROJET NIF : 29120320469

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés et délégation des pouvoirs publics.
Le président de l'Assemblée Populaire Communale de Ghriss informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'Appel d'Offres Ouvert avec exigence de capacités minimales le projet : **Achèvement du forage de O/Benaïssa avec équipement et raccordement sur réseau de distribution - commune de Ghriss N° 03/2020**, paru dans le quotidien **EL MIHOIR** en langue arabe en date du 09/06/2020 et **LE QUOTIDIEN D'ORAN** en langue française en date du 08/06/2020.
Après l'analyse des offres financières en date du 16/06/2020, l'opération a été attribuée provisoirement à l'entreprise suivante :

Intitulé du projet	Entreprise Attributaire à titre provisoire	Montant	Délai d'exécution	Note Technique	Critère du choix	N° NIF
Achèvement du forage de O/Benaïssa avec équipement et raccordement sur réseau de distribution - commune de Ghriss	LAOUFI BENAOUMEUR MASCARA	14.658.429.00 DA	03 Mois	57	Moins disant	186290101477122

Le service contractant est tenu d'inviter dans l'avis d'attribution provisoire du marché les candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures offres technique et financière à se rapprocher de ses services au plus tard 03 jours à compter du 1^{er} jour de la publication de l'attribution provisoire du marché pour leur communiquer ces résultats par écrit.

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics le recours est introduit dans les dix jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché. Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

GHRISS LE :
LE PRESIDENT DE L'APC

Zones d'ombre Plus de 21 milliards pour le transport scolaire

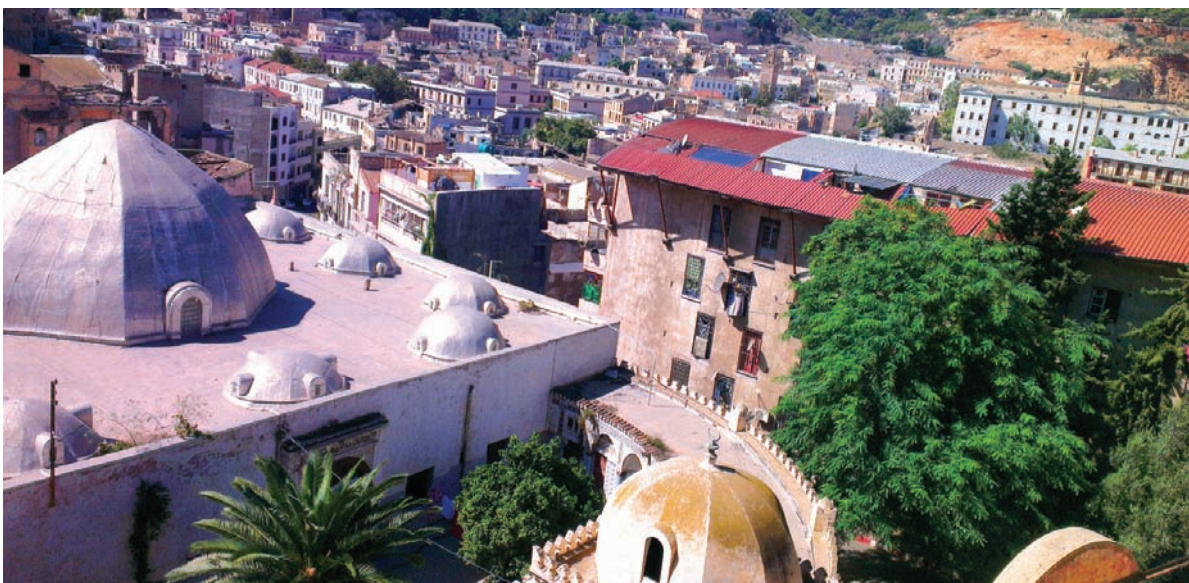
J. Boukraâ

Plusieurs localités de la wilaya d'Oran souffrent du manque de moyens de transport scolaire. Un problème qui refait surface à chaque rentrée scolaire. En prévision de la prochaine rentrée et pour atténuer les souffrances des élèves de la wilaya, une enveloppe de plus de 21 milliards de centimes a été débloquée pour l'acquisition de bus scolaires de marque Mercedes. Cette action entre dans le cadre de la prise en charge des zones d'ombre. Les bus seront distribués aux profits des zones déshéritées des communes de Boutlelis, Misserghine, Oued Tlelat, Chahairia et El Kahailaia... entre autres. La wilaya d'Oran a, déjà, bénéficié plu-

sieurs fois de bus de transport scolaire mais malgré les importants budgets accordés chaque année au secteur de l'Education, plusieurs petites communes souffrent du manque en infrastructures éducatives, notamment dans les cycles moyen et secondaire. Le nombre de bus scolaires affectés aux communes dans le cadre de l'aide du ministère de la Solidarité est jugé insuffisant pour répondre au grand nombre d'élèves qui est en nette augmentation, chaque année. Dans plusieurs communes des dizaines d'enfants souffrent le martyre pour rejoindre leurs établissements scolaires. C'est ce qui a été indiqué par plusieurs parents d'élèves qui réclament plus d'attention de la part des autorités locales pour alléger la souffrance des écoliers

qui continuent de parcourir des kilomètres et des kilomètres pour rejoindre leurs écoles. « Le problème perdure depuis plusieurs années. Il est temps de prendre en charge le problème et permettre aux élèves de se rendre, le plus normalement, à l'école. Nos enfants sont contraints de se lever à 6h pour prendre des fourgons privés », souligne un parent d'élève, habitant à Sidi Bakhti, relavant de la commune de Boutlelis. Très nombreuses sont les familles qui ont retiré leurs enfants, surtout les filles, de l'école qui se trouve à des kilomètres de leurs maisons. De par l'absence des moyens de transport les parents ont peur pour leurs enfants et préfèrent les garder chez eux que de courir le risque de les envoyer loin, notamment en hiver.

Des repères de la longue histoire de la ville Les anciennes mosquées d'Oran dans l'attente de restauration



De nombreuses mosquées datant de plusieurs siècles, demeurent des repères de la longue histoire de la ville d'Oran, riche en événements successifs. L'occupation de la ville par les forces espagnole et française, durant plus de 400 ans, la destruction de certains sites culturels, la transformation de leur vocation première, durant cette sombre période de l'histoire et les saisies des biens 'waqf' ont été autant de faits qui n'ont pas réussi à détourner ces lieux de leur mission culturelle et de pôles de rayonnement et d'enseignement religieux. Des sites comme Djamâa Hassan Pacha, la mosquée Bey Mohamed Benothmane El-Kebir ou encore Imam El Houari, parmi les plus anciennes d'Oran nécessitent, aujourd'hui, des travaux de restauration et de réfection afin de sauvegarder leur architecture et les préserver des aléas du temps. Des actions ont été entreprises dans ce sens auprès des autorités concernées, a-t-on appris du directeur local des Affaires religieuses et des Waqfs, Messaoud Amirouche. Cette démarche est soutenue par la décision du président de la République qui, à l'occasion de Youm El Ilm, avait préconisé la restauration de toutes les «vieilles mosquées» du pays. L'objectif étant, à la fois, de rendre hommage aux grands Hommes et aux érudits ayant marqué l'Histoire du pays et sauvegarder les lieux de culte, pôles de la résistance contre l'acculturation et la spoliation de la personnalité algérienne. Incontestablement, la ville d'Oran recèle des mosquées, véritables mémoires témoignant de sa longue et riche histoire. La mosquée du Pacha, l'une des plus anciennes de la ville, a été construite par le Bey Mohamed El Kebir, suite à la libération d'Oran, en 1792, après près de 3 siècles d'occupation espagnole, comme le précise le chef de service Culture islamique et Enseignement coranique, à la même direction de wilaya, Mokhfi Boukhemacha.

La plaque de marbre, dévoilée lors de l'inauguration de cette mosquée, en

1796, est jusqu'à présent conservée dans l'une des galeries du Musée 'Ahmed Zabana', dans le quartier populaire de Mdina Jdida, a-t-on précisé. S'étendant sur une surface de 1.382 m², la mosquée a été édifiée non loin du Palais du Bey, sur la rive orientale de Oued Rhi (actuellement Oued Ras El Aïn), dans l'actuel quartier populaire de Sidi El Houari. C'est autour de ce lieu de culte que de nombreux quartiers ont vu le jour, pour constituer la nouvelle ville d'Oran, précisent des textes historiques.

DES MOSQUÉES ET DES PANS DE L'HISTOIRE

En 2009, la mosquée a été fermée après l'apparition de fissures sur sa plateforme, les colonnes et ses différents éléments de soutien. En 2017, un accord a été signé pour restaurer la mosquée et le palais du Bey, entre la direction locale de l'Urbanisme et de la construction et l'Agence turque de coopération et de développement (TIKA). Les travaux devaient être financés par le groupe turc «Tosyali-Algérie». Seulement, jusqu'à présent, le projet est resté au stade des études techniques, précise-t-on à la direction des Affaires religieuses. La situation de ce site, classé en 1952, est devenue encore plus difficile avec son squat de la mosquée par 14 familles du quartier voisin dont les habitations se sont effondrées. Ces familles occupent toujours les lieux rendant difficiles voire impossibles, les travaux de restauration et de réhabilitation. L'autre mosquée, celle de Mohamed Benothmane Kébir, s'étendant sur 1.394 m², a été construite en 1799, sur la rive ouest de Oued de Ras El-Aïn. Les forces d'occupation françaises l'ont transformée en hôpital militaire (Baudens). Certains de ses éléments architecturaux ont disparu, précise-t-on à la direction locale chargée du secteur. Cette mosquée a été restaurée en 1980 mais son minaret est aujourd'hui me-

nacé d'effondrement puisqu'on enregistre fréquemment des chutes de pierres dans ce site. En outre, les Turcs ont, également, édifié la mosquée du Bey, dans le quartier de Kherguetah, en 1793. Après le début de la colonisation française, ce lieu de culte a été fermé aux fidèles. Ce n'est que quelques années avant le déclenchement de la guerre de libération nationale que la mosquée a été rouverte et autorisée à accueillir les fidèles pour l'accomplissement des prières. Pour sa part, la Mosquée Imam Sidi Houari, et zaouïa, a été construite par le saint homme Mohamed Benomar Houari (1350-1439), dans l'actuel quartier populaire éponyme de la ville.

Le mausolée de ce Saint Homme, construit à proximité de la mosquée, est visité, à ce jour, par la population locale et par les touristes nationaux et parfois étrangers de passage à Oran. Le site jouit d'une place importante dans la mémoire collective de la ville et de la population oranaise. La zaouïa et son école, remontant à la période zianide, se sont occupées de l'enseignement des sciences théologiques et de la diffusion des préceptes de la religion musulmane. Après le début de la colonisation française, le site a été transformé en armurerie et en dépôt de matériel militaire. La mosquée n'a repris sa fonction qu'après le recouvrement de l'indépendance. D'une surface de 1.452m², la mosquée a bénéficié de travaux de restauration en 2015, rappelle-t-on. Les anciennes mosquées d'Oran, en dépit de toutes les tentatives visant, dans le passé, à les dénaturer et à détourner leurs vocations premières, loin d'être des vestiges du passé, restent des édifices incontournables, témoignant de leur rôle dans la préservation de l'identité nationale sur les plans religieux, culturel et civilisationnel. Elles contribuent à la consolidation de toutes les valeurs humaines et spirituelles d'une génération à l'autre.

Haï Yaghmoracène Les habitants réclament des ralentisseurs

K. Assia

Les habitants de Haï Yaghmoracène ont lancé un appel pressant aux autorités locales pour dénoncer l'insécurité routière. Les riverains réclament des ralentisseurs sur ce grand axe routier qui connaît un trafic dense de bus, de camions et de véhicules. Dans un appel lancé aux services de la commune et à la direction des Travaux publics, les concernés appréhendent le pire puisque cette voie est devenue un véritable danger pour leur vie et celle de leurs progénitures. «Il est difficile de traverser cet axe routier face à la vitesse des automobilistes» lance un père de famille. En effet, cette artère est le terminus des lignes 4G et 18 et relie le quartier au 3^{ème} boulevard périphérique, à Maraval et aussi au quartier Choupot ce qui représente un danger pour la

sécurité de tous les riverains indique-t-on. Cette situation fait craindre le pire aux familles qui dénoncent l'excès de vitesse de plusieurs automobilistes et même de chauffeurs de bus. Ils rappellent que la cité Yaghmoracène abrite plusieurs infrastructures publiques à l'exemple d'un Tribunal, d'un CEM, d'une résidence universitaire pour filles, plusieurs locaux commerciaux, des espaces verts et aires des jeux pour enfants d'où l'afflux des familles et donc un point noir en matière de sécurité routière précise-t-on. La réalisation de ralentisseurs, répondant aux normes exigées est largement souhaitée par les riverains qui soulignent la dangerosité de cette route qui traverse ces infrastructures car «réaliser ces ralentisseurs équivaldrait à atténuer le risque des accidents et préserver des vies» affirme-t-on.

Une commune défigurée par les constructions illicites.... Mers El-Kébir en quête de réhabilitation

Rachid Boutlelis

Véritable amphithéâtre, inséré dans l'extrémité occidentale de la baie d'Oran, la municipalité de Mers El-Kébir, dont la présence humaine remonte à la préhistoire, était d'abord un port romain du nom de Portus Divinis (port des dieux), avant de devenir un arsenal naval almohade du XII^e siècle et ayant été occupée par les Espagnols en 1505, jusqu'à 1792 année de sa reconquête. S'étendant sur une superficie de 12 km² et abritant un peu plus de 21.000 habitants, Mers El-Kébir, qui était naguère l'une des plus importantes communes d'Oran, végété, hélas, aujourd'hui, dans une absurde désuétude. Elle s'est en effet transformée, au cours des vingt dernières années, en non moins reluisant pôle d'attraction pour les constructions et autres extensions illicites à la faveur d'un stupide laisser-faire. Le phénomène des masures hideuses, constituant de sordides bidonvilles, s'est manifesté sur la zone surplombant ladite municipalité, dès le début de l'année 2000 où toute honte bue, des membres de réseaux spécialisés dans la vente de lopins de terre et/ou de masures, vantent leur mainmise sur des dizaines d'hectares du domaine public et forestier.

Au fil du temps, la bidonvillisation a réussi ainsi à accaparer d'immenses superficies, essayées à travers le territoire cette municipalité. Des parcelles de terre ont été ainsi détournées de leur vocation initiale pour abriter des bidon-

villes, de plus en plus nombreux, et encore plus vastes. En effet, selon le constat établi sur le terrain par 'Le Quotidien d'Oran', cette transgression à la loi a donné naissance à de véritables réseaux qui opèrent des transactions proposant des lots de terrains ou des masures à la vente. L'infraction relative au branchement illicite sur le réseau de l'électricité et celui de l'AEP par les occupants de ces masures, est devenue courante avec le temps. Les décharges sauvages, qui ont fait leur apparition autour de ces regroupements de baraques, résultant des amas d'ordures ménagères déposés par leurs occupants, ont ajouté une piétre touche supplémentaire à ce triste tableau. En réalité, c'est un secret de polichinelle pour tout un chacun, le fait que des familles venues de différentes contrées du pays, espèrent composer un ticket, qui leur ouvre le supposé droit de figurer sur la liste des bénéficiaires de logements sociaux et/ou de ceux de la résorption de l'habitat précaire, RHP. Selon les mêmes sources, les membres des réseaux cités plus haut, font miroiter sournoisement ce prétendu avantage dans le but évident de convaincre leurs potentielles victimes à acheter une baraque ou une parcelle de terre dans ces bidonvilles.

Nos interlocuteurs ont signalé également «l'installation des abattoirs clandestins de volaille, une dizaine environ, répertoriés dans cette zone et ce, avec tous les désagréments néfastes sur la santé publique».

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Mokhtari Meriem, 52 ans, Chollet
Boukhoubza Youness, 64 ans, Derb
Talha Chahinez, 32 ans, Gambetta
Bakhti Fatima, 76 ans, Hay Dhaïa

Horaires des prières pour Oran et ses environs

06 dhou el qida 1441				
El Fedjr 04h01	Dohr 13h07	Assar 16h56	Maghreb 20h27	Icha 22h05



TLEMCEM

Covid-19 : les soignants sous pression



Khaled Boumediene

Urgences saturées, personnel épuisé, insuffisance de tests PCR de dépistage du Covid-19. Tous ces manques constituent un casse-tête pour les équipes médicales et paramédicales des urgences médico-chirurgicales (UMC) de l'hôpital «Docteur Tidjani Damerdjil» en cette période de l'épidémie du coronavirus qui connaît une hausse à Tlemcen. Pour tirer la sonnette d'alarme, ces personnels soignants ont observé, en fin de semaine, un sit-in devant l'entrée des UMC. «La situation est explosive ! Depuis la fin mai, les urgences sont saturées ! Nous travaillons sous une pression énorme, à cause du nombre croissant des patients en soins intensifs. Nous recevons beaucoup de patients qui toussent, qui ont de la fièvre et qui sont traités comme des patients Covid. Nous sommes très exposés au virus, mais il n'y a pas assez de tests PCR pour nous faire dépister !», ont indiqué plusieurs agents paramédicaux des UMC de ce CHU, épuisés et débordés.

Depuis l'apparition du Covid-19, une quinzaine de médecins et infirmiers des UMC ont été atteints par le virus. «Ce qui nous inquiète le plus, c'est la hausse des contaminations de

coronavirus ces dernières semaines. Tout converge vers les UMC ! Nous recevons tous les jours des dizaines de malades des 53 communes et des wilayas du Sud-Ouest. La fermeture des services de traumatologie, de neurologie et d'autres services n'a fait qu'accroître la pression sur nous. Nous sommes éreintés !», ont-ils ajouté.

Selon ces mêmes sources, l'administration du CHU a réagi tout de suite à la demande légitime de ces employés et des tests PCR ont été pratiqués sur-le-champ sur tous ces personnels. «Les premiers tests scannographiques effectués sur l'ensemble de ces agents ont démontré qu'il n'y a pas d'image en faveur du Covid-19, mais il faut attendre aussi la réponse des résultats des échantillons envoyés à l'Institut Pasteur d'Oran qui connaît lui aussi une grande saturation puisqu'il couvre toutes les wilayas de l'ouest du pays. Il n'a pas la possibilité de réaliser tous les tests de dépistage de ces wilayas et c'est pour ça que nous enregistrons ces derniers temps un léger retard des résultats des analyses faites par cet institut. Et cela signifie que les patients doivent attendre le résultat des tests pour être hospitalisés. Plus on raccourcira le délai, mieux ce sera», a expliqué un responsable du CHU de Tlemcen.

Il faut noter dans ce cadre que plusieurs agents médicaux des services de pneumologie et de néphrologie ont été touchés par le virus. Il faut souligner que la capacité logistique des infrastructures médicales de ce service des UMC ne répond plus à l'afflux massif des patients. «Il est arrivé que des patients restent dans les couloirs et même dans l'ambulance en attendant que l'on puisse libérer un lit. La situation nous pose des problèmes car il n'y a plus où mettre des dizaines de malades qui sont souvent accompagnés de leurs proches et sont agglutinés dans des espaces étroits.

On se pose beaucoup de questions sur cette structure datant de l'ère coloniale. Ça semble fou, alors que le bâtiment des nouvelles urgences du CHU en construction depuis 2015 tarde à voir le jour ! On souhaite vivement que cette nouvelle infrastructure puisse enfin ouvrir ses portes avant la fin de l'année en cours, mais je pense que cela est impossible car il reste beaucoup à faire !», a indiqué un professeur de médecine du CHU de Tlemcen. Selon nos informations, le projet des nouvelles UMC qui devait durer trois ans n'est qu'à 50% du taux de sa réalisation, ce qui fait attendre encore les personnels soignants du CHU de Tlemcen.

CHLEF

Le problème du scanner se pose toujours à l'hôpital des Sœurs Bedj

Abbad Miloud

Lors de la récente session ordinaire festive de l'APW, les élus ont examiné la situation de l'épidémie du coronavirus. Dans son intervention, le directeur de la santé par intérim qui a évoqué l'état des lieux de la pandémie du Covid-19, notamment la stratégie de riposte adoptée, a affirmé que la wilaya de Chlef enregistre le taux de guérison le plus élevé du pays. Le président de la commission santé a rappelé le respect strict des consignes des autorités sanitaires du pays lors des funérailles et fêtes de mariage en vue d'éviter la propagation du virus.

Lors des débats, les élus ont soulevé plusieurs problèmes notamment celui des malades toujours orientés vers le secteur privé alors que plusieurs d'entre eux n'ont pas les moyens financiers

pour subvenir à leurs besoins les plus élémentaires. La paupérisation de la population est une réalité. Un élu a donné un exemple de quatre personnes de la même famille atteintes d'une maladie, il leur a été clairement signifié qu'ils doivent se rendre chez tel médecin privé pour le scanner, «celui de l'hôpital est en panne». Il précise que le montant par personne est de 8.000 DA soit un montant total de 32.000 DA pour les quatre. D'où peuvent-elles se procurer ce montant ?

Le problème du scanner à l'hôpital des Sœurs Bedj a été posé depuis des années. Des promesses ont été faites mais la solution tarde à venir. Un élu a posé le problème au ministre de la Santé lors d'une visite de travail en ces termes : «Monsieur le ministre, pour le scanner et l'IRM, ce sont les démunis qui n'en bénéficient pas...».

Le wali, dans son intervention, a affirmé que le laboratoire de biologie moléculaire génomique et bioinformatique de l'université Hassiba Benbouali situé à Bocca Sahnoun où sont réalisés des tests d'analyse de prélèvements sur des cas suspects de Covid-19 fonctionne normalement. Cela a été rendu possible, précise-t-il, grâce au sérieux dans le travail, la compétence et le dévouement dont ont fait preuve les médecins et enseignants-chercheurs qui y travaillent.

Le deuxième point pour lequel il a longuement insisté, adressé aux citoyennes et citoyens des 35 communes que compte la wilaya, est que ces derniers doivent faire preuve de plus de vigilance et de prudence et se mobiliser en observant les règles sanitaires pour passer à tout risque de contamination.

TIARET

La ville «noyée» dans les déchets



El-Houari Dirmi

Alors que le mercure s'affole avec des températures frôlant les 40° ces derniers jours, des monticules de déchets ménagers s'amoncellent aux quatre coins de la ville, faisant peser sur le chef-lieu de wilaya un grand risque de maladies.

En effet, pour des raisons qui restent inexpliquées, les services de la commune ont cessé depuis plusieurs jours de procéder à l'enlèvement des ordures ménagères. Vendredi, des quantités énormes de détritus étaient abandonnées au niveau du quartier de «Haï El Badr» et le populaire quartier de «Volani». Au quartier de «Sonatiba», au sud de la ville, les bennes à ordures ont même débordé pour déverser leur contenu nau-séabond carrément sur la chaussée sous des températures caniculaires, une situation propice à l'apparition de nombreuses maladies. Il faut dire qu'au déficit flagrant des services de voirie relevant de la commune, vient se greffer un comportement peu ci-

vilisé du citoyen qui se soucie peu de l'environnement immédiat où il vit. Et pour tenter de remédier temporairement à la situation, l'EPIC «Tiaret-Nadhafa» pare au plus urgent, en procédant à l'enlèvement H/24 des déchets ménagers selon ses moyens.

En effet, dans le cadre du plan national de veille et de riposte face au Covid-19, «Tiaret-Nadhafa» met les bouchées doubles pour éradiquer plusieurs points noirs et décharges sauvages. Pis encore, empoisonnant ses nuits depuis le début de la saison chaude, toute la population de la ville de Tiaret se plaint de l'invasion de moustiques à cause de la lutte anti-larvaire qui n'a pas été effectuée durant l'automne dernier. En effet, par des températures caniculaires, un climat suffoquant aggravé par des coupures répétitives d'eau dans plusieurs quartiers de la ville, Tiaret fait face à une impressionnante invasion de moustiques et autres bestioles, attirés par les saletés amassées aux quatre coins de la giga-cité, en perte de ses repères.

MASCARA

Arrêté après avoir forcé un barrage de la police

Belkecir Mohamed

Un véhicule a été surpris par un barrage de police à l'entrée nord de la ville. Le conducteur a refusé d'obtempérer en effectuant une manœuvre dangereuse. Il a forcé le dispositif de contrôle en dégradant la herse avant de prendre la fuite.

A quelques mètres de là, la voiture s'est immobilisée et le chauffeur a couru à travers champs pour disparaître dans

la nature. Un chargement de 948 bouteilles d'alcool en tout genre y a été retrouvé. Par la suite, le suspect, identifié, a été arrêté. Ses deux complices se trouvent en fuite.

Cette cargaison devait atterrir dans un domicile réservé au stockage de boissons alcoolisées. Après perquisition des lieux, les policiers ont retiré 720 unités d'alcool et ont arrêté le vendeur. Les deux mis en cause ont été présentés devant la justice.

Mansouri Mohammed n'est plus

Le secrétaire de wilaya de l'organisation nationale des moudjahidine (ONM) de Mascara, le moudjahid Mansouri Mohammed, est décédé hier à l'hôpital militaire régional d'Oran à l'âge de 82 ans, a-t-on appris auprès de la direction des moudjahidine de la wilaya. Le Moudjahid Mansouri Mohammed, dit "El Hadj Mansour", est décédé hier matin à l'hôpital militaire régional d'Oran, où il se soignait d'une maladie qu'il avait contractée depuis des mois.

Né en 1938 dans la ville de Sig, le défunt rejoignit les rangs de la glorieuse Révolution du 1er novembre dans la zone de Sig relevant de la Wilaya V historique en 1957 après avoir ef-

fectué une opération de fidai au centre-ville de Sig. Il participa à plusieurs combats dans les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) jusqu'à l'indépendance. Le défunt fut membre du Secrétariat de wilaya de l'Organisation nationale des moudjahidine depuis le début des années 90, avant de prendre sa tête en 2007.

La famille révolutionnaire de la wilaya de Mascara a perdu une autre personnalité révolutionnaire vendredi en la personne du regretté moudjahid Azaiz Ahmed qui fut responsable du bureau de wilaya de l'organisation nationale des grands invalides de la guerre de libération nationale.

AÏN TEMOUCHENT

Un adolescent meurt noyé

Les éléments de la protection civile de la wilaya d'Aïn Témouchent ont enregistré, vendredi, un cas de noyade et sauvé d'une mort certaine 3 autres baigneurs au niveau de la zone rocheuse de Lahfer Ladjmel, interdite à la baignade, dans la localité de Beni-Saf, a-t-on appris. Sitôt alertés, les éléments de la protection civile se sont rendus sur

les lieux du drame pour secourir, au large de la plage, quatre baigneurs originaires de Sidi Bel-Abbès et de Tlemcen, a précisé le directeur de wilaya de la protection civile, le commandant Mourad Bensalem.

Trois d'entre eux ont été sauvés alors que le quatrième, âgé de 14 ans, a rendu l'âme à l'EPH de Beni Saf, a-t-il ajouté. Pour les besoins de cette opé-

ration, une équipe de 6 plongeurs et deux embarcations semi-rigides ont été mobilisés. Il s'agit du second cas de noyade survenu dans cette wilaya durant ce mois de juin, après celui enregistré à la plage El Hilal, à Sidi Ben Adda. Les autorités locales avaient interdit l'accès total aux plages dans le cadre des mesures prises pour lutter contre le Covid-19, rappelle-t-on.

El Eubbed, berceau du savoir

El Eubbed (al'Obbad) est un village niché aux abords Est de la médina et qui s'étend latéralement sur le flanc nord-est du plateau Lalla Setti qui surplombe Tlemcen. Son nom signifie les «adorateurs» dont l'étymologie du mot âbada = adorer, témoigne de leur prédisposition à cette pratique. Ils s'y sont installés à l'ère almoravide.

Par Baghli Abdelouahab*

En effet, cette dynastie a encouragé l'inhumation des savants et saints sur les sommets des montagnes, dans tout le monde musulman occidental (Maghreb + Andalousie) (En Andalousie, ils sont devenus des ermitages). Quelques fidèles vont élire domicile auprès de leur marabout. Ce recueillement va constituer progressivement une communauté.

Notons que tout l'environnement où reposent ces saints était respecté, c'est ce qu'on appelle «El Horm» (lieu sacré, inviolable). El Eubbed était également un horm, rayonnant autour du mausolée de Sidi Abi Madyan, le célèbre savant sévillan. Il était remarquable de constater que les habitants de ces hameaux menaient une vie paisible, passionnément religieuse marquée de civilité et où l'honnêteté était de rigueur et le respect une devise.

Ce horm avait deux fonctions :

- Un lieu d'inviolabilité
- Un habous

1) LE HORM ENCEINTE INVOLABLE PAR RESPECT RELIGIEUX

Les disciples du cheikh Sidi Abi Madyan avec le concours des savants de cette époque, en témoignage et en reconnaissance pour leur maître, avaient institutionnalisé le horm dans un but d'une part pour sauvegarder la dignité et l'intégralité des personnes victimes de l'arbitraire des lois despotiques des gouvernants et d'autre part, créer des institutions du savoir pour enseigner les sciences. Cette conception auguste émanait des recommandations de la loi divine, mais également des modèles existants dans le monde arabo-islamique, comme par exemple ceux du Maroc : le horm de Moulay Idriss El Akbar à Zerhoun et le second de Moulay Idriss El Asghar à Fez.

Le horm ou «paradis des opprimés» accueillait sans distinction toute personne, savante ou ignorante, riche ou pauvre qui était menacée ou poursuivie, fuyant les dangers, injustices ou intrigues des gouvernants. En franchissant simplement une de ses frontières, le fugitif se trouvait en pleine sécurité dans cette enceinte inviolable. Aucune autorité ne pouvait se hasarder à le récupérer par crainte de heurter la colère divine.

Al'origine, le horm s'étendait sur un espace très vaste dont les contours étaient bien définis :

Au nord d'El Eubbed, il y avait un canton qui s'appelait el âadoutaine.

Au-delà vers le nord-est, l'est et le sud-est, on trouve de nos jours des bâtisses de postes de contrôle bordj (tour) comme bordj El Andalou, bordj El Moubbel puis bordj Ben Diaf jusqu'au dernier bordj Benalkhatar qui dominent les cascades d'El Ourit.

Du sud au sud-ouest, des riats (espaces réservés) sont connus comme riat El Âattar, Abou Zohr et Seffarine qui sont liés aux lieux historiques : Reb'weth el Euch'cheq et El Hartoun.

A l'ouest, un fameux hameau Maghoutha (Ighatha, qui laisse entendre un lieu de secours), lié avec Riad El Hammar ou caravansérail qui à son tour avoisinait Mawan (Mouna) endroit d'aide ou provision, lequel enfin rejoignait el âadoutaine sus-cité au nord.

D'autres bordjs en ruine demeurent inconnus. Dans cette large enceinte, on trouve de vieux lieux culturels à l'exemple de Sidi Brahim Nâar restauré autrefois par la France en une petite école, Abou El Âala, Ridjel El Kemmed, les ruines d'une mosquée de Sidi El Houari d'Oran, Sidi Âabbed, Sidi Bilel El Habachi parmi d'autres Darehs, ainsi que d'autres ruines historiques sur lesquelles il manque des détails.

D'El Eubbed Es'seffli (inférieur), il ne reste qu'un minaret et deux mausolées royaux des Banou Ziane, dénués de tout décor et d'autres sépultures qui doivent être identifiées à l'avenir.

Ce horm, véritable contre-pouvoir, dans cette partie d'El Maghreb El Aousat, a été un véritable centre d'humanisme où de nombreux innocents, «réfugiés politiques» ont échappé à une condamnation injuste. Les conditions d'existence et d'ambiance humaine n'y manquaient pas : la charité, la solidarité, le dévouement des habitants, la hauteur, l'air pur, la verdure, l'abondance de l'eau et les demeures variées qui les accueillaient procuraient aux réfugiés une ambiance de vie adéquate. Parmi ces réfugiés de grands maîtres s'étaient succédés, durant toute la longévité de ce horm d'excellence, et avaient contri-

bué à son développement et même enrichi les branches du savoir au niveau des habous.

Les gouvernants et monarques successifs l'avaient protégé au fil du temps, sans aucune profanation connue. Mais hélas, les bouleversements, les événements chaotiques à l'origine du déclin des Zyânides ont engendré indifférence et laxisme ce qui va contribuer graduellement à effacer son rôle de havre de paix et de pourvoyeur des sciences.

Progressivement, il va se rétrécir pour ne se limiter qu'à un chemin partant d'Ain Wazoutha et qui va se prolonger le long d'une ruelle limitant à droite la mosquée de Sidi Boumédienne. Plus tard, seule cette rue est demeurée comme espace inviolable, avant sa totale disparition.

Son extinction correspond à la conquête française. Il n'en reste plus désormais qu'un mythe qui témoigne de l'humanisme de nos ancêtres dont le degré de civisme était bien au-delà des nations de l'époque.

Une aïeule et une tante maternelle, nommée Razzia, nous ont témoigné qu'à l'aube de la conquête française, des familles entières s'étaient réfugiées dans ces lieux pour échapper aux dangers attendus.

2) LE HABOUS ET SES RESSOURCES

Le habous possède des bâtisses d'utilité publique : moulins, huileries, fours, bains, fondouks, habitations ainsi que des exploitations agricoles. D'autres ressources alimentent sa trésorerie : par les sultans, les mécènes, les personnes riches de régions immédiates ou éloignées qui faisaient des dons d'argent ou en natures témoignant ainsi leur dévotion à Dieu et au saint.

Seules les indications du habous «Sidi Abi Madyan» sont encore gravées sur un marbre fixé au pilier de la mosquée où figurent les détails hypothétiques de biens immobiliers payés par le sultan et destinés à ce habous.

Hormis cette trace, nous ignorons les donateurs qui les avaient précédés ou leur avaient succédé car généralement ils exerçaient dans l'anonymat. Ce habous avait un rôle humanitaire à la fois religieux et scientifique.

La mosquée d'une belle architecture était un lieu de culte très prisé où se sont succédés pour les prières, sultans, princes, savants et autres. Pour les Tlemceniens et autres adeptes du grand Saint, il était admis d'accomplir au moins une prière dans sa vie dans cette mosquée.

Plus tard d'autres édifices conformes aux besoins d'alors avaient connu le jour. Il s'agit de lieux de savoir notamment la splendide medersa avoisinante, totalement réalisée dans un style andalou, la seule conservée à nos jours et qui exalte un passé prodigieux. On y trouve plusieurs commodités de résidence : chambres et dépendances d'internat, salles de cours, dont la plus importante montre au niveau de son dôme un panorama du ciel, donc un campus avec une ambiance idéale pour l'enseignement. Les recteurs, les grands maîtres, les savants des vagues successives des émigrés venus d'Andalousie, de différentes confessions, connus pour avoir donné un éclat culturel dans leur pays d'origine ou au Maghreb, les réfugiés «politiques», un nombre d'exilés venus d'un peu partout du monde musulman avaient été pris d'envie de rejoindre à leur tour cette agglomération scientifique d'excellence pour donner des cours concernant l'enseignement théologique, mais aussi les sciences profanes, mathématiques, médecine, astrologie...

Citons, parmi les grands maîtres qui y ont professé, les Ibn Marzouk, Ibn Khaldoun, Ibn Zekri et tant d'autres dans toutes les branches de savoir. Les étudiants venaient des quatre coins du monde, il y avait des musulmans, des chrétiens, des juifs. Sont sorties de cette grande université des élites nombreuses qui vont professer après avoir obtenu le ou les Djaiza, à travers l'Occident chrétien et l'Orient musulman. Des indices de leurs œuvres, décelables dans des universités comme celles d'El Azhar, Zitouna et El Karaouiyyine témoignent de leur niveau intellectuel.

L'utilisation des revenus habous avaient plusieurs destinations de dépenses : les professeurs, les réfugiés émigrés, les «réfugiés politiques», les boursiers, le personnel, l'entretien, les besoins alimentaires, l'équipement et même des constructions nouvelles à caractère d'investissements. Toute cette gestion était confiée par un gérant appelé nadir el ahabss. Les Ibn Marzouk, famille d'éli-



tes savantes, l'avaient géré durant plus de deux siècles et demi. En dernier lieu, sa gestion fut assurée par Si Bessaâd Mohamed avec ses fils qui lui avaient succédé jusqu'à l'occupation française. Après quoi le habous devint propriété domaniale entière de l'Etat français.

Selon nos aïeux, l'estimation des apports de cette fondation atteignait la valeur d'une livre d'or par jour.

LES FESTIVITES DU HORM

Les familles tlemceniennes avaient coutume depuis plus de sept siècles de se rendre les deuxièmes journées de l'Aïd El Fitr et de l'Aïd El Adha à Sidi Boumédienne pour se prosterner dans la koubba où est enterré le vénéré saint, pour baiser le tombeau sacré du célèbre ouali et prier pour l'obtention d'une certaine félicité aux membres de la famille.

La fête du Mawlid Ennabaoui revêtait un caractère bien plus particulier, il y avait une ambiance qui rappelle celle des carnivals mais fêtée sur un mode religieux. Le côté économique s'y greffait bien évidemment.

A Ain Wazoutha, qui est une large esplanade, s'installait une kermesse : des marchands y vendaient des boissons fraîches, confiseries, d'autres proposaient des variétés de jeux et distractions infantiles. Quelques-uns exposaient des oiseaux rares domestiqués. Des charmeurs de serpents, troubadours et dresseurs de singes, ours, gazelles, chameaux.

A partir de ces étalages sédentarisés, commençait une procession cosmopolite qui s'acheminait en transe le long de cette allée sanctuarisée jusqu'au tombeau du grand Saint. Ils déambulaient en groupes hyper-motivés issus des confréries religieuses tel les Aïssaoua, Taïbyin, G'nawa et Hamdawa, vêtus de kachabas de couleur blanche. Ils chantaient en transe des louanges et dansaient sur des rythmes appropriés à leur secte, au moyen d'instruments comme les tambours, les claquettes, le ghaïta, les guellal, les t'bela et les bendayer.

La confrérie des Aïssaoua constituait la principale attraction de par leurs exhibitions surnaturelles, galvanisées par les sons des clarinettes et des tambourins, tel par exemple l'usage par un membre d'une longue barre de fer incandescente, promenade sans barguigner sur les diverses parties de son corps réfractaire aux brûlures, indemne de toute souffrance ; ou par des séances d'hypnotisme ou encore l'emploi d'un large sabre à lame effilée dont la pointe sera enfoncée stoïquement dans le cou, ou encore se frapper à coups redoublés sur les bras et les jambes avec le tranchant de cette lame.

Les G'nawa précédés par un taureau noir avançaient en se dandinant selon des danses du Soudan, scandées au rythme des castagnettes métalliques, des mandolines, des violons monocordes et de petits tambours. Arrivés à la koubba, ce taureau était immolé.

Pendant la deuxième guerre mondiale, le chef des G'nawa s'est présenté comme d'habitude chez le sous-préfet de la ville de Tlemcen pour l'obtention de l'autorisation destinée à couvrir leur festivité folklorique annuelle. Ce à quoi lui rétorque le responsable : «Blanco ymout oua faradji ydir fechta»

Des groupes sportifs (riyada) issus de la confrérie du cheikh Sid Ahmed Benmoussat en tenues multicolores présentaient des exhibitions impressionnantes de gymnastique harmonisée et de pyramide. Parmi les participants, il y avait aussi des groupements venus de contrées éloignées, habillés de leurs tenues traditionnelles, montés sur de superbes pur-sang.

Il y avait même des Gitans espagnols qui participaient à cette fête. Ces bohémiens vivaient en familles et se déplaçaient en charrette et en carrosse. Parmi elles, des familles venaient avec un esprit de pieuse intention pour vénérer et honorer la mémoire de ce savant andalou. Elles s'installaient d'abord autour du point d'eau du mausolée de Sidi Abou Ishaq. Leurs comportements étaient rudes et leurs coutumes étaient mystérieuses. Leurs femmes, habillées de robes longues et accompagnées de leurs maris et enfants, montaient respectueusement la pente menant au mausolée du savant andalou, en tenant des chandelles allumées et en chantant des airs sentimentaux de flamenco (de l'arabe : el fen el kamil).

De temps à autre, tous acclamaient «holé» s'apparentant probablement au mot Allah, exprimant une certaine délivrance d'un tréfonds réprimé. Leur étrange culte ne semblait pas être de nature chrétienne, mais plutôt musulmane, imprégné par l'amour de la patrie perdue et marqué par les séquelles de l'inquisition subie par leurs ancêtres avec bien sûr toute l'amertume du déclin et de déracinement de leur mère patrie, l'Andalousie, d'où cette rudesse comportementale. Aussi à la question des habitants d'El Eubbed qui les interrogeaient le pourquoi de cette cérémonie à Sidi Boumédienne, ils se contentaient de répondre que «ce saint homme est à nous et de chez nous !».

Toute cette foule compacte de pèlerins avançait par sectes groupées autour de leurs bannières multicolores ; endiguées par les berges humides, pour arriver jusqu'à la koubba où repose Sidi Boumédienne, soutenue par les «youyous» des femmes qui fusent sans cesse dans l'air pur en signe de communion et d'allégresse.

Les spectateurs étaient très nombreux, on pouvait y rencontrer des visiteurs venus de tout le Maghreb ainsi que des Européens. Des hommes, des femmes, des jeunes filles, des enfants en costume de fête se promenaient sur le parcours les menant d'Ain Wazoutha au mausolée de Sidi Abi Madyan. Un mouvement très dense et animé était constaté. L'ambiance était foraine, la joie et la gaité remplissaient les cœurs. C'était convivial, ce plein d'ambiance revigorait les âmes pour des semaines.

Ce ne sont que des traces rudimentaires ancestrales qui jaillissent encore de notre mémoire et qui ont disparu depuis l'introduction du wahhabisme. On est appelé, conscience historique oblige, à en faire un sujet d'investigation pour dévoiler sa valeur mnésique, voire des secrets pouvant s'avérer bénéfiques pour l'humanité car il ne s'agit ici que des généralités.

Pour mémoire, le récit historique de ce lieu est décrit dans les poésies d'Ibn M'Sayeb et Ibn Abdallah entres autres.

Cette manifestation cosmopolite est matérialisée par un tableau du grand peintre Hemch.

* Docteur

Des drones aux caméras, les plages espagnoles s'adaptent au virus



Par Daniel Bosque

Un drone survole la plage de Lloret de Mar, où des cordons délimitent désormais des espaces réservés aux différents âges. La pandémie est sous contrôle en Espagne mais les stations balnéaires se préparent à cohabiter avec le virus tout l'été. "Il s'agit de concilier confort et détente tout en se trouvant dans un environnement sûr", explique Jaume Dulset, le maire de cette commune de 37.000 habitants, à 70 kilomètres au nord-est de Barcelone. Alors que l'Espagne a été l'un des pays les plus affectés par la pandémie, avec plus de 28.300 décès, cette station de la Costa Brava veut rassurer les touristes, qui peuvent revenir depuis la réouverture des frontières dimanche dernier. Les plages principales de Lloret, habituellement emplies l'été, ont été divisées par tranches d'âge.

Des caméras dotées de capteurs détectent le niveau d'occupation de chaque zone que les usagers peuvent vérifier sur une application. Le personnel municipal a été renforcé afin de lutter contre tout comportement inapproprié. Un drone est chargé de détecter les rassemblements et d'inciter les estivants, via un message préenregistré, à maintenir les distances de sécurité... Un système a même été conçu pour pouvoir réserver son espace sur la plage mais n'a pas encore été mis en service. "Pourvu qu'on doive le faire", s'amuse à dire le maire de Lloret de Mar, station habituellement prisée des Français et des Britanniques.

«ENCORE TRÈS PEU DE GENS»

Car si le soleil est déjà brûlant, seule une poignée de baigneurs ont installé chaises longues et serviettes sur la plage principale, qui peut accueillir quelque 15.000 personnes. "Normalement, c'est déjà plein (à cette période). Il y a encore très peu de monde et il est facile de garder ses distances", explique José Maria Quicio, un retraité de 78 ans, venu avec sa femme Olga Ferrer, 81 ans. Le couple a mis ses chaises pliantes à quelques mètres du rivage, près de cordes rouges délimitant l'espace réservé aux plus de 70 ans. "C'est notre zone", dit Olga, qui vient d'aller se tremper dans l'eau. "Ca

nous fait nous sentir plus en sécurité, on y est très bien, mieux qu'avant", insiste-t-elle. À une cinquantaine de mètres, se dresse le poste du secouriste qui, malgré la chaleur, arbore un masque en tissu sous ses lunettes de soleil. Cet été, il devra aussi s'assurer que les distances sont bien respectées et désinfecter fréquemment les toilettes et les installations de premiers secours. "Notre principal objectif, c'est que personne ne se noie. Mais nous devons aussi participer au reste" des tâches, explique le coordinateur des secours, Joel da Silva. Le plan municipal prévoit également des mesures dans les restaurants, les hôtels ou les discothèques et a même financé la formation en sécurité sanitaire et hygiène de 8.500 salariés. "Il y a beaucoup d'incertitude, mais (...) nous sommes prêts à accueillir les touristes, nous les attendons les bras ouverts, on espère sauver la saison", reconnaît le maire.

RÉSERVATION SUR UNE APPLICATION

Comme Lloret, de nombreuses municipalités du littoral espagnol, qui compte près de 8.000 kilomètres de côtes, ont élaboré des stratégies pour éviter les attroupements sur leurs plages très prisées des Espagnols comme des estivants du nord de l'Europe. Les mesures sont multiples et variées : du contrôle de l'occupation de la plage par des capteurs à la fermeture des accès en cas de dépassement de la capacité autorisée, en passant par l'interdiction des jeux qui occupent beaucoup d'espace ou la désinfection des chaises longues et des parasols. "La façon dont nous pourrions aller à la plage cet été a changé, mais cela ne veut pas dire que nous n'allons pas en profiter", affirme dans une vidéo promotionnelle la mairie de Benidorm, destination du sud-est espagnol très populaire parmi les Britanniques. Les deux principales plages y ont été divisées en parcelles de quatre mètres carrés que les baigneurs devront réserver à travers une application. Le système n'est cependant pas encore nécessaire, en raison de la faible affluence de visiteurs dans la ville de 67.000 habitants qui, en 2019, avait enregistré 16 millions de nuitées d'hôtel. (AFP)

Microsoft va fermer la quasi totalité de ses magasins dans le monde

Certains étaient temporairement clos pour cause de pandémie, ils ne rouvriront pas faute de modèle économique: Microsoft a annoncé vendredi qu'il allait fermer la quasi-totalité de ses magasins dans le monde, l'essentiel de ses ventes se faisant désormais sur internet. "Nos ventes ont progressé en ligne à mesure que notre catalogue de produits s'est étoffé de nombreuses offres numériques, et notre super équipe a démontré sa capacité à servir nos clients au-delà des lieux physiques", a précisé David Porter, le vice-président du groupe en charge des enseignes, dans un communiqué. Plus de 80 magasins vont être fermés, a fait savoir l'entreprise. Les "Microsoft Experience Centers", où les visiteurs peuvent tester les produits de la marque, vont rester ouverts. Ceux de Londres, New York et Sydney vont être "ré-imaginés". Le géant de l'informatique estime que ses sites internet de vente, y compris Xbox et Windows, sont visités par plus de 1,2 milliard de personnes tous les mois dans 190 marchés.

Le nombre d'employés affectés par cette décision n'était pas disponible immédiatement. "Nos équipes vont



continuer à servir nos clients depuis nos bureaux ou depuis chez eux et nous allons continuer à développer notre équipe diverse", a détaillé David Porter dans une note sur LinkedIn, le réseau professionnel qui appartient au groupe. Il s'est félicité de la flexibilité des employés, qui ont passé le confinement à faire des formations pour les entreprises, les institutions et les écoles, ou à répondre aux

questions des clients par téléphone. Microsoft compte désormais investir dans les tutoriels, appels vidéo et autres outils de soutien à ses clients et partenaires en ligne. La société de Redmond a indiqué qu'elle ferait une provision de 450 millions de dollars pour couvrir en particulier les dévalorisations d'actifs. Cette charge sera inscrite aux comptes du trimestre en cours (clos le 30 juin).

Brésil: sommé de porter un masque, Bolsonaro fait appel



Le président brésilien Jair Bolsonaro a fait appel vendredi de la décision d'un juge l'obligeant à porter un masque de protection en public en raison de la pandémie de coronavirus. Dans son recours, l'Avocat Général de l'Union (AGU), qui représente les intérêts de l'Etat brésilien, argumente que l'arrêt rendu lundi par le magistrat Renato Borelli n'était "pas nécessaire", le port du masque ayant déjà été rendu obligatoire par décret dans le District Fédéral de Brasilia. Ce magistrat avait jugé recevable la re-

quête d'un avocat fustigeant la "conduite irresponsable du président" face au coronavirus, qu'il a minimisé et qualifié de "petite grippe". S'il ne porte pas de masque dans un lieu public, M. Bolsonaro est passible d'une amende de 2.000 réais (environ 340 euros), a stipulé le juge. Depuis cette décision judiciaire, le chef de l'Etat s'est fait relativement discret, avec peu d'apparitions publiques. Il portait néanmoins un masque à chaque fois, y compris en dehors de Brasilia, comme vendredi dans le Ceara (nord-est), où il inau-

gurait un tronçon de canal sur le fleuve Sao Francisco. L'AGU a précisé que ce recours ne visait en aucun cas à exempter M. Bolsonaro de l'obligation du port du masque, mais que l'objectif était de s'assurer que le président était traité comme tout autre citoyen. "La règle obligeant le port du masque existe déjà dans le District Fédéral.

Cette ingérence du pouvoir judiciaire n'était pas nécessaire", a expliqué à l'AFP un porte-parole de l'AGU. Auparavant, Jair Bolsonaro est souvent allé à la rencontre de ses partisans pour des bains de foule, la plupart du temps sans porter de masque. La semaine dernière, l'ex-ministre de l'Education Abraham Weintraub s'était vu infliger une amende de 2.000 réais pour être allé à la rencontre de militants pro-Bolsonaro sans masque à Brasilia. Le président Bolsonaro a entretenu des relations très tendues avec le pouvoir judiciaire ces derniers mois, notamment avec la Cour suprême, qui a autorisé l'ouverture d'une enquête contre lui pour ingérence dans des enquêtes policières visant ses proches. Mais il a adopté un ton moins belliqueux depuis une semaine, prônant notamment la "paix" et la "tranquillité" jeudi, lors d'une cérémonie solennelle en présence de nombreux responsables du pouvoir judiciaire.

Mexique : 14 cadavres découverts sur une route

Quatorze cadavres ont été découverts vendredi sur une route du nord du Mexique, où opèrent des gangs liés au crime organisé, ont annoncé les autorités locales. "Le parquet a confirmé que les corps découverts ce matin sont au nombre de 14", a indiqué dans un communiqué le gouvernement de l'Etat de Zacatecas. Roulés dans des couvertures, les corps avaient été repérés à l'aube par des automobilistes sur une route de la commune de Fresnillo. Selon le procureur local, Francisco Murillo, quatre corps ont d'ores et déjà été identifiés. Il s'agit de quatre hommes originaires d'une localité située à 150 kms de Fresnillo et "signalés disparus il y a quelques jours". L'Etat de Zacatecas est situé sur une des principales routes de transport de drogue à destination des Etats-Unis.

Selon les experts, au moins trois groupes criminels locaux, ayant des liens avec les puissants cartels de Sinaloa et "Jalisco nouvelle génération",



se disputent le contrôle de ce territoire. Malgré la progression de la pandémie de coronavirus au Mexique, la violence n'a pas faibli. Mercredi, seize personnes ont été tuées dans des affrontements entre gangs rivaux de narcotrafiquants à Tepuche, une communauté rurale de l'Etat mexi-

cain de Sinaloa (nord-est). Vendredi, le responsable de la sécurité de la ville de Mexico, Omar Garcia Harfuch, a été blessé par balles dans une attaque de narcotrafiquants qui a fait trois morts. M. Harfuch a montré du doigt le cartel de "Jalisco nouvelle génération".

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MASCARA
AGENCE DE WILAYA DE GESTION ET DE REGULATION FONCIERE URBAINE
Numéro matricule fiscal : 098929010000345

Avis d'appel d'offre ouverte
N° 1/2020

L'agence de wilaya de gestion et de régulation foncière urbaine de la wilaya de Mascara lance un avis d'appel offres ouvert pour les **prestations de maintenance, nettoyage et entretien des parties communes des 60 logements promotionnels –zone 12 – commune de Mascara.**

Les soumissionnaires intéressées et ayant l'activité principale entreprise de nettoyage d'entretien et de désinfection « code 606201 » peuvent retirer le cahier des charges contre le versement de **trois mille (3.000,00) dinars** représentant les frais de reproduction auprès de la direction de l'agence foncière de wilaya, cité administrative wilaya de Mascara.

Les offres accompagnées obligatoirement des pièces et documents en cours de validité à savoir :

a)- La première enveloppe contenant le dossier de candidature et comprenant les pièces suivantes :

- La déclaration de candidature
- La déclaration de probité
- La liste des moyens humains et d'encadrement technique nominative appuyée de l'état des effectifs déclarés à la CNAS en cours de validité
- La liste des moyens matériels, appuyée de toutes pièces justificatives (cartes grises, factures, et copie d'assurance en cours de validité et ou P.V de huissier)
- La liste des références professionnelles; (dument justifiée par des attestations de bonne exécution délivrées par les maîtres d'ouvrages)
- Une copie du registre de commerce dans le domaine.
- Une copie de la carte d'immatriculation fiscale (N I F)
- Un extrait du casier judiciaire du signataire de la lettre de soumission en cours de validité
- Une copie des bilans fiscaux des trois derniers exercices, dûment visés par les services fiscaux ;
- Une copie des mises à jour CNAS, CASNOS, + l'extrait de rôle (en cours de validité)
- Copie du certificat de dépôt des comptes sociaux auprès des services du CNRC pour ce qui concerne les SARL, EURL et SNC

b)- La deuxième enveloppe de l'offre technique :

Comprenant les pièces suivantes :

- Une déclaration à souscrire (dûment signée)
- Le présent cahier des charges portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté »
- Une mémoire technique justificative

c)- La troisième enveloppe contenant l'offre financière comprenant les pièces suivantes :

- La lettre de soumission (dûment signée)
- Le bordereau des prix unitaires (dûment signé)
- Le devis quantitatif et estimatif (dûment signé)

Les offres doivent être déposées au siège de l'agence foncière de wilaya, cité administrative wilaya de Mascara en trois enveloppes séparées portant l'une, la mention « **dossier de candidature** », la deuxième la mention « **offre technique** » et la troisième la mention « **offre financière** » sous un pli cacheté anonyme et portant la mention suivante : « **avis d'appel offres ouvert n° 1/2020 – A ne pas ouvrir – prestations de maintenance, nettoyage et entretien des parties communes des 60 logements promotionnels –zone 12 – commune de Mascara** »

Le délai de préparation des offres est fixé à **10 jours** à compter de la date de la première parution de cet avis dans la presse nationale.

La date et heure limite de dépôt des offres est fixée au dernier jour correspondant à l'expiration de la durée de préparation des offres à 12h00'

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée égale à la durée de préparation des offres augmentée de trois mois

Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis qui siégera en séance publique, le dernier jour de la durée de préparation des offres à 14h00' au siège de l'agence de wilaya de gestion et de régulation foncière urbaine de Mascara.

Le Directeur

ANEP N° 2031100324 Le Quotidien d'Oran 28/06/2020

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MASCARA
AGENCE DE WILAYA DE GESTION ET DE
REGULATION FONCIERE URBAINE
Numéro matricule fiscal : 098929010000345

2ème Avis d'appel d'offre ouverte
N° 1/2020

L'agence de wilaya de gestion et de régulation foncière urbaine de la wilaya de Mascara lance un deuxième avis d'appel d'offres ouvert pour la **mission de la commissariat aux comptes des exercices 2020, 2021 et 2022.**

Les experts comptables et les commissaires aux compte intéressés par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges contre un paiement de **1.000,00 DA** auprès de la direction de l'agence foncière de wilaya, cité administrative – wilaya de Mascara.

Les offres accompagnées obligatoirement des pièces et documents en cours de validité à savoir :

Dossier de candidature :

1. La déclaration de candidature;
2. La déclaration de probité ;
3. Une copie de la carte d'immatriculation fiscale (NIF);
4. Un extrait du casier judiciaire lorsqu'il s'agit d'une personne physique et du gérant ou le directeur général de la société lorsqu'il s'agit d'une société ou un groupement du société en cours de validité
5. Des attestations de bonne exécution délivrées par les services du maître d'ouvrage.
6. Une copie de l'extrait de rôle en cours de validité
7. Une copie des mises à jour CNAS, CASNOS (en cours de validité).
8. Une copie de l'agrément en cours de validité.
9. Justification du siège à Mascara. (contrat de location ou acte).

Offre technique :

1. La déclaration à souscrire;
2. Le présent cahier des charges paraphé par le soumissionnaire portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté »;
3. Une mémoire technique justificative.

Offre Financière :

1. La lettre de soumission ;
2. Le bordereau des prix unitaires.
3. Devis quantitatif et estimatif.

Les offres doivent être déposées au siège de l'Agence Foncière de Wilaya, cité administrative wilaya de Mascara en trois enveloppes séparées portant l'une, la mention « **dossier de la candidature** », la deuxième mention « **offre technique** » et la troisième mention « **offre financière** » sous un pli cacheté anonyme et portant la mention suivante : « **avis d'appel d'offres ouvert – A ne pas ouvrir – mission de commissariat aux comptes des exercices 2020, 2021 et 2022.** »

Le délai de préparation des offres est fixé à **21 jours** à compter de la date du la première parution de cet avis sur un quotidien national.

La date et heure limite de dépôt des offres est fixée au dernier jour correspondant à l'expiration de la durée de préparation des offres à 12h00'

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée égale à la durée de préparation des offres augmentée de trois mois.

Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis qui siégera en séance publique, le dernier jour de la durée de préparation des offres à 14h00' au siège de l'Agence de Wilaya de Gestion et de Régulation Foncière Urbaine de Mascara.

Le Directeur

ANEP N° 2031100325 Le Quotidien d'Oran 28/06/2020

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MASCARA

DIRECTION DE L'URBANISME, DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

En application des dispositions des articles 78, 79, 80 et 82 du décret présidentiel N° : 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics, la Direction de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction de la Wilaya de Mascara informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'Avis d'Appel d'Offres, paru le **12/05/2020** aux quotidiens nationaux : **Le Quotidien d'Oran** et الجمهورية portant intitulé : **Intitulé : VRD Primaires et Secondaires. Lot N° 01 : Voirie. Lot N° 02 : Assainissement + AEP ; Site 1000 logements (LV) + 688 logements (LPL) Medber à Mascara (2ème partie) - Que l'attribution provisoire a été faite comme suit :**

Lots	Entreprise	Montant de soumission	Montant soumission corrigé	Montant de l'attribution	Délai	Note TECH	Critères d'attribution
Lot N° 01 : Voirie	BENAIRIA Abdelkader	30.688.187,00	30.688.187,00	30.688.187,00	05 Mois	54.00	Ayant satisfait aux conditions du cahier des charges
Lot N° 02 : Assainissement + AEP	BENDJABER Attou	27.018.211,50	27.018.211,50	27.018.211,50	03 Mois	71.00	Ayant satisfait aux conditions du cahier des charges

Tous les soumissionnaires désirant formuler un recours devront le faire auprès de la Commission des marchés publics dans les 10 jours à compter de la parution du présent avis dans la presse nationale. Tous les soumissionnaires qui sont intéressés de se rapprocher du service contractant au plus tard trois 03 jours à compter du premier jour de la publication de l'avis d'attribution provisoire à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation technique et financière de leurs offres.

La Directrice

ANEP N° 2031004363 Le Quotidien d'Oran 28/06/2020

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE RELIZANE
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE
SERVICE DE L'ANIMATION LOCALE

NIF : 098448015004823

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°09 /DAL/SAL/BMP/2020

Opération: acquisition des packs alimentaires pour les familles nécessiteux affectées par les mesures de confinement.

-Le Wali de La Wilaya de Relizane – Direction de l'Administration Locale – lance un Avis d'Appel d'Offres National ouvert avec exigence de capacités minimales pour l'acquisition des fournitures scolaires au profit des enfants nécessiteux.

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis, peuvent retirer Le cahier des charges auprès de la Wilaya d'Oran – Direction de l'Administration Locale – Service de l'animation locale - contre le paiement auprès de la Trésorerie de la wilaya la somme de 2.000.00 DA.

Les soumissionnaires accompagnées obligatoirement des pièces et documents légalisés et en cours de validité, exigées par le cahier des charges, contiendront trois (3) enveloppes séparées, l'une dite offre technique la deuxième dite dossier de candidature et l'autre dite l'offre financière, fermées et cachetées dans une enveloppe extérieure fermée et anonyme portant la mention suivante :

A MONSIEUR LE WALI DE LA WILAYA DE RELIZANE

- DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE-

« Soumission à ne pas ouvrir »

**Avis d'Appel d'Offres National ouvert avec exigence de capacités minimales
N°09 /DAL/SAL/BMP/2020**

Opération : acquisition des packs alimentaires pour les familles nécessiteux affectées par les mesures de confinement.

a. Au titre du dossier de candidature

- 01-la déclaration de candidature, jointe en annexe, renseignée, datée et signée,
- 02-la déclaration de probité, jointe en annexe, renseignée, datée et signée,
- 03-la copie de l'extrait du registre de commerce en domine objet cahier des charges.
- 04-la copie des statuts de la société, si soumissionnaire personne morale (E.U.R.L, S.A.R.L, S.N.C OU S.P.A),
- 05-le document justifiant de la délégation de signature,
- 06-les copies des bilans financiers des trois dernières années financières, étayés par les comptes de résultats, certifiés par un commissaire au compte agréé et visés par les services fiscaux compétents,
- 07-l'attestation de fabricant, d'importateur, de distributeur - grossiste ou de revendeur, validée par la chambre de commerce et de l'industrie territorialement compétente,
- 08-la lettre d'engagement concernant les délais de livraison,
- 09-l'extrait du casier judiciaire n°3 en cours de validité (celui du soumissionnaire si personne physique, celui du gérant ou du directeur général si société),
- 10-la copie de la carte d'identification fiscale.
- 11-le certificat de conformité des fournitures proposés,
- 12-les copies des attestations de mise à jour de paiement des cotisations C.A.S.N.O.S et C.N.A.S,
- 13-la copie de l'extrait de rôle apuré, échéancier ou sursis de paiement en cours de validité,
- 14-la copie du récépissé attestant du dépôt des comptes sociaux auprès du C.N.R.C, si soumissionnaire personne morale,

Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et, en tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.

b. Au titre de l'offre technique

- 15-la déclaration à souscrire, jointe en annexe, renseignée, datée et signée,
- 16-le mémoire technique descriptif,
- 17-le présent cahier des charges, avec l'ensemble de ses pages paraphées, revêtu de la signature et du cachet du soumissionnaire en pages 10 et 18 porté la mention « lue et accepté » manuscrit.

c-Au titre de l'offre financière

- 17-la lettre de soumission, jointe en annexe, renseignée, datée et signée,
 - 18-le bordereau des prix unitaires (B.P.U), daté et signé,
- N.B : Outre l'opportunité de vérifier par tout moyen légal l'authenticité des documents fournis, l'administration se réserve le droit :

- de dépêcher in-situ une équipe à l'effet d'inspecter les locaux et moyens des soumissionnaires retenus afin de s'assurer de leurs capacités réelles;
- d'exiger de soumissionnaire - attributaire de remettre d'autres pièces (y compris celles originales).

La durée de préparation des offres est fixée à dix (10) jours à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des quotidiens ou au BOMOP.

L'heure limite de dépôt des offres est fixée de 08h à 13h30 le dernier jour de la durée de préparation des offres.

La durée de validité des offres est fixée à 90 jours à compter de la date de dépôt des offres.

L'ouverture des plis sera publique et se tiendra au siège de :

NOUVEAU SIEGE DE LA WILAYA DE RELIZANE – DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE-

Le jour correspondant à la date de dépôt des offres à 14h00 et cet avis sera considéré comme une invitation pour les soumissionnaires.

LE WALI,

APARTEMENTS

■A vendre Appart F3 - 3 façades - 72 m² - Toutes commodités - en plein Boulevard Akid Lotfi (ORAN) - en face Joy - Tél : 0540.48.59.75

■Vente d'un Appartement F4. Cuisine. Salle de bain. WC. Balcon + une Terrasse individuelle. Couloir - Surface 120 m² 90 au 1^{er} étage situé au centre-ville de la commune d'ORAN Rue de l'Artillerie parallèle du cinéma Colisée vers la Rue Khemisti - Tél : 0796.47.24.12

■Vends Studio - Acté - à ORAN à côté du Front de mer. 1^{er} étage. Refait à neuf et moderne : Une Chambre. Cuisine. SDB - Eau H24 - Douche. Grand Balcon. Immeuble calme - Prix Off. : 620 - Tél : 0558.97.75.61 - 0697.78.63.86

■A vendre grand F5 - Sup. 141 m² - 02 WC + 2 Salles de bain + Ascenseur - 4^{ème} Périphérique - Bloc calme et propre - Tél : 0779.21.04.15 - 0540.29.00.47

■Echange Appartement à ORAN - 160 m² - 5 Pcs + Cuis. + SDB au 2^{ème} étage d'un immeuble de 4 étages Place Sébastopol - 28 Rue Benzerdjeb - contre Appartement plus petit à ORAN centre-ville 1^{er} étage - Tél de 13 h à 20 h au : 0663.12.43.21

■Vends F2 aménagé en 2 Studios + Local commercial au 22, Rue Lourmel - ORAN centre-ville - Prix : 550 U - Contacter : 0550.20.83.97

■Loue : F3 luxe Seddikia. 1^{er} (4 U) - F3 Cité Lescure. 10^{ème} (2 U) - F4 Rue Mohamed Khemisti. 4^{ème} (5 U) - F5 + Garage Extension Canastel. 6^{ème} (7 U) - F1 à Coca. 1^{er} (1,6 U) - Villa Kerma (5 U) - AG. « ABDALLAH » - 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

■Vends Appartement à Maraval (ORAN) 4^{ème} étage - 94 m² - N° Tél : 0552.74.06.47

■Cherche Location Appartement F3 au RDC ou au 1^{er} étage à Maraval - ORAN - Tél : 0782.30.82.47

■A louer un F4 Standing - Sup. 117 m² - Meublé - Equipé de tout - Situé à la Cité Pegolf au 3^{ème} étage - Pour une Année - Tél : 0699.81.85.54 - 0798.88.20.54

■Mets en location des Apparts F2 et F3 équipés, modernes, dans une Résidence composée de : d'un Hammam - Sauna - Salon de coiffure - Restaurant...etc., à Paradis-plage - Ain Turk / ORAN - Pour la saison estivale - Tél : 041.44.59.15 - 0777.01.34.14

■A vendre Appart F4 au 2^{ème} étage de 154 m² à Résidence Hasnaoui / ORAN - Pas de courtier SVP - Tél : 0780.77.40.61 - 0550.56.28.89

■Loue F4 - 2^{ème} étage à Cité Radieuse - Maraval - ORAN + Loue Licence de Café - Tél : 0772.19.71.32

■SBA - A vendre Appartement F3 de 102 m² au 8^{ème} étage avec Chauffage central - Ascenseur - Cité clôturée et sécurisée - Bon voisinage - Tél : 0661.24.04.67

■Vends ou Echange un bel Appartement meublé - Acté avec Livret foncier - Libre de suite - Surface 93 m² - 3^{ème} étage - Avec Chauffage central - Ascenseur et Place de Parking - Adresse : Résidence VICTORIA - Cité Bel Air - ORAN - Merci - Prix offert : 1 Milliard 350 Millions (Sans Place de Parking) - Contre un Local ou un Terrain à ORAN - Tél : 0541.04.43.25

■Vends bel Appart F3 (moderne) situé au centre-ville d'ORAN, immeuble NATIXIS en face lycée Lotfi - Sup. 105 m² - 6^{ème} étage avec Ascenseur - Cuisine et SDB équipées - Toutes commodités (Eau H24 - Gaz - Electricité - Chauffage central...) - Immeuble récent - Calme - Propre - Fermé avec Interphone - Tél : 0541.99.51.55

■Vends appartement F3, de 70 m², à la Cité Jeanne d'Arc Gambetta Oran, 11^{ème} étage, vue sur mer. Toutes commodités eau, gaz, électricité, ascenseur - 0770.69.52.82

VILLAS

■Echange contre similaire à ORAN : Villa à SIDI BELABBES. Nouvelle construction. Equipée. Composée de: 5 Pièces - Cuisine - Salle de bain - Garage pour 2 voitures - Jardin - Bâche d'eau - Puits - Cour et Terrasse - Superficie 320 m² - Tél : 0561.35.20.41

■Vends Villa R+2 de 260 m² - 2 façades - RDC : Garage 140 m² + Jardin + Jardin - R1 : 4 Pièces + Cuisine + SDB - R2 : 3 Pièces + Cuisine + SDB - à Cherif Yahia - ES-SENIA - Très bien située - Tél : 0771.91.21.61

■A vendre Villa à Pépinière. 200 m². R+2. Sous-sol pour 4 Voit. Chauff. central. B. Eau - RDC : Salon. Séjour. Salle d'eau. Cuisine. Jardin - 1^{er} étage : 4 Chambres. 3 SDB. 3 Dressings. Hall. Balcon - 2^{ème} étage : Appart 2 Chambres avec Dressing. Grand Salon. Cuisine. Très grande Terrasse - Prix après visite - Quartier résidentiel et calme à Bir El Djir - Tél : 0561.04.85.94

■Vends Villa à Ain El Bia. ORAN - Superficie totale 250 m² - 4 Chambres - Salon - Salle de séjour - Cuisine - 3 Salles de bain - Hammam - Garage - Chauffage central - Climatiseur - Prix demandé : 4 Mds 7 - Tél : 0559.29.00.53

EMPLOIS

■Société dans le domaine des produits cosmétiques et hygiène corporelle, cherche un Représentant (Homme ou Femme) avec expérience et un Permis de conduire - Envoyez CV sur cet email : eurl profcos@yahoo.com

■Une Dame 39 ans - D.U.E.A. en Commerce International : Remplir les cahiers des charges - Préparation des dossiers des Soumissions... Sérieuse - Dynamique et Ponctuelle : Cherche Emploi stable dans une Entreprise ou autre - N° Tél : 0658.32.70.51

■Bricoleur cherche Travail - N° Tél : 0773.16.32.20

■Une Dame sérieuse, âgée de 45 ans, cherche Travail comme Garde-malade (Jour ou Nuit) à ORAN et environs - Tél : 0797.23.60.44

■Je cherche des Couturières et Finition Femme à ORAN - Tél : 0542.75.31.28 - 0551.68.45.01

■Société importante recrute dans l'immédiat Comptable qualifié. Maîtrise très bien la langue française et l'outil informatique - Salaire motivant - Envoyez votre CV avec photo au : batfo01@yahoo.fr

■Importante société sise à ORAN recrute dans l'immédiat : Chauffeur Semi-remorque par condition : Brevet des chauffeurs SR - Formation et niveau d'instruction 3 AS ou équivalent - Âge entre 30 et 45 ans - Ayant une grande expérience - Envoi CV à : recrutedz46@gmail.com

■Entreprise de production en Agro-alimentaire sise à Es-Senia - Oran recrute : 1 Commercial et 1 Superviseur des ventes expérimentés - Envoyer CV à : recrutement.stezi@gmail.com

■Entreprise de production en agro-alimentaire, Sise à Es-Senia, Oran recrute 1 chef Production, avec une longue expérience. Envoyez CV à : recrutement.stezi@gmail.com

TERRAINS

■A vendre : Lot de terrain 203 m². Kara 2. Es-Senia ad. Demandez Hameto. Rue Tarek Ibn Ziad, n° 57. Maraval - Oran

DÉCÈS

La famille
BABA-AHMED
de Sidi-Bel-
Abbès, parents
et alliés, font



part du décès de leur cher
et regretté

« ABDELHADI »

survenu à Londres le 24/06/
2020 à l'âge de 79 ans des
suites d'une longue maladie.
L'enterrement a eu lieu à
Londres le 25/06/2020.

إننا لله وإنا إليه راجعون

DÉCÈS

Madame
ROUINA née
NOUARI Zahia,
son épouse et les
familles ROUINA,
YAHIA-ZOUBIR,
LABBANI,
BENOSMAN,



NOUAR ont l'immense
douleur d'annoncer

le décès à l'âge de 71 ans de
ROUINA Abdelkader Djamil
Inspecteur-Vétérinaire - Né le 09 août
1948 à Oran, décédé jeudi 18 juin
2020 à Caen (département Calvados,
région Normandie, France).
Inhumé au cimetière musulman
du cimetière de Caen.
A jamais, ceux qui l'aiment
ne l'oublieront.
Paix à son âme, puisse Dieu
l'accueillir en Son Vaste Paradis.

DÉCÈS

La famille
BENABID
a l'immense
douleur de
vous faire part



du décès de leur cher
et regretté

BENABID SALIM

Né le 01-07-1965 à ORAN -
Décédé le 26-06-2020.

Domicile mortuaire :
17, Rue de Normandie
(Bel Air) - ORAN.
إننا لله وإنا إليه راجعون

LOCAUX

■Local à louer de 260 m² à Cité Petit
(Haj El Badr) ORAN - à 50 m du Bou-
levard - 2 Rideaux électriques - Sa-
nitaires au fond petite Cour - Tél :
0558.82.61.23 - 0771.29.11.50

DIVERS

■Vends à MOSTAGANEM : Matériel
de fromage et Diviseuse PANI RE-
COR 24 divisions + Ghorbale de farine
- Etat neuf - Tél : 0771.83.27.91 -
0552.18.93.91

■Cherche Achat Fusil de chasse cali-
bre 12 - Tél : 0782.30.82.47

■Prends en charge des Travaux de :
Démolition - Gros Œuvres - Maçon-
nerie Gle - Aménagement - Rénova-
tion - Décoration Façade - T.C.E. Clés
en main avec Garantie - Tél :
0555.20.05.90 - 0794.30.39.03

■Vends Grue fixe E.N.M.T.P. 1020 -
Bon état - Tél : 0779.21.04.15 -
0772.55.54.83

■Loue Licence Taxi à ORAN - Prix :
5.000,00 DA par Mois - Tél : 0553.11.41.48

■Vous entendez mais vous ne compre-
nez pas bien - Vous faites répéter - Vous
augmentez la télé - Test audition gratuit
chez SONOBEL - Téléphonez au :
0560.47.00.23 - 0560.47.00.16 - Pour :
ORAN - MASCARA - TLEMCEEN -
SAÏDA - NÂAMA - RELIZANE

FÉLICITATIONS

Bravo LEFDJA Feriel
pour ta réussite au BEM.
Bravo LEFDJA Abdelmalek
pour ta réussite en 6^{ème}.

Vous avez honoré votre famille LEFDJA
ainsi que la famille LARBI SAÏDI
qui vous félicitent et vous souhaitent
d'autres succès à l'avenir
INCH'ALLAH.
Papa, maman sont fiers de vous.



Agha des Gharraba Khelifa Ben Mahmoud, ou la Bataille de La Macta, 28 juin 1835

Les oubliés de l'Histoire

Par Abdelkader Reguig *

C'est grâce au courage et au sacrifice de Tous les combattants et martyrs, que l'Algérie a recouvré son Indépendance. Le moudjahid Chenoufi Habib parle d'un Chahid de la Révolution, un oublié de l'histoire de la tribu des Gharraba mort au champ d'honneur, dans la Wilaya 5, zone 5, région 2 secteur 5. Le Chahid Brahim REGUIG dit Farid né le 28 juillet 1938 est toujours vivant inscrit à l'état civil. Une rue dans la commune à El-Braya porte le nom de son arrière –grand- père Hadj Ali REGUIG, fils de Bouziane ould Ben Amara Chahid de la Bataille de La Macta, du 28 juin 1835. Un autre oublié de l'histoire, une cité à Arzew au nom de Khelifa Ben Mahmoud. Qui un jour a cherché à connaître le pourquoi de ce nom à cette cité ? C'est le grand Chahid de la Bataille de La Macta, du 28 juin 1835. L'Agha des Gharraba Khelifa Ben Mahmoud qui a écrit une grande page de l'histoire de l'Algérie : la Bataille de La Macta, du 28 juin 1835. C'est grâce à lui que l'Emir Abd-El-Kader a infligé au Général Trézel, à la tête de plus de 5.000 hommes, une mémorable défaite, une des plus cuisantes de l'histoire. L'histoire retiendra que l'Emir Abd-El-Kader a engagé pas plus 3.000 hommes dont 1.100 des réguliers «Asker» (d'après le rapport du Général Tatareau). Des plumes au service de la colonisation et au service de lahma (le Borgne) Général Trézel, ont falsifié les données pour attribuer à l'Emir des effectifs plus de 18.000 hommes des «masses d'Arabes» pour le djihad. L'historiographie coloniale a minimisé les effectifs de la division d'Oran pas plus 2.500 hommes, or la convention du figuier El karma) du 16 juin 1835 avec Les Douair et les Zémala à elle seule avait ramené plus de cavaliers et fantassins que la tribu des Guerraba plus de 2.000 hommes. C'est fort de cette convention que le Général Trézel « fit venir d'Oran des renforts pour transformer sa force en colonne mobile apte à toutes les formes de combat» (colonel Nabil) pour entreprendre une marche vers Mascara, la capitale de l'Emir. L'Agha Khelifa Ben Mahmoud, âgé de 44 ans l'Oukil de l'Emir très fin, homme de grande culture arabe d'une grande intelligence a une réputation bien établie de bravoure, « c'est un des chefs les plus intrépides du pays» (Général Tatareau voyage dans l'Oranie. Correspondance 1838 par Georges Yver et Adolphe Jourdain). Lors de sa rencontre avec le général Trézel porteur de la lettre de l'Emir, il fit des réclamations au sujet des saccages des cultures du 19 juin 1835 de sa tribu. Le général Trézel dans sa désinvolture lui offre de lui en payer le prix. La réponse énigmatique d'après les auteurs français de L'Agha Khelifa Ben Mahmoud «C'est le droit des gens de guerre de prendre partout ce qui

leur convient». L'Agha Khelifa Ben Mahmoud est à la tête de 1.620 hommes de la plaine du Sig (Evaluation du capitaine Daumas, Consul à Mascara).
- Gharraba : 200 fantassins et 700 cavaliers
- Ouled Sidi Mansour : 30 fantassins et 30 cavaliers
- Ouled Sidi Cherif : 30 fantassins et 60 cavaliers
- Ferraga : 40 fantassins et 60 cavaliers
- Méhadja : 20 fantassins et 60 cavaliers
- Khaznadja : 30 fantassins et 50 cavaliers
- Tahallait : 30 fantassins et 40 cavaliers
- Kristelia : 10 fantassins et 20 cavaliers
- Hmiyane : 30 fantassins et 60 cavaliers (fraction issue de la puissante Confédération hmiyane intégrée par l'Emir aux Guerraba)
- Atba : 20 fantassins et 40 cavaliers
- Zémala : 20 fantassins et 40 cavaliers (fraction dissidente de la tribu pro-française)
L'Emir Abd el-Kader attaque les colonnes du général Camille Trézel, dans le défilé de Moulay-Ismaël : le lieu de l'embuscade ne pouvait être mieux choisi. Pendant vingt heures, les Français subissent assaut sur assaut de la cavalerie légère algérienne. La position est intenable. Le combat devient vite désespéré. Les deux bataillons de la Légion, rameutés en catastrophe, rejoignent les lignes françaises, à marche forcée. Voulant opérer une retraite le général Trézel examine tard dans la soirée les possibilités de repli qui s'offrent à lui : Oran ou Arzew par le sentier d'Oum El Ghelaz. L'Emir Abd-El-Kader a manœuvré pour bloquer les issues du retour de la colonne vers Oran ou Arzew: il a laissé une seule voie accessible, la voie des marais salants de La Macta. Poursuivis sans cesse et harcelés par l'Asker les cavaliers de l'Emir, les soldats français foncent dans le golfe par les gorges de l'Habra, à l'endroit où cette rivière, sortant des marais, prend le nom de la Macta. l'Agha des Gharraba khelifa Ben Mahmoud, cet homme pieux est là avec ses 1.600 hommes, cavaliers et fantassins, derrière les talus et une forêt d'arbres halophiles de tamarix, réunies pour un ultime discours : «En ce dimanche 1835, nous devons inscrire cette Bataille au même titre que la Bataille de Yarmouk face à l'armée byzantine, 1 homme face 5 hommes, levant sa main droite très haut en demandant à tous les combattants, qui font serment avec moi pour la mort. Un tonnerre retentit d'Allah Akbar, Allah Akbar, avec des mains levées très haut». Une préparation au combat commence. Des cavaliers se couchent avec leurs montures derrière les retranchements d'arbres de tamaris et des peuplements de graminées de phragmites communis se trouvant naturellement dans les lits d'oueds et dépressions d'eau. La Macta est pratiquement divisée en deux zones : une zone des marais ou l'anguille, des reptiles et serpents et une zone limoneuse argileuse de la glaise noire, des fan-



tassins barbouillés de noir enfouis dans le décor pratiquement invisibles. Pour la première fois l'Agha va user d'une tactique militaire d'un genre nouveau et révolutionnaire que les grandes Ecoles militaires françaises n'ont jamais étudié, une véritable défiance à toutes stratégies militaires. Un style nouveau adapté au terrain marécageux.

Le dimanche 28 juin 1835, l'infanterie du général Camille Trézel s'enlise dans les marais, alourdie par les charrettes du convoi de ravitaillement et les blessés. Un autre obstacle imprévu à surmonter, la boue et la pluie. L'Emir attaque et lance sa cavalerie contre la longue chenille qui s'embourbe dans les roseaux. C'est par cette manœuvre conçue avec l'Agha des Guerraba maître de sa région que le dispositif français se trouve en mauvaise posture. Les fantassins algériens embusqués sur les bords du ravin, prenaient l'offensive barbouillée de glaise se ruant de toutes parts. Quelques pièces de canon placées sur le premier mamelon de droite appuyaient cette attaque, tandis qu'à la gauche un feu bien nourri et plus meurtrier prenait en flanc les troupes françaises. L'infanterie française de ligne est entraînée afin de combattre en ligne, ils tirent en même temps ils sont généralement sur trois rangées. Ils sont assaillis par une nouvelle technique, ils sont désarmés et en mauvaise posture et réclament de l'aide. Les Algériens opposent la baïonnette aux baïonnettes, le courage et l'adresse au courage et à l'adresse, malgré sa supériorité, l'infanterie française perd du terrain et s'enfuit en désordre. Une nouvelle offensive des Algériens avec des clameurs retentit sur les hauteurs également occupées. Le lieutenant-colonel Conrad ordonne au commandant Horain de se porter à la rescousse mais la voix des officiers fut mécon nue. Les fantassins français épuisés, fuient face au front algérien.

«Les cavaliers algériens, par tactique, très bruyants, très mobiles tâtent sur tous les points, et s'il y en a un mal gardé, ils ouvrent une brèche, s'y précipitent et sont suivis des masses de guerriers, avec la rapidité de la foudre», d'après le général Changarnier.

L'Agha des Guarraba Khelifa Ben Mahmoud à la tête de sa cavalerie attaque la colonne du général Trézel, qui ne le voit pas venir. La colonne se scinde en deux groupes, ceux qui perdent le contact sont voués à la destruction. Les cavaliers algériens enfoncent le dispositif français en plusieurs endroits, ils brûlent les chariots de l'intendance, les charrettes de fourrage. La bataille fait rage les Algériens voient la victoire à leur portée. Une mêlée sanglante s'engagea, l'Agha des Guarraba khelifa Ben Mahmoud, sabre à la main, fonce dans la bataille, son vœu se concrétise, touché d'une balle en plein cœur, il tente de se relever péniblement puis s'effaïsse, un cri de tonnerre retentit Allah Akbar...Allah Akbar...

Les Algériens attaquent avec une férocité inouïe. En tête de la colonne, le général Trézel se dégage péniblement et se réfugie derrière les deux bataillons de la Légion et là avec l'arrière-garde, charge sans arrêt, pour obliger les Algériens à reculer. Il y arrive alors que la nuit approche. Puis, l'arme prête, il s'ac-

croche au terrain, le temps pour que le convoi se replie et rallie la tête de la colonne (d'après Léon Galibert, Jean Balazuc P). Le désordre s'installe dans les rangs. Ce fut une déroute complète et les nombreux fuyards jettent leurs armes les hommes conducteurs du train des équipages coupent les traits de leurs chevaux et abandonnent les caissons, se ruant vers Arzew et abandonnant voitures et munitions.

Décrivant le « désastre » le Duc d'Orléans l'héritier du trône de France (d'après le colonel Nabil -Ahmed Kouider Ben Ahmed. La Bataille de La Macta) « la colonne est glacée d'horreur : le désordre s'accroît de plus en plus ; les corps se heurtent et se confondent ; le général Trézel ne peut ni se faire obéir ni se faire tuer : cette masse confuse ne pouvant même plus fuir, parce qu'elle est entourée de toutes parts, tourbillonne sur elle-même, éperdue et haletante. Une sorte de délire s'empare des soldats : on voit des hommes nus et sans armes se précipiter en éclatant de rire, au-devant des Arabes ; d'autres devenus aveugles tombaient dans la rivière qu'ils ne voyaient pas et nageaient dans quelques pouces d'eau, d'autres à genoux adressaient un hymne au soleil, dont l'ardeur excessive égarait leur raison, tous ont perdu le sentiment de leur position et de leur devoir, et jusqu'à l'instinct de leur conservation, cette faculté qui survit à toutes les autres» Au vu du désastre des troupes françaises, l'Emir en grand Seigneur ordonna l'arrêt des hostilités pour permettre aux soldats français de se replier. Ces derniers rejoignent Arzew. Ce fut l'apogée de la gloire de l'Emir Abd-El-Kader, alors âgé seulement de 27 ans ; il a fait preuve d'une grande intelligence en écoutant l'Agha des Guarraba qui connaissait parfaitement sa région et qui a su galvaniser ses troupes et user d'une tactique militaire unique.

La défaite du général Trézel lors de la Bataille de La Macta a fait, d'après certaines sources, 1000 morts et quelque 1500 blessés et destruction de matériel. Elle fut la plus mémorable bataille pour les troupes françaises. Pour la première fois on redoutera l'Emir Abd-El-Kader, Prince des fidèles (Emir El-Moumenin) qui ressent une grande satisfaction, sa victoire aura un retentissement en Algérie, en France et dans le Monde. Après la prière des Morts, l'Emir debout la gorge serrée avec une respiration pénible plus gênée que de coutume une voix luette est plus douce demande à tous les combattants de se souvenir de cette grande Bataille de La Macta ou des amis très chers sont tombés au champ d'honneur. Ce sont des martyrs à la gloire de notre Algérie. Il citera nommément l'Agha Khelifa Ben Mahmoud des Guarraba, l'Agha Kaddour Ben Bhar de l'infanterie régulière, Mohamed Cherif Bendjillali, El-Ouarighi, le cadi Si Ben Fréha, Aissa Ben khelif et Mecherfi Mohamed, Bouziane ould Ben Amara et tous ceux qui ont combattu aux côtés de l'Emir et qui ont payé de leur vie et de leurs biens.

* Ingénieur Agronome Expert International
Président de l'Ordre des ingénieurs Experts Arabes
ORAREXE, Suisse
Ancien Secrétaire général de l'U.N.S.T.A
Ancien Membre du Conseil de la Nation

GRTE **الشركة الجزائرية لتسيير شبكة نقل الكهرباء**
Société Algérienne de Gestion du Réseau de Transport de l'Electricité

Direction Région de Transport de l'Electricité d'Oran
Adresse : 15, Avenue Abdelhamid Drouad - Sédouia - Oran. Tél. : 041-42-45-35 Fax : 041-82-87-57

AVIS DE MISE SOUS TENSION

La Société Algérienne de Gestion du Réseau de Transport de l'Electricité
GRTE SPA, Direction région de transport de l'électricité d'Oran informe le public de la mise sous tension de la ligne électrique suivante :

- Liaison souterraine 60kv Hassi Ameur -SOLFERT, à compter du 30/06/2020.

A partir de la publication du présent avis, la Société Algérienne de Gestion du Réseau de Transport de l'Electricité GRTE SPA, Direction région de transport de l'électricité d'Oran décline toute responsabilité en cas d'accident.

Il est formellement interdit d'escalader les supports ou de toucher aux fils même tombés à terre.

ANEP N° 2031004368 Le Quotidien d'Oran 28/06/2020

Publicité

Entreprise spécialisée

dans la formulation

des Bitumes de route

met à la disposition

de sa clientèle gamme

de produits :

émulsion - 400/600 et 0,1.

Veuillez contacter le service

commercial au : **0555 12 16 82**

DCGF - Réda Abdouche avertit Le MCO dans le rouge

M. Zeggai

L'état se resserre davantage autour du Mouloudia d'Oran. C'est grave, très grave même, ce qui se passe au MCO qui risque la disparition pure et simple. Déjà sur le plan administratif, la SSPA du club phare de l'Ouest n'existe pas comme l'a souligné Réda Abdouche, le président de la DCGF. « Aujourd'hui, le Conseil d'administration de la SSPA/MCO n'est plus opérationnel depuis la démission de Baba. Si son mandat n'est pas expiré, le CA a les prérogatives de se réunir pour désigner un nouveau président du conseil, sinon il est obligatoire de revenir à la tenue d'une AG pour désigner un nouveau CA et son président », nous a affirmé le responsable de la DCGF. A propos de la signature de la convention tripartite, Réda Abdouche a été catégorique. « Si ce document n'est pas signé, le MCO ne pourra pas bénéficier de la licence professionnelle », ajoutera-t-il. Concernant, la plainte déposée par le CSA, la situation n'a pas évolué d'un iota en raison de l'absence de Belhadj et Djebbari qui n'ont pas répondu aux convocations de l'experte désignée par la justice. A cet

effet, nous avons à maintes reprises essayé de prendre attache avec ces deux ex-présidents pour avoir leur version des faits, nous avons pu accrocher Youcef Djebbari. « Je suis confiné chez moi et je ne suis au courant de rien », s'est-il contenté de nous répondre. Quant à Baba, tous nos appels furent voués à l'échec. Devant cet état de fait et pour ne pas laisser les choses traîner, l'experte transmettra un rapport final au juge qui l'a désignée. « A ce moment Baba et Djebbari seront convoqués par la justice, car il va falloir rendre des comptes sur l'argent des deniers publics dont le MCO a bénéficié durant leurs mandats », nous a révélé une source proche du dossier. Par ailleurs, le plus grave reste l'expiration de la décision de gestion accordée à Chérif El-Ouazani. A présent, le MCO se trouve dans le flou le plus total. La direction actuelle a entamé les démarches pour demander une prolongation au DG actuel du MCO afin que celui-ci poursuive sa mission pour gérer les affaires courantes du club. Faute de quoi, le MCO risque de lourdes sanctions à l'échelle nationale et internationale. A titre d'exemple, l'argent des droits de TV, destiné à régulariser la situation de

Cavalli, a atterri dans le compte du club mais personne n'a le droit d'entamer la procédure pour payer le coach français étant donné que Chérif El-Ouazani n'est plus réglementairement apte à signer ce genre de documents. Ainsi donc, le Mouloudia reste exposé aux sanctions de la FIFA et l'interdiction de recrutement. Aussi, comment va-t-on procéder à la préparation de l'équipe de la saison prochaine ? « Une demande de prolongation de Chérif El-Ouazani sera soumise à Djebbari, Mehiaoui, Benmimoun, Chorfi et Bessedjerari pour éviter au MCO les lourdes conséquences que cela peut engendrer et permettre de ce fait au DG de poursuivre son travail, en attendant l'assemblée générale des actionnaires », nous a-t-on affirmé. Voilà où en est arrivé le grand Mouloudia d'Oran. Les autorités locales doivent impérativement intervenir pour sauver ce prestigieux patrimoine comme cela se fait avec les autres clubs. En somme, le MCO est victime de son environnement, de ses propres actionnaires et de cette politique de deux poids deux mesures. Toutefois, « Le MCO fait partie de ces clubs, qui ont l'art d'entretenir la flamme même lorsque celle-ci menace de s'éteindre ».

Le WAC Terga en deuil Chorfi Saïd n'est plus !

Saïd Mouas

La ville de Terga située à une quinzaine de kilomètres du chef-lieu de wilaya Aïn Témouchent vient de perdre une figure emblématique du football local et l'un des anciens piliers du WACT, en la personne de Chorfi Saïd décédé à l'âge de 80 ans des suites d'une longue maladie. C'est certainement le joueur-entraîneur et président qui a marqué le plus l'histoire du Widad Athlétique de Terga. Son nom est indissociable de la vie du club auquel il a consacré l'essentiel de sa jeunesse avant d'en être le coach puis un

président unanimement respecté. Chorfi Saïd reste d'abord un enfant du village qui a embrassé très tôt le monde du sport dont il est un acteur au sens complet du terme. Et pour cause, il a accompli toute sa carrière au sein du ministère de la Jeunesse et des Sports en qualité d'enseignant scolaire puis de technicien formateur tout en s'occupant du développement du football à l'échelle locale.

Il fera ses premières classes de joueur dans les catégories de jeunes avant l'indépendance du pays puis rejoindra plusieurs formations de la région. Une longue expérience des

terrains qu'il a mise au service de son club fétiche le WAC Terga. Il a également intégré la ligue de wilaya de football où il a donné un nouveau souffle à la discipline.

Le défunt assumera avec dévouement son rôle de pédagogue qui lui confère une certaine notoriété. Le WACT, et eu égard à ses nombreux mérites, lui a rendu un vibrant hommage à l'occasion d'un jubilé célébré le 1er Mai 2019 et auquel ont participé une pléiade d'internationaux de l'ouest du pays et l'équipe de journalistes sportifs affiliés à l'organisation de la presse sportive.

Angleterre Benrahma régale, Chelsea va apprécier !

Auteur d'une saison XXL avec Brentford en Championship, Saïd Benrahma (24 ans) s'est encore mis en évidence vendredi à l'occasion de la victoire contre West Bromwich Albion (1-0).

A l'approche du dernier quart d'heure, l'esthète algérien a enchaîné double sombrero puis double contact afin d'éliminer trois adversaires, l'un d'eux finissant par faire faute pour mettre un terme au festival de l'ancien Niçois ! Voilà qui ne risque pas de faire baisser la cote de l'ancien Niçois.

Auteur de 10 buts et de 7 passes décisives en 34 matches cette saison, le Fennec est annoncé dans le viseur d'Arsenal, Leicester et surtout Chelsea qui aurait déjà entamé des discussions avec son entourage. Après avoir vu les portes de la Premier League et d'Aston Villa se fermer in extremis l'été dernier, l'ailier est bien parti pour faire le grand saut au cours des prochains mois.



Italie SPAL refuse une offre du Torino pour Farès



Le club de Série A italienne de football, SPAL, aurait refusé une première offre du Torino pour le recrutement de son défenseur international algérien Mohamed Farès, ont rapporté samedi des médias locaux. « Les responsables du Torino veulent boucler ce dossier le plus vite possible pour barrer la route à la concurrence, car parfaitement conscients qu'ils ne sont pas les seuls à s'intéresser au recrutement de Mohamed Farès », a écrit le journaliste italien et expert en mercato, Gianluca di Marzio, sur son site.

Mais « les dirigeants de la SPAL savent qu'ils gagneraient à patienter encore un peu avant de céder leur joueur, car une meilleure offre pourrait se présenter à eux au cours des prochaines semaines », a-t-il ajouté. Farès (24 ans), ancien latéral

gauche des Girondins de Bordeaux (France) avant de rejoindre l'Italie, d'abord à l'Hellas Vérone puis la SPAL, ne manque pas d'offres depuis la Coupe d'Afrique des nations-2019, remportée par les « Verts » en Egypte. L'international algérien était sur le point de signer à l'Inter Milan avant de contracter une grave blessure au genou qui l'avait empêché de rejoindre la Lombardie. Mais selon la presse italienne, l'Inter serait revenu à la charge pour son recrutement, alors que la Fiorentina serait également sur ses traces. Son actuel entraîneur, Luigi Di Biagio, vient de l'encenser notamment pour sa polyvalence, en le qualifiant de joueur « capable d'évoluer à n'importe quel poste », passant notamment de défenseur latéral à ailier, tout en gardant le même apport positif pour l'équipe.

Arbitrage La FAF rend hommage à Mohamed Mezahi

La Fédération algérienne de football (FAF) a rendu un vibrant hommage à l'ancien arbitre international, Mohamed Mezahi (95 ans), l'un des quatre premiers arbitres algériens ayant décroché le grade d'international en 1963, en compagnie des regrettés Benzellat Kouider, Chekaimi Abdelaziz et Khelifi Ahmed. La cérémonie s'est déroulée au domicile de cette grande figure de l'arbitrage algérien à Constantine en présence des membres de sa famille qui ont tenu à remercier les présents et initiateurs de ce geste ainsi que le président de la FAF et les membres du bureau fédéral à savoir Amar Bahloul, Mohamed Ghouti et Hacène Azrou. Pour l'histoire, Mezahi a entamé sa carrière en 1947 à l'âge de 20 ans et a pris sa retraite professionnelle en 1972, après 25 ans en tant qu'arbitre directeur. Durant la période coloniale, il a officié plusieurs matches à l'est du pays, tels que JSM Philippeville-Racing Philippeville (actuelle Skikda), USM Sétif-SSS Sétif, USM Ain Beida-USM Khenchela, JSM Tébessa-USM Annaba. En inter ligue, il a aussi arbitré la Coupe d'Afrique du Nord en 1956.

Après l'Indépendance, Mezahi a arbitré la première finale du

championnat algérien en 1963 entre l'USMA et MCA, et enchaînera une multitude de rencontres dont certaines grandes affiches USMA Annaba - MC Alger en 1964, CR Belouizdad - RC Kouba en 1966, MC Alger - ES Sétif en 1970 et MC Alger - NA Hussein-Dey en 1970. Mezahi décrocha le badge fédéral en 1963, et trois ans plus tard il est désigné pour arbitrer la finale de Coupe d'Algérie au stade du 20 août entre le RC Kouba - CR Belouizdad. En 1966, il est déjà sur les terrains d'Afrique où il officia le match de la 3^{ème} place de la CAN entre le Sénégal et la Côte d'Ivoire comme arbitre principal avant de passer juge de touche lors de la finale ayant opposé le Ghana à la Tunisie il est juge de touche aux côtés du regretté Chekaimi.

C'est d'ailleurs la première fois qu'une CAN est assurée par des arbitres algériens. Sur sa lancée, il effectuera plusieurs sorties de compétition africaine entre 1963 et 1970. Avant de prendre une retraite bien méritée, Mezahi est nommé Président de la Commission Régionale d'arbitrage de la Ligue Constantinoise de Football (LCF), puis membre de la commission central d'arbitrage de la FAF.

Football - Le jeu de tête chez les jeunes

Un exercice à réglementer strictement

Adjal L.

Considérés par la réglementation comme des « manchots » ne pouvant se servir de leurs mains que lors des rentrées de touche, les footballeurs, outre leurs pieds, ont toujours eu la possibilité d'utiliser leur tête. Certains d'entre eux ont bâti l'essentiel de leurs carrières sur cette précieuse faculté à s'imposer dans les airs grâce à des qualités bien définies, à savoir la taille, la détente et le placement. L'histoire du football regorge de champions dans cet exercice spectaculaire, mais non exempt de dangers représentés aussi bien par l'adversaire que par le ballon. En effet, et généralement, ces buteurs « aériens » ont souvent affaire à des défenseurs athlétiques et déterminés à repousser le cuir de la tête et du pied. Et cela débouche sur des chocs dont les attaquants sont les plus souvent victimes, leur tâche étant plus ardue que celle des défenseurs.

Les anciens n'oublieront jamais le Hongrois Kocsis, surnommé « tête d'or », lors du Mondial 1954 en Suisse qui, sur ses onze buts, en a inscrit six de la tête. On citera l'Irlandais Cascarino, le Chilien Zamorano, tous deux redoutables dans cet exercice, le premier grâce à sa taille (1 m 90), le second grâce à sa détente, ne mesurant que 179 centimètres. Evidemment, tous les joueurs de grand gabarit ont enrichi l'histoire du jeu aérien. En Algérie, on a dénombré des champions, tels Fréha (MCO), Berrahal (ASMO), Melak-sou (MSPB), Ali Moussa (CRB) et la liste est très longue.

Cette entrée en matière nous permet d'évoquer que de récentes études ont établi les fâcheuses conséquences du jeu de tête sur les jeunes, celles-ci apparaissant bien après la fin de carrière. Des études approfondies ont révélé que l'accumulation des coups de tête et des chocs avec le coude sont dangereux pour le cerveau et laissent des séquelles à la suite de commotions cérébrales. De nombreux exemples d'anciens joueurs de l'époque 1950-70 sont cités.

Il est vrai, qu'en ce temps-là, le ballon en cuir de 396 grammes au coup d'envoi, pesait, par temps

de pluie, 600 grammes ! Aujourd'hui, les ballons sont imperméables et moins lourds certes, mais ils ont gagné en vitesse, d'où la violence des chocs, surtout ceux non « attendus » qui provoquent l'évanouissement. A la suite de ces découvertes, plusieurs pays anglosaxons ont décidé que le jeu de tête soit interdit chez les U10 et U12, et réglementé dans les autres catégories de jeunes où le risque est présent. Car un enfant pèse moins lourd, et lorsqu'un ballon arrive sur sa tête, celle-ci va être soumise à des forces de pression plus violentes que sur la tête d'un adulte. « Le cerveau d'un enfant est plus fragile », souligne l'un des chercheurs. Cela étant, le débat sur l'âge limite reste ouvert. Tout récemment, la fédération anglaise a annoncé de nouvelles directives visant à limiter le nombre de coups de tête aux entraînements, de l'école jusqu'à la catégorie U18, sans pour autant interdire le jeu de tête en compétitions. Il s'agit de mesures de précautions qui visent à protéger les plus vulnérables. On est surpris qu'aux Etats-Unis, les éducateurs se sont pliés les premiers à ces précautions : un coup de tête chez les U9, U10 et U11, c'est coup franc pour l'équipe adverse ! Aux opposants de ces mesures, les chercheurs offrent une alternative, à savoir utiliser un ballon en mousse aux entraînements pour limiter les chocs. Il a été prouvé que les séquelles surviennent plus tard, après la cinquantaine, avec des maladies telles qu'Alzheimer et Parkinson. Il reste à souhaiter que les clubs et leurs formateurs prennent conscience de ce danger et n'exigent pas trop de leurs jeunes dans ce domaine. Après tout, même sans préparation spécifique du jeu aérien, des équipes marquent des buts de la tête, car ça reste un geste naturel et spontané. Les grands buteurs comme Cristiano Ronaldo sont spectaculaires, mais on doit aussi reconnaître que des joueurs comme Messi, Modric et Iniesta, désavantagés dans cet exercice par leur taille, se rattrapent largement lorsque le ballon est au sol. Leurs riches palmarès plaident pour eux. Car le plus souvent, la balle est au sol, loi de la pesanteur oblige...

Boxe - Juniors

Les Championnats du monde reportés à 2021

La Fédération internationale de boxe (AIBA) a proposé la date se situant entre le 10 et le 24 avril 2021, pour abriter les Championnats du monde juniors (Garçons et Filles), qui initialement devaient se dérouler en avril 2020 à Kielce (Pologne) et qui furent finalement reportés à cause de la pandémie du nouveau coronavirus. L'AIBA avait envisagé de reprogrammer ces Mondiaux pendant l'été ou l'automne 2020, mais devant la persistance de la pandémie, elle n'a pas eu d'autre choix que de les reporter d'une année entière, surtout qu'elle tenait beaucoup compte de la forme physique des pugilistes et de leur préparation pour cette compétition. En effet, si ces Mondiaux 2020 avaient été juste décalés à août ou septembre prochain, les boxeurs n'auraient peut-être pas disposé de suffisamment de temps pour bien se préparer, eux dont le début de saison a déjà été considérablement perturbé par la pan-



démie. «Le report de ces Mondiaux à avril 2021 devrait permettre à tout le monde de bien se préparer, y compris les organisateurs, pour proposer un événement de qualité» a espéré le président par intérim de l'AIBA, le Marocain Mohamed Mostahsen.

Paris SG

Direction l'Italie pour Edinson Cavani

La nouvelle avait fait l'effet d'une bombe. Edinson Cavani a claqué la porte du PSG après sept années passées dans la capitale française. En fin de contrat le 30 juin, El Matador pouvait prolonger son bail de deux mois pour achever la saison avec le club parisien. Mais voilà, le meilleur buteur de l'histoire du Paris Saint-Germain a décidé de prendre la poudre d'escampette. Vexé par l'attitude des dirigeants parisiens à son égard, Cavani attendait désespérément une prolongation de contrat qui ne lui est jamais parvenue. Un ultime camouflet pour l'international uruguayen dont le dévouement pour le maillot parisien ne s'est jamais démenti. Ainsi, le buteur uruguayen disposerait d'une offre alléchante en provenance d'Italie ! Selon les informations de Sport 890, l'AS Roma aurait formulé une offre officielle à l'ancien chouchou du Parc des Princes. Une proposition suffisamment crédible pour retenir l'attention de Cavani qui se donne le temps de la réflexion sur le sujet. Le média uruguayen souligne également que l'offre du club de la Louve repose sur des conditions salariales extrêmement avantageuses. Concrètement,



aucun club européen n'aurait proposé de tels émoluments à Edinson Cavani. Après avoir avancé sur le dossier Pedro (qui ne sera pas conservé par Chelsea en fin de saison),

l'AS Roma souhaite frapper un grand coup en attirant El Matador dans ses filets. La star uruguayenne n'a jamais été aussi proche d'effectuer son grand retour en Serie A...

FC Barcelone

Arthur, Fati, Puig... Setién sur les nerfs

Arrivé en cours de saison, Quique Setién s'agace de nombreuses choses au FC Barcelone. De la vente à venir d'Arthur aux critiques sur sa gestion des jeunes talents, le coach catalan a fait passer des messages pour le moins explicites. Quique Setién change donc son fusil d'épaule. D'abord discret, adoptant presque une position de victime expiatoire en attendant que le club se penche sur un autre profil pour le banc, l'ancien coach du Betis a aiguisé ses dents. La preuve, il s'est montré particulièrement agacé par le sujet Arthur (24 ans). Sauf énorme retournement de situation, le milieu brésilien, longtemps considéré comme la relève au FCB, va rejoindre la Juventus, alors que Miralem Pjanic, de six ans son aîné,

va venir le remplacer. «J'ai dit à maintes reprises que c'est un joueur comme les autres sur lequel nous comptons. Il va s'entraîner avec l'équipe, il va aussi faire le déplacement et a une chance de jouer encore avec l'équipe. Nous espérons que toutes ces rumeurs ne le perturberont pas.

S'il joue, il devra donner le meilleur de lui-même», a considéré l'Ibère devant la presse. Setién s'est montré un peu plus agressif au sujet des jeunes pousses. Critiqué pour le faible temps de jeu accordé à Ansu Fati (17 ans) et Riqui Puig (20 ans), intéressants lors de leurs apparitions, l'homme de 61 ans a pointé du doigt sa direction. «Faire jouer les jeunes, ça ne dépend pas seulement de moi, ça devrait être

un pari du club au moment de planifier la saison. Si tu recrutes 5 joueurs qui sont les meilleurs au monde à leurs postes respectifs, ce sera difficile de faire de la place à un jeune du centre», a martelé l'international espagnol. «On veut tout gagner, on veut être en première ligne, mais on veut aussi qu'un petit de 17 ans soit aussi performant qu'un champion du monde. Maintenant, tout le monde parle de la volonté de gagner. Si j'aligne 4 gamins et que l'on ne gagne pas, ils me vireront. Et si l'on recrute les joueurs que tout le monde veut et que l'on gagne, les gens seront contents, mais les jeunes n'auront pas de place», a terminé Setién, qui avoue donc être pieds et poings liés depuis son arrivée...

Cyclisme - Suisse

Les Mondiaux sur route confirmés



Les championnats du monde de cyclisme sur route, prévus du 20 au 27 septembre, ont été confirmés sur le site suisse d'Aigle-Martigny qui accueillera le 22 août les courses en ligne du championnat de Suisse. Le comité d'organisation, qui a tenu une conférence de presse, s'est exprimé après «analyse des conditions sanitaires et des restrictions mises en place par le conseil

fédéral» suisse. «La prudence reste de mise, compte tenu de la situation sanitaire mondiale, mais l'organisation des championnats de Suisse est un signal fort qui nous permettra de valider notre démarche et d'affiner nos process», ont déclaré les coprésidents du comité d'organisation, Grégory Devaud et Alexandre Debons, en annonçant la tenue du championnat national. Les

Mondiaux sur route, qui comportent onze épreuves au programme, doivent réunir quelque 1200 compétiteurs provenant de 80 pays au long de la semaine des compétitions. La course élite messieurs, programmée le 27 septembre, est annoncée comme étant l'une des plus sélectives de l'histoire (249 km et 4040 m de dénivelé), avec la côte de la Petite Forclaz dans la boucle finale.

Championnat de France

Début de la prochaine saison le 22 août

Le championnat de France de Ligue 1 de football, saison 2020-2021, débutera le week-end du 22-23 août prochain avec le déroulement de la première journée, selon le calendrier général de la compétition dévoilé ce vendredi par la Ligue française de football professionnel (LFP). Contrairement à d'habitude, toute la phase aller ne sera pas jouée entre août et décembre. En effet, la phase aller se terminera

le week-end du 9 janvier, soit après la trêve hivernale qui aura lieu après la 17e journée. La 38e et dernière journée aura, elle, lieu le 23 mai 2021. Puis viendront les barrages avec le club de Ligue 2 qui se dérouleront les 27 et mai 2021. Tout sera plus serré que d'habitude puisque 5 journées de championnat auront lieu en semaine.

La Ligue n'a pas vraiment le choix puisqu'elle doit terminer toutes ses

compétitions avant fin mai, Euro 2020 (en 2021) oblige. L'Euro débute le 11 juin. La Ligue 2, elle, débutera le même week-end que la L1, le 22-23 août 2020 et se terminera le 15 mai 2021. Pour rappel, la saison 2019-20 en France est quasiment terminée- il reste les deux finales des deux Coupes nationales (Coupe de France et Coupe de la Ligue), prévues respectivement les 24 et 31 juillet prochains.

Italie

La Juventus prend ses distances sans forcer

Pas de problèmes pour la Juventus. Leader du championnat d'Italie, l'équipe turinoise a provisoirement pris sept points d'avance sur la Lazio Rome en battant sans aucune difficulté Lecce (4-0) vendredi en ouverture de la 28e journée. Avec un beau but de Dybala d'une frappe en lucarne (53e) et un penalty de Ronaldo (62e), les bianconeri ont d'abord reproduit le schéma qui leur avait permis en début de semaine de battre Bologne (2-0) pour leur reprise en championnat. Mais ils ont cette fois fait les choses en un peu plus grand, avec deux autres buts, signés

Higuain (83e), qui faisait son retour, et De Ligt (85e). Pour l'équipe de Maurizio Sarri, tout a été simplifié par l'expulsion du défenseur de Lecce Lucioni dès la demi-heure de jeu pour une faute sur Bentancur. A 11 contre 10 pendant une heure face à un adversaire modeste et relégable (18e), la Juventus ne pouvait pas réellement être en danger.

La blessure d'Alex Sandro et la suspension de Danilo avaient obligé Sarri à faire reculer Matuidi au poste de latéral gauche, mais le champion du monde français s'en est tiré sans souci, comme cela avait déjà

été le cas en début de saison contre la Spal. Face à l'organisation très compacte de l'équipe des Pouilles, les Turinois ont simplement été patients avant de faire parler leur évidente supériorité. Avec cette victoire, la Juve met donc la pression sur la Lazio, repoussée à sept longueurs et qui jouait hier soir contre la Fiorentina. Troisième, l'Inter Milan refermera aujourd'hui cette 28e journée avec un déplacement à Parme. Dimanche toujours, l'AC Milan (8e) recevra l'AS Rome (5e), alors que l'Atalanta Bergame (4e) jouera sur le terrain de l'Udinese (15e).

O. Marseille

L'énorme projet de rachat de Mourad Boudjellal

L'ancien président du Rugby Club Toulonnais, Mourad Boudjellal, a l'intention de déposer un projet de rachat de l'Olympique de Marseille avec «des investisseurs du Moyen-Orient», a-t-il confirmé. «Un projet va être déposé» auprès du propriétaire américain de l'OM, Frank McCourt, a-t-il expliqué, confirmant des propos tenus sur la radio RMC. L'ancien dirigeant toulonnais est porteur d'une affaire avec «des fonds du Moyen-Orient, étatiques et privés, et qui proviennent du pétrole, de l'eau, de l'énergie», a-t-il expliqué sur RMC. Le projet est porté par «un homme d'affaire franco-tunisien» qui pourrait être Mohamed Ayachi Ajroudi, selon des sources concordantes. «Une banque d'affaire privée est mandatée pour présenter l'offre de rachat à McCourt», a ajouté Boudjellal. Dans l'après-midi, l'OM ou le clan McCourt n'avaient pas encore réagi aux sollicitations de l'AFP. Selon des sources concordantes, le projet serait basé sur des fonds saoudiens qui pourraient être intéressés à racheter le rival du Paris SG,

détenu par des fonds qatari, un pays dont la relation avec l'Arabie Saoudite est conflictuelle. Selon ces mêmes sources, les chiffres avancés donnent le vertige. L'opération porterait en tout sur 700 millions d'euros décomposés comme suit: 300 M EUR pour le rachat, 200 M EUR pour «combler les trous», selon une source, et 200 M EUR pour le mercato. Engagé par ailleurs pour prendre la présidence du Sporting Club de Toulon (SCT), l'équipe de foot de sa ville natale, reléguée en National 2 (4e division), Boudjellal a expliqué avoir ajouté une clause dans cette négociation car il est engagé dans le possible rachat de l'OM. «J'ai été obligé d'abattre mes cartes», a-t-il expliqué. Vendredi après-midi, Boudjellal a donc signé un accord «sous clause suspensive, sous réserve des suites de son projet marseillais», a expliqué à l'AFP le propriétaire du SCT, Claude Joye.

«Aujourd'hui, il ne vient pas, mais si son projet à Marseille échoue, il reviendra avec Toulon», a précisé le patron du club toulonnais. S'il nous

rejoint, très bien, s'il ne vient pas, on jouera la montée (en N1) sans lui.» Boudjellal a donc deux fers au feu, ce qui «ne me dérange pas», a assuré Joye. Quant aux cris de trahison de supporters du Sporting, qui considèrent l'OM comme leur grand ennemi, «ça le regarde», a commenté le dirigeant toulonnais, ajoutant qu'il estimait qu'il «saura se faire pardonner» s'il prend finalement la présidence du Sporting, après un éventuel échec de son projet de rachat de l'OM. Le nom de Boudjellal avait également circulé pour racheter l'Athlético Marseille, le deuxième club de la cité phocéenne, finalement relégué en Régionale 2 (7e division). A la tête du RCT, Boudjellal a remporté trois coupes d'Europe de rugby d'affilée et un Top 14, avant de céder le club en début d'année à l'homme d'affaires Bernard Lemaître qui lui reproche d'y avoir laissé des dettes. A Marseille, une précédente offre de rachat par un homme d'affaire saoudien avait fait long feu, toujours démentie par l'OM et McCourt.

Inter Milan

Une offre de 40 ME pour Hakimi

L'Inter Milan, troisième du championnat d'Italie, aurait présenté une offre de 40 millions d'euros pour s'attacher les services de l'international marocain Achraf Hakimi, rapportent, Corriere dello Sport et Sky Sport. Le défenseur marocain, qui devrait rejoindre le Real Madrid après deux ans de prêt au Borussia Dortmund, aurait donné son feu vert à cette opération, ajoutent les mêmes sources. Selon les médias sportifs, les négociations de l'Inter Milan avec le Real Madrid sont sur les bons rails pour faire signer le jeune de 21 ans. Plusieurs équipes européennes suivent de près les prestations de Hakimi qui a marqué 9 buts et donné 10 passes décisives cette

saison. L'agent de Hakimi, Alejandro Camano, avait fait part du désir du joueur marocain de revenir au Real Madrid après deux ans de prêt à Dortmund. «Hakimi devrait revenir au Real Madrid à la fin de cette saison. Il a une grande envie de le faire et nous sommes toujours en contact avec les dirigeants de l'équipe de la capitale espagnole», avait précisé Camano dans des déclarations à la radio Onda Cero. Selon Camano, le seul objectif de Hakimi est de jouer et de participer aux matches pour poursuivre son évolution après deux saisons spectaculaires en Allemagne, notant que des discussions sont engagées dans ce sens avec les dirigeants du Real.

AS Rome

Qui a vu la Rolex de Francesco Totti ?

L'idole de Rome appelle au secours. L'ancien capitaine de l'AS Rome Francesco Totti a perdu sa montre et lancé un appel à l'aide sur les réseaux sociaux, promettant la plus belle des récompenses à celui qui la retrouverait, à supposer qu'il soit supporter de la Roma.

«Les amis, j'ai perdu ma montre, à laquelle j'étais très attaché et avec laquelle j'ai passé toute ma carrière. Je m'adresse à vous dans l'espoir que vous puissiez la trouver», a écrit Totti sur Instagram. «Je sais que c'est presque impossible mais ça ne coûte rien d'essayer. C'est une Daytona en acier avec un cadran

blanc. Sur le bracelet il y a deux petites plaques avec la lettre C (Cristian et Chanel)», a ajouté l'ancien attaquant, qui évoque ici ses deux premiers enfants. Totti, qui a fait toute sa carrière à la Roma et est une véritable légende dans la capitale italienne, donne dans son message un numéro de téléphone portable à contacter en cas d'information sur la fameuse Rolex disparue. Le numéro n'est probablement pas le sien mais «le 8e Roi de Rome» a fait une promesse: «Je viendrai en personne la chercher.» De quoi intéresser les tifosi de la Roma. Sans doute un peu moins ceux de la Lazio...

Allemagne

Lewandowski élu meilleur joueur de la saison

L'attaquant international polonais du Bayern Munich Robert Lewandowski a été élu meilleur joueur de la saison du championnat d'Allemagne «Bundesliga» de football. Le canonier polonais de 31 ans est récompensé pour ses statistiques impressionnantes qui ont contribué au nouveau titre de champion du club bavarois, le 8e de rang. L'ancien avant-centre du Borussia Dortmund a marqué 33 buts en 30 rencontres. Il avait battu sa

medi dernier le record de buts en une saison de Bundesliga pour un joueur étranger avec 33 réalisations. Son coéquipier Serge Gnabry, Erling Haaland (Borussia Dortmund), Amine Harit (Schalke 04), Kai Havertz (Bayer Leverkusen) et Timo Werner (RB Leipzig) étaient également en lice pour le trophée du meilleur joueur de la saison. Pour rappel, le défenseur canadien Alphonso Davies (Bayern Munich) a obtenu le prix du rookie de la saison.

2

11.00 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal 13h00
12.20 13h15, le dimanche...
13.20 Vivement dimanche
14.35 Vivement dimanche prochain
15.55 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
16.45 Affaire conclue : la chasse aux objets
18.20 Journal 20h00
18.30 Municipales 2020

21.05 Monsieur Batignole



Comédie dramatique - France - 2001
Avec Gérard Jugnot, Jules Sitruk, Michèle Garcia, Jean-Paul Rouve
A Paris, en juillet 1942, Edmond Batignole, charcutier, s'accommode de l'Occupation. Son futur gendre, collaborateur propose à ses beaux-parents de s'installer dans l'appartement désormais vide. Les Batignole fêtent leur crémillère lorsque l'on frappe à leur porte. Il s'agit de Simon, petit garçon de la famille qui vivait là. Edmond décide de le cacher au grenier...

3

10.40 Expression directe
11.10 12/13 Dimanche
11.55 Les nouveaux nomades
12.35 Echappées belles
14.15 La stagiaire
16.15 8 chances de tout gagner
16.55 Le Grand Slam
17.45 La p'tite librairie
17.50 Météo
18.00 19/20 : Journal régional
18.30 19/20 : Journal national

18.55 Municipales 2020



La rédaction nationale de France Télévisions se mobilise à l'occasion de ce second tour des élections municipales, qui devait initialement avoir lieu le 22 mars dernier. Au programme : analyses des premiers résultats, zoom sur les grandes villes encore disputées, éclairage sur les personnalités en lice, mais surtout débats en plateau entre des représentants des diverses formations engagées dans la bataille électorale. Dans les circonstances de la crise sanitaire et de la récession, les enjeux sont plus que jamais de taille.

4

09.55 Un jour, une question
10.00 Oscar & Malika toujours en retard
11.05 Léna, rêve d'étoile
12.45 Zip Zip
13.30 Grizzy et les lemmings
14.35 Scooby-Doo et le sabre du samouraï
15.45 Aloha, Scooby-Doo
17.00 Fort Boyard
19.10 Fort Boyard : toujours plus fort !
20.04 La p'tite librairie

20.05 La nuit au musée



Comédie - Etats-Unis - 2007
Avec Ben Stiller, Robin Williams, Carla Gugino, Dick Van Dyke
Divorcé d'Erica, Larry Daley est incapable de garder un travail. Craignant que son fils Nick le prenne pour un éternel perdant, ce rêveur au grand cœur se jette sur la seule perspective qui s'offre à lui : le poste de gardien au Muséum d'histoire naturelle de New York. Larry constate bientôt que, chaque nuit, les personnages en cire et les animaux empaillés prennent vie ! Il est vite débordé par la pagaille.

5

10.55 Vues d'en haut
11.25 La p'tite librairie
11.30 C l'hebdo
12.35 La vraie vie des animaux de compagnie
13.05 Les forces de la météo
14.00 Karnak, joyau des pharaons
15.40 De Gaulle 1940-1944, l'homme du destin
17.25 Les trésors de la Préfecture de police
19.00 La Bretagne côté mer
19.55 Colombe
22.30 Stonewall : Aux origines de la Gay Pride

arte

11.10 GEO Reportage
11.55 Enquêtes archéologiques
12.50 Le long de la Muraille de Chine
15.35 Mont-Saint-Michel : Le labyrinthe de l'archange
17.05 Odessa : La perle culturelle de la mer Noire
17.55 Aida Garifullina : un rêve argentin
18.45 Arte journal
19.05 Quand les impressionnistes découvrent le Japon...
20.00 Paris brûle-t-il ?
22.40 Itzhak Perlman - Une vie pour la musique

08.35 The Middle
12.10 F.B.I. : Portés disparus



15.45 Urgences
19.15 C'Caet
20.10 Urgences



CANAL+ family 19.51

SHAUN LE MOUTON, LE FILM : LA FERME CONTRE-ATTAQUE

Film d'animation - Grande-Bretagne - France - Etats-Unis - 2019

Venu d'une planète très, très lointaine, un vaisseau spatial se pose péniblement dans la petite ville de Mossingham, en Angleterre avec pour seuls témoins, un vieil homme et son chien. Non loin de là, dans une ferme, Shaun le mouton vit paisiblement avec ses congénères, gardés par un fermier et le chien Bitzer, sévère mais affectueux. C'est alors qu'un extraterrestre, sorti du vaisseau spatial, fait son irruption à la ferme, amusant aussitôt Shaun et ses amis. Douée de pouvoirs considérables, la créature entraîne vite Shaun dans une série de bêtises.

CINE + FRISSE 19.50

MAGGIE



Film d'horreur - Etats-Unis - 2015
Avec Arnold Schwarzenegger, Abigail Breslin, Joely Richardson
Le monde entier est frappé par une épidémie qui transforme les humains en zombies. Appelées necroambulés, les créatures sont désormais partout. C'est dans une Amérique dévastée, sous strict contrôle militaire, que Wade Vogel reçoit un message de sa fille Maggie, qui lui annonce qu'elle est infectée. Faisant fi de toutes les interdictions, Wade décide de ramener l'adolescente à la maison, sans respecter la quarantaine.

CANAL+ CINEMA 19.50

MEMORIES OF MURDER



Film policier - Corée du Sud - 2003
Avec Song Kang-ho, Kim Sang-Kyung, Kim Roe-Ha, Song Jae-
En 1986, Park Doo-Man, un inspecteur de la petite ville de Hwaseong, dans une province proche de Séoul, découvre les cadavres ligotés de deux jeunes femmes vêtues de rouge en rase campagne. Ce policier aux méthodes expéditives est persuadé de tenir le coupable en la personne d'un jeune demeuré, Kwang-ho.

TÉLÉVISION

TF1

20.15 Astérix aux Jeux Olympiques



Comédie - France - 2008
Avec Gérard Depardieu, Clovis Cornillac, Stéphane Rousseau, Benoît Poelvoorde
Alafox, un jeune Gaulois du village d'Astérix et Obélix, est tombé amoureux d'Irina, une princesse grecque. Mais Brutus, fils de Jules César, la convoite lui aussi. Irina, très sensible au charme d'Alafox, réussit à convaincre son père d'accorder sa main au vainqueur des Jeux olympiques. Astérix, Obélix, le druide et quelques autres décident d'aller prêter main-forte à leur compatriote.

6

09.50 Turbo
11.45 Le 12.45
13.05 Recherche appartement ou maison
14.50 Maison à vendre



16.45 66 minutes : Grand format
18.45 Le 19.45
19.10 Sport 6
19.25 Scènes de ménages

20.05 Capital



Présenté par Julien Courbet
Camping-car : comment s'évader en toute sécurité ? Chaque été, un million et demi de Français succombent aux charmes des vacances en camping-car. Et cet été ce tourisme nomade devrait battre tous les records sur fond de crise sanitaire • Mer, montagne, campagne : où se cachent les bons plans de l'été ? Zoom sur la Côte d'Azur, la montagne et les départements ruraux • Spa gonflable : le boom du business à bulles.

CANAL+

20.07 Late Night



Comédie dramatique - Etats-Unis - 2019
Avec Emma Thompson, Mindy Kaling, John Lithgow, Hugh Dancy, Reid Scott
Katherine Newbury, une présentatrice de talk show, est entourée d'auteurs masculins qu'elle tyrannise. Brad, son adjoint, lui conseille d'engager une plume féminine. Ce sera la positive Molly, d'origine indienne et dont l'unique expérience est d'écrire des blagues pour ses collègues d'un complexe chimique. Surnommée "huit" par sa nouvelle patronne, Molly fait ce qu'elle peut pour s'imposer.

PLANETE +

08.19 Avions de combat
09.06 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
13.04 Histoire interdite
14.50 Les chevaliers Templiers et le Saint-Graal
16.23 Ratons laveurs, ratons voleurs
17.19 Les nouveaux Robinsons
19.03 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
19.55 Le plus beau pays du monde
21.36 La malédiction d'Edgar

TFX

08.10 Captain Tsubasa



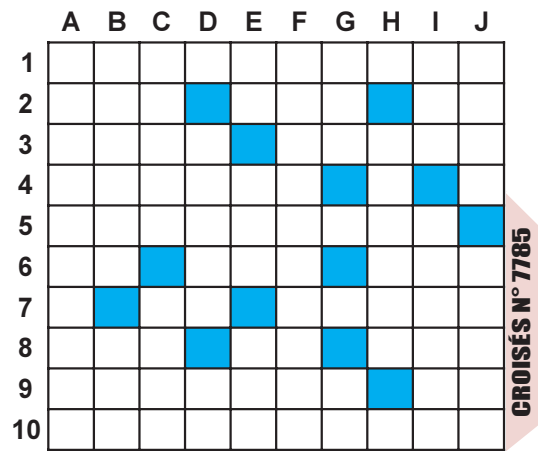
09.10 Total rénovation : ma maison sur-mesure
16.20 On a échangé nos mamans
20.05 Gladiator
22.50 Blackout sur Los Angeles

W9

08.10 Le hit W9
09.05 Génération Hit machine



11.35 Météo
11.40 Ma famille d'abord
16.55 La petite histoire de France
20.00 Météo
20.05 Scorpion



Horizontalement:

1. Ont l'objet à casser !
2. Charonnage.
- A court terme.
- En suite.
3. Rompit.
- Coup, à-coup.
4. Mit en garde.
5. Pépin, le bref !
6. Vaut un carat.
- Nid de mouches.
- Jamais comme avant !
7. Sur la borne.
- Rangée dans l'ordre.
8. Alphabet phonétique.
- Au monde. Certain.
9. Telles des ailes de libellule.
- Dans le coup.
10. Vendue, elle est à livrer.

Verticalement:

- A. Prenant tout le temps.
- B. Coup de poker.
- Idéal au golf.
- C. Faire prendre le pli.
- Goût des choses non comestibles.
- D. Jus de canne.
- Drôle de passé.
- E. En grand.
- Cour pour suite.
- Propre.
- F. Bien préparer ses devants.
- G. Pièce de parcours.
- Sur la rose.
- H. Grosses perles.
- I. S'emploie avec mesure.
- Embrouilles.
- J. Camp de toile. Bleu.

T	N	E	M	E	L	R	A	P	M	I	A	O	U	B
R	E	S	R	E	I	R	V	E	N	E	G	N	O	P
E	S	R	I	Z	E	M	A	L	F	I	N	E	R	
G	R	U	O	O	C	O	C	E	A	T	J	C	S	I
A	U	O	L	N	R	I	T	N	E	O	N	T	E	M
S	O	B	O	A	T	T	G	S	U	E	R	N	R	E
S	C	R	N	A	E	E	I	R	R	I	E	E	O	U
A	T	D	T	U	S	D	E	E	E	V	R	M	H	R
P	U	I	O	A	R	L	F	L	E	A	T	E	P	S
M	O	R	P	A	U	N	I	S	B	A	E	G	S	P
N	I	M	T	P	O	E	C	A	B	G	I	U	O	D
P	O	N	U	C	L	O	I	L	O	Z	E	J	H	E
C	A	R	R	O	R	S	E	L	U	O	P	S	P	T
V	C	I	S	E	R	E	L	I	T	N	E	V	T	T
S	C	A	S	T	E	T	I	L	A	G	E	N	I	E

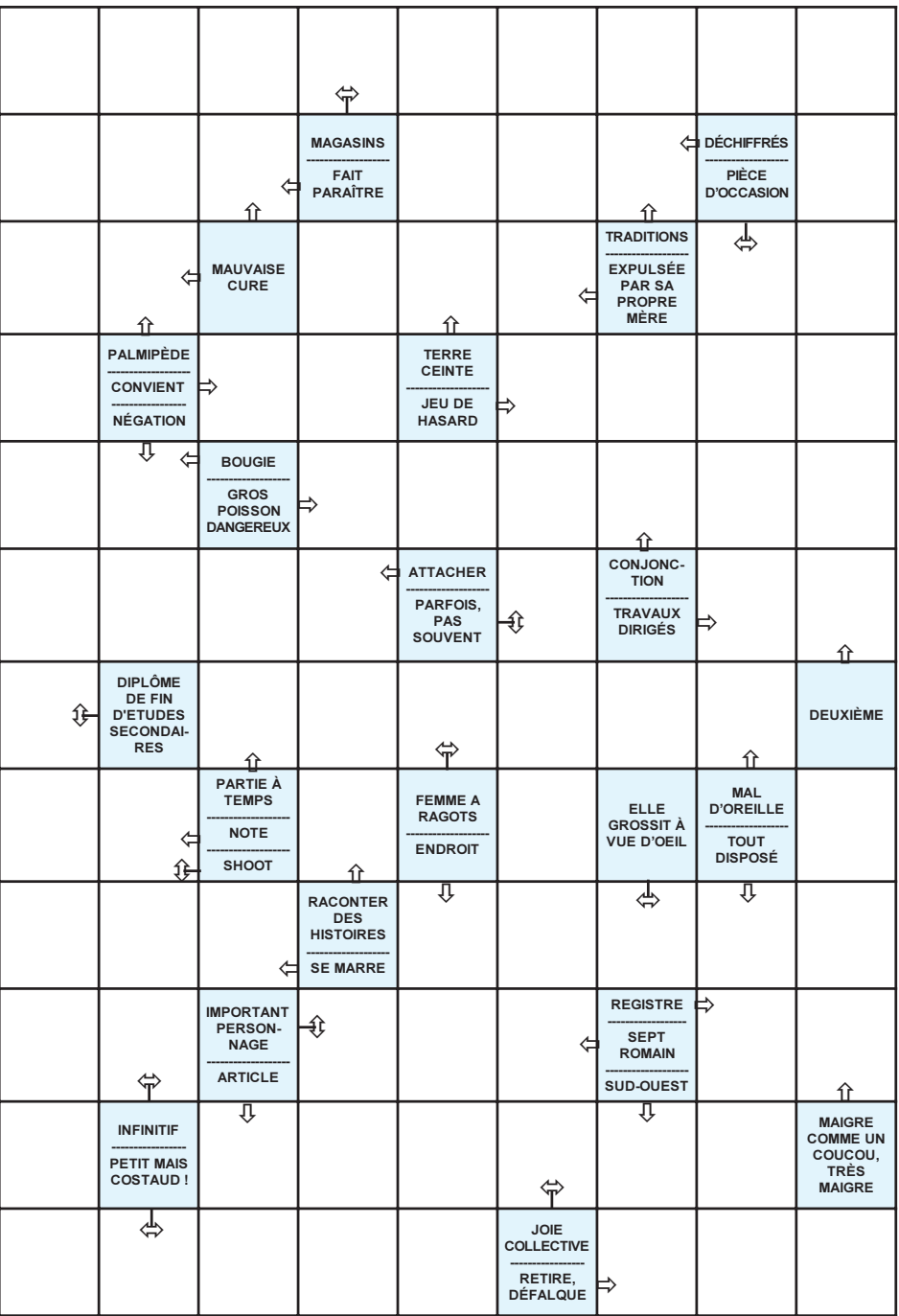
ANGE - BONJOUR - BOURSE - CASTE - CIRCONFERENCE - CITATION - COMPAS - COURSE - DETTE - FLAMME - GENEVRIER - GESTE - INEGALITE - JUGEMENT - LOGE - LOIR - MEMORANDUM - MIAOU - PARLEMENT - PASSAGER - PHOSPHORE - PIROUETTE - POULE - RABAIS - SCORE - SCRUPULE - SEVE - SOLEIL - STRIE - TABLE - TRONC - UNITE - VANTARDISE - VENTILER - ZIG - ZONA.

Les 9 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er transpire.
- Mon 2e vaut ce que ça vaut.
- Mon 3e fait tout un plat.
Mon tout, c'est faire disparaître.

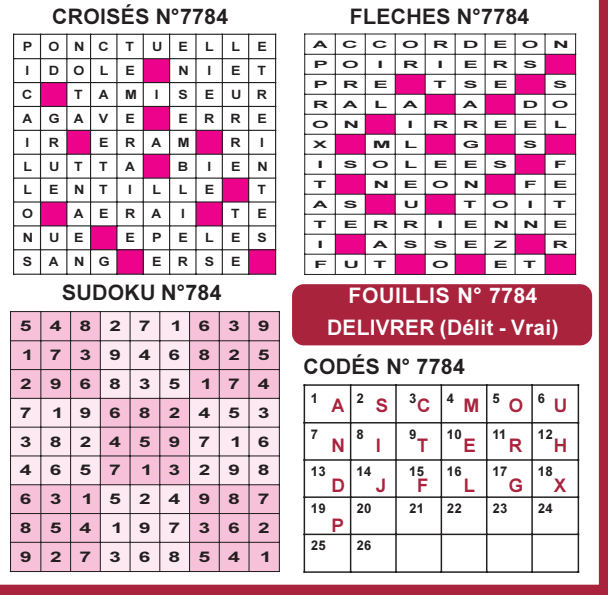
1	R	2	A	3	P	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26			

11	2	3	9	4	15	12	5	8	4
1	9		4	1	9	5		2	
9	8	8	5			7	6	9	7
4	5		10	6	15	7		16	9
5	7	4		2	7	9	5		8
1		6	9	7	9	14	5		17
9	10	2	17	9	8	5		17	15
15		7		7	5		16	9	12
10	5	4	7		7	5	1	14	9
	17		5	13		3	9	1	5
11	6	10	10	5	10	6	1	5	1
2		1	5	4	9	8	5		5
17	2		1	9		17		4	7
5	8	4	2	7	7	5	1	2	
7	5	8	7	5	5	7		7	9

Jeux proposés par Chérifa Benghani



LES SOLUTIONS



						3	4		8
				1		2			
	1			9					7
8	7	3		2					
9	2	4			7		3	1	
	5	6	4			2			
2				4					
7	8				6		4	5	
6			3			1			

La Tunisie rouvre ses frontières aux voyageurs étrangers



La Tunisie a rouvert samedi ses frontières aux voyageurs étrangers après une fermeture de trois mois pour lutter contre la propagation de la pandémie de Covid-19, rapportent les médias locaux citant les autorités. A l'occasion de la réouverture des frontières, fermée depuis le 18 mars, les autorités tunisiennes ont mis en place d'importantes mesures sanitaires et classé les pays étrangers avec un code couleur en fonction du niveau de l'épidémie et du taux de contamination, a-t-on indiqué de mêmes sources. L'Algérie et la Libye "ne sont pas concernées par la classification des pays en fonction du niveau de prévalence de l'épidémie du Coronavirus, élaborée par l'Observatoire national de maladies nouvelles et émergentes", a affirmé le membre du comité scientifique pour la lutte contre la propagation du coronavirus, Habib Ghedira, cité par l'agence TAP, ajoutant que la Tunisie "conclura prochainement des accords bilatéraux avec ces deux pays relatifs au processus d'ouverture des frontières et aux dispositions nécessaires pour faire face à l'épidémie".

La liste "verte" comporte 46 pays ayant maîtrisé totalement à contenir la pandémie du coronavirus. Les touristes et Tunisiens en provenance de ces pays seront épargnés des mesures de confinement.

24 terroristes tués en Irak



Vingt-quatre éléments de l'organisation terroriste autoproclamée Etat islamique (EI/Daech) ont été tués lors d'une opération de sécurité et des frappes aériennes dans la province de Salah ad-Din, au nord de Bagdad, a annoncé vendredi l'armée irakienne. Le service irakien de lutte contre le terrorisme (CTS), soutenu par des avions irakiens et de la coalition internationale, a mené une opération de deux jours contre des cachettes de Daech dans la région montagneuse d'Al-Khanouga, située dans la partie nord de la province, a précisé le CTS dans un communiqué. Selon le communiqué, qui n'a pas précisé les dates, l'opération a entraîné la mort de 16 éléments de Daech le premier jour et de 8 autres le second. Les frappes aériennes irakiennes et de la coalition ont détruit un certain nombre de cachettes de l'EI et plusieurs grottes et tunnels, où les terroristes s'étaient terrés, indique le communiqué.

L'opération a eu lieu alors que Daech a intensifié ses attaques contre les forces de sécurité, notamment les milices Hachd al-Chaabi, et des civils dans les provinces sunnites anciennement contrôlées par l'EI faisant des dizaines de morts et de blessés.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Six migrants morts au large de la Libye, 93 secourus



Six migrants sont morts et 93 ont été secourus au large de la Libye où ils tentaient de traverser la Méditerranée vers les côtes européennes, a indiqué samedi l'organisation internationale pour les migrations (OIM) se basant sur le témoignage de survivants. Les survivants ont été ramenés dans la nuit de vendredi à samedi au port de Khoms, ville située à 120 km à l'ouest de Tripoli. "Parmi eux

une femme qui a donné naissance à son bébé sur le bateau pneumatique", a indiqué le bureau de l'OIM en Libye sur son compte Twitter.

Selon des témoignages de migrants, "six personnes ont péri pendant le voyage", a indiqué l'OIM sans donner plus de détails. Pays plongé dans le chaos depuis 2011 avec des luttes de pouvoir et des violences persistantes, la Libye reste un important point de transit

pour les migrants voulant rejoindre l'Europe.

Les ONG humanitaires critiquent le renvoi systématique en Libye de migrants interceptés en Méditerranée où ils sont retenus dans des camps surpeuplés, régulièrement décrits par les ONG comme des zones de non-droit. Mais cette fois, "ils ont tous été relâchés après leur débarquement", a assuré samedi l'OIM.

Barrage sur le Nil : l'Ethiopie maintient son calendrier

L'Ethiopie a indiqué samedi qu'elle entendait commencer à remplir le réservoir de son gigantesque barrage sur le Nil "dans les deux prochaines semaines", tout en s'engageant à essayer de conclure un accord définitif avec l'Egypte et le Soudan pendant cette période, sous l'égide de l'Union africaine. Le communiqué publié samedi matin par le bureau du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed vient contredire en partie les déclarations vendredi soir des dirigeants égyptien et soudanais assurant que l'Ethiopie avait accepté de surseoir à la mise en eau de son barrage jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé.

Le Grand barrage de la Renaissance (Gerd), qui doit devenir le plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique, avec une capacité de production de plus de 6.000 mégawatts, est



source de vives tensions régionales. Si l'Ethiopie voit le barrage de 145 mètres de haut comme essentiel à son développement et à son électrification, le Soudan et l'Egypte craignent qu'il ne restreigne leur

accès à l'eau. L'Egypte, qui considère ce projet comme une menace "existentielle", a appelé la semaine dernière le Conseil de sécurité à intervenir. Une nouvelle réunion du Conseil doit avoir lieu lundi.

Frappes israéliennes sur Ghaza

L'aviation israélienne a frappé dans la nuit de vendredi à samedi des positions du Hamas dans la bande de Ghaza. Ceci intervient dans un contexte de tension croissante à l'approche d'une échéance clé sur le projet d'annexion par Israël de pans de la Cisjordanie occupée. Vendredi soir deux roquettes ont été tirées depuis Ghaza vers Israël sans toutefois faire de blessés.

Des sources sécuritaires à Ghaza ont confirmé à l'AFP des frappes dans le secteur de Khan Younès, à la pointe sud de ce territoire palestinien de deux millions d'habitants. Jeudi, la branche armée du Hamas a mis en garde Israël contre son projet d'annexion de pans de la Cisjordanie occupée, qui équivaldrait selon elle, à une "déclaration de guerre". "La résistance considère une annexion de la Cisjordanie et de la vallée du Jourdain comme une déclaration de guerre contre notre peuple et nous ferons en sorte que l'ennemi s'en morde les doigts (...)", a dit le porte-parole des Brigades Ezzeddine al-Qassam, Abou Obaida.

Deux soldats maliens tués dans une attaque terroriste

Deux soldats maliens ont été tués et quatre blessés dans une attaque imputée aux terroristes, dans la nuit de vendredi à samedi, dans le centre du pays en guerre, a indiqué l'armée malienne sur les réseaux sociaux.

L'attaque a visé une position militaire à Dinangourou, près de la frontière avec le Burkina Faso, a dit l'armée sans fournir plus de précisions. Il s'agit de la dernière en date des opérations attribuées aux terroristes contre les armées nationales au Mali et plus largement au Sahel.

Le Mali est le théâtre des agissements de groupes liés à al-Qaïda et à l'organisation Etat islamique, ainsi que de violences intercommunautaires et de trafic en tous genres. Parties du Nord du Mali en 2012 avec une insurrection indépendantiste, les violences se sont propagées au centre du pays, ainsi qu'au Burkina Faso et au Niger voisins.

Elles ont fait des milliers de morts civils et combattants et des centaines de milliers de déplacés, malgré l'intervention de forces françaises, africaines et onusiennes, sans sortie de crise en vue.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

ARRÊT SUR IMAGE

Faut-il s'arrêter au témoignage simpliste d'une solidarité primaire face aux différentes tempêtes sociales qui secouent actuellement le Sud tunisien ? L'augmentation du prix du pain a mis le feu aux poudres pour que la population éructe des revendications somme toute trop élémentaires malgré leurs violences et casses. Cette révolte du pain et ses véhémentes colères est restée réduite à l'exigence d'une prise en charge en surface qui occulte le fond du problème. Revendiquer du pain et du travail est une demande trop générale pour se fixer dans un arrêt sur image car le développement d'une région ou d'un pays n'est pas une équation simple. Toute légitime que puisse être l'exigence

de prioriser les habitants autochtones pour l'emploi, la formule est sommaire et n'échappe pas à la philosophie de la rente. Accorder du travail n'est en aucun cas un axiome reposant sur un héritage obligé, ni un butin à partager mais répond à un souci d'efficacité et de développement exigés. Il est instrument essentiel et qualificatif pour enrichir une localité ou une région pour que ses habitants convergent vers un progrès solidaire et collectif. Les profils, les savoir-faire et les compétences doivent répondre à des emplois à pourvoir quand les besoins se présentent. De plus, aujourd'hui, au plus bas de l'échelle du

monde du travail des qualifications professionnelles parmi les plus primaires sont nécessaires pour participer à l'essor et au développement d'une localité. Il demeure entendu qu'à des niveaux égaux de connaissances, les habitants d'une région donnée soient prioritaires.

Certaines régions algériennes ne sont pas en reste. Les mauvais préconçus et la légèreté des idées ancrées se sont éloignés d'une logique qui veut que les offrandes cédées dans la précipitation et sans réflexion n'offrent qu'une satisfaction momentanée. Faites à la hâte sous la pression des pneus brûlés et pour éteindre les turbulences des rues, les facilités cédées sans analyses et sans justes réflexions ne concourent pas à construire un avenir meilleur.